UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01581512 9

Il a été imprimé de cet ouvrage :

20 exemplaires sur papier de Chine, numérotés de 1 à 20;

40 exemplaires sur papier des manufactures impériales du Japon, numérotés de 21 à 60;

150 exemplaires sur papier de Hollande Van Gelder, numérotés de 61 à 210;

1100 exemplaires sur papier pur fil des papeteries Lafuma, à Voiron, numérotés de 211 à 1310.

Il a été tiré, en outre, 50 exemplaires sur papier pur fil, sans numéro, non mis dans le commerce.

UOT
15/12

QUAND ISRAËL EST ROI

DES MÊMES AUTEURS

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Marrakech ou les Seigneurs de l'Atlas. 57e édition.

Rabat ou les Heures marocaines. 49e édition.

La Fête arabe. 46e édition.

L'Ombre de la Croix. 85e édition.

Un Royaume de Dieu. 41e édition.

Quand Israël est roi. 73e édition.

La Maîtresse servante. 60e édition.

La Tragédie de Ravaillac. 34e édition.

La Randonnée de Samba Diouf. 55e édition.

Le Chemin de Damas. 61e édition.

Dingley l'illustre écrivain *(prix Goncourt 1906).* 65e édition.

Une Relève. 42e édition.

Le Maroc, avec aquarelles de J.-F. Bouchor reproduites en couleurs.

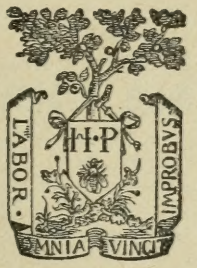
L'An prochain à Jérusalem. 65e édition.

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur en 1921.

LF
T368q

JÉROME ET JEAN THARAUD

QUAND ISRAËL EST ROI



198100
1/10/25

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

Tous droits réservés

Copyright 1921 by J.-J. Tharaud.
Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

A

NOTRE MAITRE ET AMI

MAURICE BARRÈS

QUAND ISRAËL EST ROI

CHAPITRE PREMIER

LE PORTRAIT DE BISMARCK

Un jour d'automne de l'année 1899, un jeune Français débarquait à Budapest. Personne ne l'attendait à la gare, et il se trouvait bien embarrassé pour retirer son bagage et se faire conduire à la maison où il devait se rendre, car naturellement il ne savait pas un traître mot de hongrois.

Ce sont des minutes pénibles, ces arrivées dans un pays inconnu, où l'on n'est pas amené par le seul attrait du voyage, mais poussé par les circonstances, avec la perspective de longs mois à passer au milieu de choses et de gens que le hasard a choisis pour vous. Mon arrivée en Hongrie, par cet après-midi d'automne,

c'était le couronnement d'une longue suite d'années de collège, de jours sans lumière, sans liberté, sans nature, d'études fastidieuses, d'examens à n'en plus finir; et tout cela avait eu pour résultat qu'un beau matin, le Ministère de l'Instruction publique m'envoyait, en qualité de lecteur de langue française, à l'Université de Budapest. Le baroque de l'existence m'apparut alors dans son plein, lorsqu'accablé sous le poids de deux valises, cherchant péniblement un fiacre, quelque chose en moi songeait que tant d'heures de lycée, de Sorbonne et d'ennui, tant d'efforts ordonnés, poursuivis dans un même sens depuis longtemps et longtemps, aboutissaient à me jeter ici et non ailleurs, dans cette gare, au milieu de cette ville, pour déballer devant un auditoire de quelques jeunes gens, le maigre bagage de savoir que je rassemblais depuis vingt ans, et qui représentait à peu près tout mon capital dans la vie.

Debout dans la chambre meublée où j'étais enfin arrivé, ma valise à mes pieds, je considérais avec une amertume comique ces quelques mètres carrés, où depuis Paris, depuis bien plus loin, depuis mon enfance, depuis tou-

jours je semblais poussé par le destin. Un lit, une table, deux chaises, un canapé recouvert d'une moleskine craquelée en maints endroits, un tuyau de gaz qui pendait au plafond, peu de lumière (car la fenêtre donnait sur une cour), voilà ce que je vis d'un coup d'œil. Et au-dessus du lit, accroché à la muraille, un portrait de Bismarck, une de ces photogravures d'après un tableau de Lembach, qu'un éditeur de Leipsig répandait alors à profusion en Allemagne et dans tous les pays soumis à l'influence germanique.

Ce n'était pas le portrait qui le représente en uniforme, la croix de fer au cou, le casque à pointe sur la tête ; ce n'était pas non plus celui où l'artiste a concentré, à la manière de Rembrandt, toute la lumière de sa toile sur un vaste crâne rocheux. Ce n'était ni le chancelier de fer, ni le soldat, ni le fonctionnaire qu'on voyait sur cette image, mais un vieil homme bourgeoisement vêtu, coiffé d'un chapeau noir à grands bords, un hobereau de l'Est prussien, un Bismarck qui aurait toujours vécu sur ses terres et usé son existence à surveiller ses domaines et à toucher ses fermages. Mais qu'il se fût passé

ou non quelque chose de considérable dans la vie de ce personnage, on se sentait en présence d'un animal de grande race, d'une volonté puissante, solidement établi sur des idées simples et anciennes.

Allais-je garder sur ce mur cette tête de vieux hobereau, à la forte mâchoire, au regard assombri par la profonde arcade sourcilière et le poil en broussaille? Allais-je vivre en tête à tête avec ce visage ennemi, l'avoir là toujours sous les yeux, le soir, le matin, toute la vie?... Lentement, autour de moi, l'obscurité du jour tombant enténébrait la pièce. Dans cette ombre, l'homme au grand chapeau s'effaçait sur la muraille. Moi-même, exténué de fatigue par je ne sais combien d'heures de voyage en troisième classe, à travers la moitié de l'Europe, pour échouer comme une épave au pied de ce portrait, je me diluais dans la même ombre. Chose étrange! au bout d'un moment, quand j'allumai le bec de gaz qui pendait du plafond, et que l'homme au chapeau noir reparut sur le mur, je le revis avec plaisir. Dans ma chambre je n'étais plus seul. Ce visage hostile et dur me ramenait brutalement à de vieilles

pensées familières. Déjà, entre lui et moi un colloque s'était établi; sa présence insolite donnait du ton à mon arrivée maussade, et comme l'apparence d'une romanesque aventure. Certes je ne m'étais pas attendu à me trouver devant un hôte d'une pareille importance! Grâce à lui, dans cette pièce étrangère et banale, j'avais déjà éprouvé une émotion, c'est-à-dire commencé de vivre. L'enlever à la muraille, ce n'était pas seulement ajouter au vide du mur, c'était raréfier l'atmosphère, agrandir le désert autour de moi. Soit! pensai-je, nous vivrons ensemble : on ne perd jamais son temps dans la compagnie d'un tel seigneur.

Je le laissai donc à sa place, et je dois dire que pendant les quatre années que j'ai passées avec lui, nous avons fait un excellent ménage. Ce portrait a été pour moi un compagnon silencieux et éloquent, avec lequel de fois à autre il était bon d'échanger quelques propos. J'ai reçu maint et maint conseils de tous les plis de cette figure brutale qui, à certaines heures et sous certaines lumières, prenait une grande finesse et même de la mélancolie. Jeune Fran-

çais formé par les idées qui avaient cours chez nous à la fin du siècle dernier, j'arrivais tout rempli des plus niaises théories politiques et sociales; mais sous ce dur regard il y avait des naïvetés qui n'étaient plus permises! J'étais là en face d'un juge et d'un sévère conseiller. Quand ma pensée flottante errait vaguement devant moi, tout à coup je rencontrais les yeux clairs sous le chapeau noir. Alors mon esprit vagabond, sans cesse à la poursuite de quelque chimère romantique, rentrait dans le chemin étroit de la réalité. Et même, à mon insu, dans les longues heures silencieuses et mélancoliques de l'exil, ce regard agissait sur moi, me pénétrait, m'aidait à voir la vanité d'idées qui, dans une chambre d'étudiant, entre la Seine et le Luxembourg, pouvaient bien exercer un attrait irrésistible, mais n'étaient pas de mise ici, devant ce redoutable étranger. Mon sévère compagnon m'arrachait à la tyrannie que les livres exercent toujours sur une cervelle de vingt ans (surtout lorsqu'on se trouve, comme c'était mon cas, dans une assez grande solitude), et m'apprenait sans discours la suprême puissance de l'expérience et du fait. Peu-

dant quatre ans, j'ai senti ce visage, tantôt grave, tantôt ironique, considérer ce petit Français perdu dans l'Europe centrale, écrivant ou lisant à sa table de sapin verni. Pendant quatre ans, cette figure immobile a fait autour de mes pensées le manège d'un chien de berger, les tenant bien groupées et les empêchant de divaguer au hasard. Et quand après tant et tant de journées passées en sa compagnie, je quittai Budapest et cette chambre où rien n'avait changé depuis mon arrivée, mon dernier regard fut pour ce portrait de Bismarck qui m'y avait accueilli, — un regard certes peu amical, mais, ma foi, reconnaissant.

Lorsque je songe à ce long séjour que je fis alors à Budapest, je me dis, non sans mélancolie, que pour un garçon un peu vif il y a des aventures autrement romanesques que d'expliquer en pédagogue une fable de La Fontaine, une tragédie de Racine ou bien *le Neveu de Rameau!* Mais cela aussi, à tout prendre, tient assez du roman comique de gagner sa subsistance à vouloir persuader des esprits étrangers que ce qu'on aime est aimable. Don Quichotte,

célébrant les mérites de sa Dulcinée, ne devait guère sembler, j'imagine, beaucoup plus extravagant à Sancho, que je ne devais le paraître à mes étudiants hongrois, quand je déballais devant eux ma pacotille intellectuelle; et je me suis dit bien souvent qu'ils devaient penser, en secret, que seule ma vanité de Français me faisait découvrir dans des textes admirables ce que je prétendais y trouver. Que de fois, avec nostalgie, je rêvais, sous leurs regards, à cette Europe cultivée du dix-huitième siècle, dont le français était le parler naturel, et à ces aristocrates qui, dans leurs châteaux perdus, prenaient à lire nos encyclopédistes ou bien nos grands classiques le même plaisir que nous-mêmes! Mais voilà! ils n'avaient pas attendu d'être presque des hommes pour s'initier à notre langue. Dès leur enfance elle avait résonné autour d'eux; et aucun docteur en Sorbonne ne saurait remplacer un vieux soldat, épave de la guerre de Sept ans, qui après mille avatars, disant adieu pour toujours à sa Bourgogne ou à sa Normandie, avait échoué, un beau matin, en qualité de précepteur dans quelque maison noble des Carpathes ou de la

Puszta. Mais surtout, en ces temps bénis, la sinistre culture allemande ne sévissait pas encore et n'avait pas jeté ses faux poids dans les plateaux légers de l'esprit.

Chez quelques-uns de mes jeunes Hongrois, je sentais bien la tentation de s'évader vers Paris et de s'initier à une vie qu'ils devinaient, d'instinct, plus libre, plus allègre, plus humaine que l'allemande. Seulement ils étaient pauvres, et les bourses qu'on leur octroyait pour compléter leurs études stipulaient invariablement qu'ils devaient aller à Leipsig, à Munich ou à Berlin. Car les fonds de ces bourses étaient fournis par l'Allemagne, qui appliquait au domaine intellectuel les procédés dont elle tirait de si grands avantages dans son commerce mondial. Elle ouvrait au crédit de l'intelligence hongroise une sorte de compte courant, avec la certitude de retrouver un jour, au centuple, l'intérêt de son argent.

Dans cette Université aux trois quarts germanisée, j'aurais été en somme assez mal à mon aise, s'il n'y avait eu chez ces Magyars une spontanéité et un charme de jeunesse qui les faisaient se dérober, par le sourire ou la

paresse, à la morne discipline allemande. Le pédantisme teutonique, dont toute l'Europe centrale est aujourd'hui abêtie, ne parvenait pas à étouffer ce qu'il y a dans leur esprit de prime-sautier, d'idyllique, toute cette poésie rurale, qui a trouvé sa plus belle expression dans les poèmes de Petöfi et surtout chez ce Jean Arany, disciple de Virgile et petit-cousin de Mistral. Ce qu'ils aiment, ce qu'ils comprennent avec force et ingénuité, c'est la vie de leur grande plaine où mûrissent le blé, la vigne et le maïs, et où vaguent d'immenses troupes de bœufs, de chevaux et de moutons. Ils possèdent là-dessus une littérature charmante de fantaisie, de réalisme et de grâce, dans laquelle on voit le berger partager avec ses bêtes des sentiments fraternels. Cela ne dépasse jamais les modestes limites du conte, mais dans ces bornes c'est parfait. Ah! pourquoi donc ces Hongrois veulent-ils penser à l'allemande, quand ils seraient si agréables en demeurant tout bonnement ce que la nature les a faits! Combien ont perdu à ce jeu les belles qualités d'une race demeurée tout près de la terre, sans acquérir pour cela les soucieuses vertus de

l'Allemand — si l'on peut appeler vertus une infinité de défauts et une bien triste déformation de la mentalité humaine !

Aujourd'hui, après vingt années, je reviens à Budapest, et sur le bateau qui m'emmène au courant du large Danube entre des rives plantées de saules, ces impressions déjà lointaines se mêlent à un autre souvenir qui, celui-là, date d'hier. C'était en juin 1920, au palais de Trianon, dans une salle longue et magnifique, décorée de hautes glaces et de panneaux où sont peints les jets d'eau, les grottes et les bassins de Versailles. Par les fenêtres ouvertes on voyait sous un ciel un peu voilé les pelouses et les arbres du jardin, tandis que dans la salle s'agitait et bavardait une compagnie assez nombreuse d'hommes et de femmes, réunis là comme pour un thé élégant. Tout à coup, un huissier jeta sur l'assemblée ces mots retentissants : « Messieurs les Plénipotentiaires hongrois ! » Alors, dans un émouvant silence, vers une table en fer à cheval autour de laquelle avaient pris place une cinquantaine de diplomates, un petit groupe d'hommes s'avança,

l'œil fixe, le visage pâle et la démarche un peu raide. C'étaient les personnages délégués par la Hongrie pour signer, dans ce salon rayonnant de grâce et d'été, l'acte qui enlevait à leur patrie les deux tiers du territoire qu'elle occupait depuis mille ans. Un trait de plume allait détacher de la Couronne de Saint Étienne le vaste cercle de montagnes qui entoure la plaine hongroise, et les millions d'habitants de races diverses, Slovaques, Ruthènes, Roumains, Serbes, Saxons, Tziganes, Juifs et purs Magyars, qui vivent inextricablement mêlés dans les Marches de Hongrie. Sous leurs redingotes correctes, ces plénipotentiaires m'apparaissaient à ce moment pareils aux bourgeois de Calais dans leurs longues chemises flottantes, et je sentais combien devaient peser à leurs mains les invisibles clefs qu'ils portaient. Je connaissais l'étendue de leur perte et quel fort sentiment attachait le cœur hongrois à ce domaine millénaire. Des images d'un romanesque charmant se levaient dans ma mémoire : hautes vallées silencieuses, fuites de chamois dans la neige, sapins déchiquetés sur le bord des torrents, vieux châteaux à moitié ruinés couron-

nant le roc et la forêt, où avaient vécu des héros dont on me racontait la légende, villages où étaient nés des poètes dont on me récitait les vers, vieilles demeures patriarcales où l'on m'avait accueilli. Je revoyais la grande plaine herbue, avec ses petits bois d'acacias et la brume qui tremble en été sur l'horizon. J'entendais dans mon esprit quelque chose de tout pareil à cet adieu d'une familière tendresse, que la province de Sépusie, détachée de la terre hongroise par ce traité de Trianon, adresse à la vieille patrie, et dont en écrivant ces lignes j'ai le texte sous les yeux : « Nous n'avons point l'intention, disent ces gens de Sépusie, de faire un compte ou une balance. Nous prenons congé simplement. Simplement nous vous remercions de cette bonne farine blanche, dont nous nous sommes nourris pendant mille ans, et dont nos enfants ont mangé des gâteaux si délicieux. Nous vous remercions pour le vin de Tokay, qui n'a ruisselé dans les verres nulle part si abondamment que chez nous. Nous vous remercions pour les cerises noires et les abricots juteux et les raisins perlés et les pastèques rouges que les femmes d'Eger

vendaient aux marchés de nos villes. Nous vous remercions pour le tabac excellent d'Erdötélek que vous nous apportiez en même temps que le muguet. Et vous, vieilles montagnes, vous, pics étincelants au-dessus des nuées, vous, lacs alpestres charmants dans vos splendeurs d'émeraude, et toi, puissante Magura qui renferme le tombeau d'Arpad, prince conquérant de la patrie, vous tous, ô monts de Sépusie, bleuâtres dans le lointain, rangez-vous! Que le chant du rossignol se taise, que le murmure des forêts bruisse seulement, qu'il bruisse à travers monts et vallées, qu'il emporte nos soupirs vers ceux à qui nous disons adieu!... »

Cependant, l'un après l'autre, les Plénipotentiaires avaient posé leur signature au bas de la feuille de papier. Les délégués magyars se retiraient au milieu des assistants qui, cette fois, se levaient sur leur passage. Dehors on entendit un commandement bref, aussitôt suivi d'un bruit d'armes : c'était le piquet de service qui rendait les honneurs. Autour de nous l'agitation mondaine avait repris son train. On se pressait vers le buffet. Et dans le brouhaha des voix et des chaises remuées, je revoyais en

pensée, sur la muraille, le lointain artisan de cette immense infortune : l'homme au chapeau à larges bords, qui m'avait accueilli là-bas, un triste soir d'automne, et dont le regard, pendant quatre ans, avait veillé sur mes jours et sur mes nuits.

CHAPITRE II

UNE CITADELLE DE L'OCCIDENT

Ce matin, j'ai fait le tour des remparts de la vieille cité de Bude, où naguère je suis monté si souvent pour contempler le beau paysage qu'on découvre de là-haut, le vaste demi-cercle des collines boisées, l'immense nappe boueuse du Danube qui coule au pied du rocher, et de l'autre côté du fleuve, sur la rive toute plate, la grande ville neuve de Pest, et puis la plaine à l'infini.

Quand j'y venais il y a vingt ans, cette cité de Bude, posée sur son étroit plateau, était une vieille petite ville, d'un caractère tout provincial, avec des maisons basses, couvertes d'un étrange enduit jaune. On y cherchait en vain quelqu'un de ces palais que le dix-huitième siècle a prodigués à Prague ou à Vienne, par exemple, avec leurs cariatides géantes, leurs corniches

décorées d'un peuple de statues tourmentées, leurs balcons admirables et leur architecture d'un bel art italien, assez plaisamment alourdi par le climat du nord. A Bude, le palais d'un magnat, c'était une demeure toute simple, bourgeoise et sentant la campagne, où l'art ne se montrait que dans le porche et l'armoirie. Jamais les Habsbourg n'ont rien fait pour donner de l'éclat à la vieille colline. Marie-Thérèse, qui a tant construit partout, n'a édifié là-haut qu'une bâtisse monotone, qu'on a d'ailleurs jetée par terre pour élever à la place le nouveau château royal, fastueux comme un palace-hôtel. Quant aux nobles Magyars que la cour attirait à Vienne, ils s'y faisaient bâtir quelque résidence somptueuse dans les environs de la Burg, et se contentaient à Bude d'un modeste pied-à-terre pendant les séjours assez rares que le roi ou la reine venaient faire en Hongrie.

Çà et là, dans l'enduit jaune qui recouvre ces maisons basses, on voit encastrée une pierre où s'enlève en relief une tête de Turc coupée, ou bien encore on lit une inscription du genre de celle-ci : « Ici, en 1450, habitait le despote de

Bosnie. Ici, en 1388, s'élevait le palais du vice-roi du Banat ou de tel et tel prince des Balkans. » Vous entrez sous le porche assez large pour donner passage à une voiture à deux chevaux, et vous voilà dans une cour grossièrement pavée, où pousse l'herbe, avec un puits dans un coin, et tout autour, des constructions dont les vieux toits de tuiles plates s'inclinent rapidement vers la terre. Tout ce qui reste dans cet enclos du despote du Banat ou de l'hospodar de Valachie, c'est un fragment de voûte romane, une cave, un pilier où s'accrochent la vigne et la cage à serins. Auprès de ces vestiges, de modestes rentiers, des fonctionnaires à la retraite, de petits artisans mènent la vie la plus paisible. Mais cette tête de Turc coupée, ce pilier, cette voûte, c'est assez pour émouvoir l'imagination du passant, et lui rappeler que sur cette colline, si embourgeoisée aujourd'hui, de grandes choses se sont passées.

Ce vieux rocher de Bude est comme Marathon, Salamine ou les Champs Catalauniques, un des lieux où s'est débattu le sort de notre civilisation dans sa lutte avec l'Orient. Pendant des siècles, la vaste plaine qui vient mourir au

bord de la haute colline a exercé sur les peuples d'Asie un irrésistible attrait. Le long du chemin qu'ils suivaient depuis les frontières de la Chine, c'était une admirable étape pour dresser un moment la tente, faire souffler les chevaux, les abreuver au grand fleuve et reprendre ensuite leur marche à la conquête du butin de l'Occident. Au pied même de Bude, Attila établit son camp, ce célèbre Etzelburg, qui dans l'imagination du poète des Niebelungen apparaît comme le centre du monde. Après lui, bien d'autres hordes encore de Tartares et de Mongols ont tournoyé dans cette plaine, paraissant et disparaissant comme des colonnes de poussière, ou comme ces mirages que la fée Delibab se plaît à faire miroiter à l'horizon de ces plates étendues. Seuls les Hongrois venus, dit-on, des régions du Pamir, parvinrent à s'installer solidement dans ce pays. Pendant longtemps ils furent l'effroi de l'Europe occidentale, et puis un jour, renonçant au culte de l'Étalon Blanc, ils embrassèrent la religion romaine et se firent contre leurs frères d'Asie les champions de la Chrétienté.

Cela se passait il y a mille ans, sous le roi

Saint Étienne. La colline de Bude restait encore déserte, car ces pâtres guerriers ne se plaisaient qu'aux espaces herbus, où paissent librement le cheval et le mouton, et qui leur rappelaient les steppes d'où ils étaient partis. Mais initiés par leur religion nouvelle aux mœurs de la vie citadine, ils montèrent sur la colline et construisirent là-haut, pour la première fois, l'église, la maison et le rempart.

Durant des siècles, ce rocher fortifié devint l'enjeu de la lutte entre l'Orient et l'Occident. Sans cesse, du fond de la steppe, les hommes aux yeux bridés, au teint jaune, venaient lui donner l'assaut, et toute l'Europe féodale accourait à sa défense. Des princes de la maison d'Anjou, petits-neveux de saint Louis, ont mené ici la croisade, en même temps qu'ils apportaient la brillante civilisation du quatorzième siècle français. Du Danube à l'Adriatique le pays se couvrit de villes, de châteaux, de monastères. Ici même, sur ce plateau, des maçons de Bray-sur-Somme édifièrent une demeure royale, en tout semblable aux grands manoirs qu'on admirait dans l'Ile-de-France. Et le saint royaume apostolique prenait

chaque jour davantage un visage occidental, quand on vit apparaître une horde nouvelle, plus redoutable que les Huns d'Attila et les Tartares de Batou-Khan.

Pendant un demi-siècle, deux héros transylvains, Jean Hunyade et Mathias Corvin, repoussèrent l'assaut des Turcs. L'angélus que l'on sonne à midi commémore, encore aujourd'hui, le service qu'ils ont rendu à la catholicité tout entière, il y a quatre cents ans de cela. Jamais d'ailleurs la colline de Bude n'apparut plus brillante qu'en ces jours où son existence était à tout moment menacée. La civilisation latine, qui naguère avait conquis la colline en y apportant le christianisme, puis l'esprit des Anjou, y fleurit de nouveau, mais cette fois sous la forme demi-païenne de la Renaissance. Corvin appelle autour de lui des artistes italiens, bâtit des palais, des églises, les remplit d'objets précieux, de manuscrits uniques au monde, et fait de sa rude forteresse une ville à l'image des cités de Toscane et d'Ombrie. De grands chariots, accompagnés par des escortes armées, amènent à Bude les draps de Flandre, les vins du Rhin, tous les produits

d'Europe, et continuant leur route à travers les villes saxonnes de la Transylvanie, vers Andrinople et l'Orient, ils revenaient chargés d'épices, de parfums, de tapis et d'armes damasquinées. D'innombrables galères, conduites par des prisonniers turcs, montaient et descendaient le Danube, pour échanger leurs marchandises avec les navires vénitiens, où s'entassaient les richesses que l'on trouve en Italie et aux Échelles du Levant... Et puis soudain, un désastre, une chute irrémédiable. Les Janissaires anéantissent l'armée hongroise à Mohacs, et les bourgeois de Bude vont porter au vainqueur les clefs de leur cité dans l'antique Albe Royale, tombeau des plus anciens rois de Hongrie. L'Asie s'installe sur la colline. Tout ce qui rappelait ici la France et l'Italie est déménagé ou détruit; la cathédrale du roi Mathias devient une mosquée; les galères de Soliman emportent dans douze cents caisses en cuir de buffle les trésors de la ville; et pendant longtemps on put voir les statues de Hunyade, de Mathias Corvin et de sa femme, et les grands lampadaires de bronze qui ornaient leur palais, exposés en trophées sur l'hippodrome

de Byzance. Villes, châteaux, monastères, tout le pays fut ravagé. La Hongrie redevint ce qu'elle était aux temps des premières inva sions : une immense étendue de pâturages et de marais. Et deux siècles et demi plus tard, lorsque Charles de Lorraine, à la tête d'une armée où toutes les nations de l'Europe avaient envoyé des soldats, reprit d'assaut la citadelle, il n'y restait plus rien des monuments et des trésors qu'avaient rassemblés en ce lieu les Anjou et les Hunyade.

Dans ces dernières années, les Hongrois se sont efforcés de rendre un peu de lustre à leur vieille colline. Depuis les promenades que j'y faisais jadis, on a bâti là-haut des remparts, des bastions, des redans, des tourelles, des escaliers gigantesques ; reconstitué l'église de Mathias ; édifié des constructions dans le goût du moyen âge, pour rappeler aux imaginations les grandeurs d'autrefois. Mais on ne refait point le passé. Même avec beaucoup de science, même avec beaucoup d'amour, on ne redonne jamais la vie à ce qui a cessé d'être. Ce qu'a détruit le temps ne peut ressusciter que dans l'esprit

d'un passant qui rêve. C'est une idée tout allemande de solidifier des songes et de condenser des fumées. Aux bords du Rhin, on a toujours aimé ces reconstitutions pédantes, qui d'une ruine romanesque font un château neuf fastidieux, et d'un vieux burg croulant, hanté par les fées de la rive et les esprits des airs, une sotte bâtisse, d'où l'imagination et les oiseaux de nuit s'envolent pour laisser la place au concierge. Là-bas, la mélancolie romantique se transforme tout de suite en assez niais désir de restituer à des choses, qui ne sont plus guère qu'un souvenir, une brutale apparence matérielle. Et dans ce désir de restaurer ce qui a été naguère et de perpétuer des aspects d'autrefois, il faut voir, je crois, plus d'orgueil que de poésie véritable. On supprime le temps, l'horizon, les brouillards où s'enveloppe la vérité du passé, pour affirmer grossièrement que la force de jadis, qui édifia ces murailles éboulées, reste toujours active et vivante. Mais toutes ces pierres assemblées avec art ne nous offrent que des rêves refroidis d'archéologues et d'architectes. Elles ne font quelque illusion que dans la brume du soir; et tout ce

vieux neuf ennuie là où la ruine enchantait.

Ah! oui, le moyen âge des Anjou et de Corvin, je le retrouve, ce matin, à Bude, mais tout neuf, agressif, aveuglant pour l'esprit et pour les yeux. Sur ce plateau où les maçons de Bray-sur-Somme et les artistes italiens avaient donné carrière à leur génie, l'esprit allemand n'a inspiré qu'un triste pensum d'écolier. A tout ce bric-à-brac héroïque, comme je préfère ce qui, là-haut, a conservé son caractère de petite ville bourgeoise, les vieilles rues endormies, les vieilles maisons jaunes, simples mais d'une bonne époque, qui ne veulent pas s'en faire accroire et acceptent l'humble vie que le temps leur a faite avec une charmante modestie! Près de leurs puits rouillés, dans leurs cours intérieures, j'entends bien mieux que dans le faux décor moyenâgeux le murmure que fait l'histoire autour de l'antique citadelle. Tout cet amas de pierres qui voudraient être éloquentes ne fait que troubler cette harmonie, tandis que la plus simple inscription sur le plâtre met tout de suite l'esprit en rumeur, comme le moindre bruit résonne dans le silence de la nuit.

Et voilà qu'au passage je reconnais un des

endroits les plus gracieux de Bude, où naguère je suis venu bien souvent. C'est une pâtisserie qui date du Directoire ou des premiers jours de l'Empire. Boiseries, lustres, glaces, trumeaux, Victoires ailées qui tiennent des couronnes au-dessus des compotiers, frises, moulures, rien n'a changé dans le décor que le premier patron qui s'établit en cet endroit avait choisi pour sa boutique. J'entre, je reconnais toutes choses, et au fond des vitrines les mille petits objets étranges, faits d'étoffe et de sucre, d'une invention saugrenue, d'un goût prodigieusement démodé, qui semblent eux aussi avoir plus de cent ans..... C'est là qu'à certains jours de nostalgie et de brume, devant une bizarre liqueur qui sentait la pharmacie, Français perdu dans cette ville étrangere, et qui n'avait, hélas! d'autre distraction que le rêve, j'ai entendu sonner bien souvent l'angélus de midi, qui nulle part ne se prolonge aussi profondément dans l'âme que sur ce haut plateau, d'où il s'est envolé pour la première fois. Là aussi, que de fois j'ai vu en imagination passer le cavalier au sabre ensanglanté, que jadis, aux heures de péril, les rois de Bude envoyaient de châ-

teau en château, pour appeler aux armes toute la noblesse de Hongrie! Et ce matin, dans le silence de cette petite boutique où tout brille d'un or fané, mêlant à ces rêveries anciennes sur un passé millénaire l'émotion des événements d'hier, je me dis que peut-être, l'autre jour, à Trianon, on a trop oublié l'immense effort contre l'Asie qu'a soutenu pendant des siècles, pour la Chrétienté tout entière, cette vieille citadelle d'Occident...

CHAPITRE III

LA MAISON ORCZI

La grande ville plate de Pest qui, sur l'autre bord du Danube, fait face à la colline de Bude, n'a pas le passé romanesque et guerrier de la vieille citadelle, mais elle aussi, elle a subi le formidable assaut de l'Orient, un assaut d'une espèce étrange, invisible, multiple, plus pareil, en vérité, à une inondation qui monte d'une façon insensible, qu'à ces beaux chocs d'armées dont on peut composer de brillants tableaux d'histoire. L'Orient chassé, il y a deux siècles, de la forteresse de Bude, s'est introduit sournoisement dans la ville ouverte de Pest, et un beau jour on s'aperçut qu'il était maître de la place. Voici comment la chose arriva.

Au commencement du dernier siècle, Pest était un faubourg de Bude, presque uniquement habité par des commerçants allemands. Ces

Allemands, originaires de Thuringe, de Franconie ou de Souabe, étaient les fils des serfs que l'impératrice Marie-Thérèse avait envoyés en Hongrie, comme un bétail humain, pour coloniser ce pays dépeuplé par deux cents ans d'occupation ottomane. Ils avaient leurs boutiques dans ces maisons de brique sans étage, aux longs toits inclinés, dont on trouve encore, çà et là, des échantillons pittoresques et qui disparaissent tous les jours. Artisans ou commerçants, ils formaient une population honnête, modeste et appliquée, qui, tout en conservant sa langue, s'était vite adaptée aux mœurs de la société hongroise. A part quelques Levantins, Grecs et Arméniens, et aussi quelques Autrichiens de Vienne qui tenaient le haut trafic et la banque, ces Allemands ne rencontraient aucun concurrent sérieux (car de tout temps le Magyar s'est désintéressé du négoce) et leurs affaires prospéraient, lorsqu'apparut tout à coup dans la ville un personnage qui, certes, n'était pas un inconnu pour eux, mais que la vie avait jusqu'ici retenu dans les villages.

Il y a toujours eu des Juifs dans la campagne hongroise. Les uns venaient de la Russie et de

la Pologne où ils pullulent, les autres de l'Autriche où, avant la Révolution de 1848, ils n'avaient le droit ni de s'établir comme bon leur semblait, ni même, une fois établis quelque part, de fonder un foyer. Seul, dans une famille, l'aîné était autorisé à prendre femme ; quant aux autres enfants, ils n'avaient que le choix entre le célibat, contraire à leur loi religieuse, ou bien l'émigration dans une contrée plus libérale. Tout naturellement, un grand nombre d'entre eux se rendaient en Hongrie, où ils trouvaient un pays riche et un accueil débonnaire auquel ils n'étaient guère habitués. Les uns entraient au service d'un seigneur en qualité de hazi jido, c'est-à-dire de juif de maison, d'intendant, d'homme à tout faire ; les autres s'installaient dans les villages, le plus souvent comme cabaretiers, et jouaient auprès des paysans à peu près le même rôle que le hazi jido près du noble laïque ou du seigneur ecclésiastique. Au milieu de populations profondément rustiques, qui méprisent tout ce qui n'est pas l'élevage du bétail ou le travail de la terre, cet étranger apparaissait comme un être envoyé de Dieu ou du diable, on ne savait pas au juste, mais aussi

indispensable que le soleil ou la pluie. Et l'on voyait ce phénomène étrange : ces gens venus on ne sait d'où, tout juste tolérés, sans droits civils ni autre protection que la bienveillance du seigneur et la bonhomie du paysan, méprisés comme des vagabonds par une population sédentaire, maudits comme les bourreaux du Christ par ces Magyars profondément attachés à leurs traditions chrétiennes, s'imposer à force d'esprit et régenter toute la vie campagnarde.

En ce temps-là, pour les grands seigneurs et la petite noblesse terrienne (la *gentry*, comme on l'appelle, si nombreuse en Hongrie), la vie à la campagne était large et facile. La main-d'œuvre ne coûtait rien et l'on vivait abondamment, sans aucun souci du lendemain, sur les produits du sol. Mais en 1848, l'abolition du servage vint changer tout cela. La petite noblesse eut surtout à souffrir, car pour donner des terres aux serfs émancipés, on tailla largement dans ses domaines, tandis que les biens des magnats et des seigneurs ecclésiastiques étaient laissés presque intacts. La gentry reçut bien quelques indemnités, mais en une monnaie de papier rapidement discréditée. Alors on vit

maints petits nobles, dépossédés d'une partie de leurs terres, et fort en peine pour cultiver le reste maintenant qu'il fallait payer les gens, affluer à Budapest et rechercher, dans l'administration, des fonctions presque oisives qui pouvaient leur donner encore l'illusion de commander. Qu'arriva-t-il de leurs domaines? Les Juifs de maison étaient là! Et justement, comme par un décret de la volonté divine, la même révolution qui abolissait le servage leur accordait le droit, qu'ils n'avaient pas encore, de posséder la terre. Ils se jetèrent avec avidité sur ces propriétés qu'ils avaient si longtemps parcourues de leurs longs pieds, sans pouvoir les acquérir.

Parfois, le gentilhomme ne pouvait accepter l'idée de se défaire d'un bien dont il portait le nom. Pour continuer à le faire valoir, il commençait par y enfouir ce qui lui restait de fortune, puis il empruntait à son Juif, et celui-ci, un beau jour, l'expulsait de la maison. D'autres fois, le hazi jido affermait le domaine pour neuf ans, et pendant ces neuf années il lui faisait subir la terre à une exploitation intensive, une exploitation de brigandage, suivant l'expression con-

sacrée. Après quoi, le sol épuisé, le cheptel en mauvais état, au renouvellement du bail il demandait qu'on diminuât son fermage pour une terre qui ne rendait plus ce qu'elle rapportait autrefois. Le hobereau alors se trouvait fort embarrassé. Que faire? Quitter la capitale et cet agréable bureau dans un ministère quelconque, où pendant huit heures du jour il se polissait les ongles, fumait des cigarettes égyptiennes et parlait de politique tout en daubant sur les Juifs? Renoncer à ces promenades, à midi et à cinq heures, sur le bord du Danube, entre une double haie d'oisifs assis sous de maigres acacias; dire adieu au café, au club, à tous les plaisirs de cette ville, où il passait si agréablement l'existence, en attendant de se marier avec quelque riche bourgeoise, voire une Juive convertie?... Remettre le domaine en état! Mais il eût fallu de l'argent, et notre homme n'a pas le sou, ou bien, pour faire figure, il a besoin du peu qui lui reste. Une seule solution demeure : vendre la terre au hazi jido. C'est ce qu'il se décide à faire.

Quant à la grande noblesse, même après l'abolition du servage, elle continuait de mener

à Vienne et dans les grandes villes d'Europe le même train fastueux qu'autrefois, hypothéquant ses domaines, et demandant à ses juifs, dans ses embarras continuels, des avances sur les fermages. A la mort du seigneur, la terre était grevée de charges ; on se la partageait entre plusieurs héritiers, parmi lesquels il s'en trouvait toujours qui voulaient vendre leur part. Et toujours le Juif était là ! Combien de ces hazi jido sont aujourd'hui propriétaires des maisons où leurs ancêtres sont arrivés jadis, dans leurs longues houppelandes noires, humbles, craintifs, l'échine courbe, et où ils ont vécu si longtemps tutoyés par le dernier des valets !

Lorsque les fils de ces Juifs avaient leur plumage complet, je veux dire de l'argent en poche et une petite instruction, ils prenaient, eux aussi, leur vol du côté de Budapest — non certes pour s'enterrer là-bas sous les paperasses de l'Administration, mais pour s'y livrer aux occupations positives qui donnent la véritable puissance.

Les vieux Allemands de Pest virent arriver ces intrus avec effroi. Peu actifs, routiniers, honnêtes, comment auraient-ils tenu tête à ces

nouveaux venus qui les dominaient par l'énergie, le sens prodigieux des affaires, et bien souvent aussi un manque absolu de scrupules? Les uns après les autres, les fils de ces vieux commerçants firent à leur tour ce qu'avaient fait les fils de la gentry, dont ils avaient adopté le caractère et les façons à force de vivre auprès d'elle. Ils abandonnèrent leurs négoces, pour s'engager dans les carrières libérales dédaignées de la noblesse. Ils devinrent avocats, médecins, professeurs. Et la banque, l'industrie, tout le haut commerce de Pest tombèrent aux mains d'Israël.

A mesure que là comme ailleurs l'argent prenait une importance qu'il n'avait pas autrefois, les vieux Juifs de Hongrie quittaient de plus en plus les villages pour s'établir à la ville, où leur génie s'adaptait avec une facilité merveilleuse aux nouvelles formes de l'activité financière et industrielle. Pourtant ils n'étaient pas si nombreux qu'à eux seuls ils auraient suffi à tous les besoins de l'industrie, du commerce et de la banque. Et bon gré, mal gré, les Magyars si indolents qu'ils fussent, auraient été conduits par la nécessité à participer, eux aussi, au

mouvement des affaires, s'il n'y avait eu, aux frontières de leur pays, un immense réservoir hébreu qui fournit indéfiniment des hommes partout où se présentait quelque chose à entreprendre, un gain à réaliser.

Ces Juifs, que leurs coreligionnaires eux-mêmes appellent les Juifs sauvages, venaient de Galicie en droite ligne, ou bien après un court séjour dans les villages de la Haute-Hongrie, où ils restaient juste le temps de ramasser un pécule, aussi léger fût-il, avant de s'élancer vers Pest pour y tenter la fortune. Ce sont eux qui ont soutenu, alimenté de leurs vagues profondes l'invasion de Pest commencée par les vieux Juifs de Hongrie, venus jadis, eux aussi, de là-bas. Il en arrive encore tous les jours. L'endroit où l'on peut le mieux les voir au moment où ils débarquent, c'est une maison singulière, où je suis allé bien souvent, à toutes les heures de la journée. Le lieu est bien connu : il s'appelle la maison Orczi.

Au temps de Marie-Thérèse, un magnat de la grande famille des Orczi construisit, pour embellir Pest, un vaste immeuble de rapport qui passait pour une merveille. Elle réunissait en

effet toutes les élégances de l'époque : grands toits à la Mansard, paniers fleuris en fer forgé, dominant les corniches, trois immenses cours intérieures, avec des galeries qui couraient tout autour, le long du premier étage, et de vastes portes cochères pour laisser passer des berlines attelées de quatre chevaux. Mais un jour, la belle maison perdit sa noble clientèle ; quelques riches commerçants juifs vinrent s'installer dans la maison, et ce furent de lourdes charrettes, amenant des ballots de marchandises, qui entrèrent sous les vastes porches, au lieu des berlines d'autrefois.

Le Juif attire le Juif. A Pest, ville neuve, il n'y avait pas de ghetto comme à Presbourg, à Vienne, à Cracovie ou à Prague. Or, ces Juifs ont une telle habitude de vivre pressés les uns contre les autres, que, même fortunés, même libres d'habiter où il leur plaît, ils se rassemblaient là pour se sentir les coudes, respirer leurs odeurs. De la maison Orczi ils firent spontanément un ghetto. Et comme dans tous les ghettos, il y eut là une synagogue, avec son personnel de rabbins, de chantres, de bedeaux, de bouchers rituels, de laveurs de cadavres ; il

y eut des bains rituels pour les hommes et pour les femmes, et aussi un petit café qui fut longtemps la seule Bourse de Pest, avant la création de l'immeuble au bord du Danube. Là se traitaient les affaires, là s'établissaient les cours, là le propriétaire campagnard se rencontrait avec le Juif qui achetait ses produits ; là se formaient les rêves de fortune qui, on ne sait par quel miracle, quel privilège spécial de la divinité, se transforment si vite, pour cette race élue, en réalités positives. Ce café a vu passer tous ces esprits agiles qui d'une petite bourgade ont fait la grande ville d'aujourd'hui : on pourrait dire qu'il a été le cœur de la juiverie de Pest, s'il n'y avait eu la synagogue au-dessus du cabaret.

Le café, la synagogue, les bains, les boucheries rituelles de la maison Orczi, tout cela existe encore, mais dans l'état d'un lieu où cinquante ans de vie hébraïque ont passé. Peu à peu, à mesure que la haute juiverie faisait la conquête de Pest, elle abandonna la maison où s'étaient édifiées tant de fortunes. L'ancien ghetto de riches devint un ghetto de pauvres, le rendez-vous de ces Galiciens sauvages, ou à peine appri-

voisés, qui affluent tous les jours de Pologne ou des Carpathes. Il y a un instant rapide où on peut encore les surprendre, tels que je les ai vus autrefois, dans la haute vallée de la Vaag et dans la plaine de Pologne. C'est vers le crépuscule, à l'heure de la prière de Min'ha. Vous montez à la synagogue, située au premier étage, où l'on célèbre le culte comme on le célèbre en Galicie, suivant le rite hassidite, tout en gesticulations et en cris ; et là, vous les trouvez, si je puis dire, dans leur fraîcheur. Beaucoup n'ont pas encore eu le temps, ou peut-être le désir, de rien changer à leur costume, mais la plupart se sont déjà plus ou moins transformés. Cette foule d'Orient en marche vers l'Europe a déjà franchi une étape. Parmi les chapeaux ronds et les longues lévites crasseuses, voici des hauts de forme, des cronstadts, des melons verdis et toute une défroque de vestes et de redingotes décrochées chez le fripier. Sur bien des joues, au lieu des longues papillotes, on ne voit plus aux tempes qu'une mèche, une boucle, une sorte de frison, une blonde vapeur ou bien une virgule noire, qui se confond avec les poils de la barbe. Mais ce qui demeure toujours intact, toujours

inaltéré dans cette synagogue, c'est quelque chose qui survit chez Israël à tous les changements de costume et de fortune, et même à toutes les variations superficielles de la pensée, quelque chose d'unanime, de religieux, d'enthousiaste, qui garde ici une odeur nauséabonde, mais vraiment chaude et puissante.

En les regardant se démener et vociférer leurs prières, je me suis demandé bien souvent quelles pouvaient être, tout le jour, les occupations de ces gens lancés dans les mystères du trafic; au travers de quel labyrinthe d'affaires et de combinaisons s'agitaient tous ces corps et toutes ces pensées, pour gagner quelques sous ou d'énormes sommes d'argent? A ces questions je ne pouvais répondre, sinon qu'il arriverait infailliblement ceci : infailliblement, ce Juif sauvage, revêtu de son habit séculaire, deviendra, dans quelques semaines, ce bizarre mannequin sur lequel le fripier a jeté sa défroque. Ce mannequin, à son tour, prendra l'aspect quasi bourgeois de ce gros personnage que je vois là-bas sur l'almémor, et qui a l'air déguisé avec son chapeau haut de forme et son lorgnon d'or sur le nez. Et ce gros homme, enfin, quit-

tera cette synagogue qui sent vraiment trop sa Pologne, pour la synagogue de Pest — cette énorme bâtisse neuve, dans un des beaux quartiers de la ville, où l'on ne vocifère plus, où l'on ne gesticule plus, où le maigre Juif sauvage semble par miracle devenu, sous un coup de la baguette d'Aaron, gras, surnourri, obèse, correct et bien vêtu.

En moins de cinquante ans, ces gens de la maison Orczi ont transformé Budapest. De la petite cité bourgeoise et rurale d'autrefois, ils ont fait une énorme capitale, qu'on peut ne pas aimer, car tous les styles s'y mêlent dans une cacophonie effroyable de fer, de brique et de ciment armé, mais où il faut bien reconnaître de la puissance et de l'élan. Un développement si rapide et ces apparences grandioses flattaient l'esprit des Magyars, toujours épris de faste et de grandeur. Ils savaient gré à ces nouveaux venus de les pousser, pour ainsi dire, dans le monde, et d'apporter dans leurs affaires une intelligence pratique et une activité dont ils sont assez dépourvus. Sans compter que leur esprit naturellement généreux se plaisait à recevoir avec libéralité ces Orientaux, à l'ordinaire mal-

traités par leurs voisins. Tout au plus marquaient-ils à leur endroit cette nuance de dédain ou de supériorité, qu'ils laissent d'ailleurs tout aussi bien paraître à l'égard d'un Roumain, d'un Serbe, d'un Allemand, d'un Slovaque, de toutes les races étrangères qu'ils ont accueillies chez eux. Les Juifs, de leur côté, heureux de trouver en Hongrie une hospitalité qui leur ouvrait une entrée si facile chez les nations d'Occident, s'ingéniaient à se montrer plus Hongrois que les Hongrois eux-mêmes, prenant leur langue, leurs façons, leurs sentiments, leur patriotisme aussi, avec cette ardeur excessive qu'ils apportent en toute chose. Beaucoup d'ailleurs étaient sincères. Comment ne pas avoir de la reconnaissance pour un pays qui les avait si largement hébergés, et où ils jouissaient d'une situation, comme nulle part ailleurs dans le monde?

Mais cette bonne entente entre Juifs et Magyars n'était qu'une apparence, favorisée par l'habileté des uns et l'esprit illusionniste des autres. Sous cette façade pompeuse, comme sous les enduits et les faux marbres des maisons, il n'y avait que brique et plâtras, mésintelli-

gence et haine. On s'en rendit compte soudain, quand le malheur s'abattit sur la Hongrie et qu'éclata, à Budapest, une tragédie sociale, dont le prologue, pour ainsi dire, fut le meurtre du comte Tisza.

CHAPITRE IV

LE MEURTRE DU COMTE TISZA

Les Tisza n'appartiennent pas à la grande noblesse magyare. On ne les voyait guère à la cour, et leur action n'aurait pas dépassé les limites de leur province si, en leur qualité de vieux calvinistes ardents, ils n'avaient toujours joué un rôle dans les synodes généraux de Hongrie. En 1848, quand les Hongrois, à la voix de Kossuth, se soulevèrent contre l'Autriche, trois frères Tisza s'engagèrent dans l'armée de l'Indépendance. L'un d'eux, laissé pour mort sur le champ de bataille, ne survécut que par miracle à ses cinquante blessures : c'est « l'homme au cœur de pierre », le héros d'un roman célèbre où Maurice Jokaï a glorifié cette petite noblesse rustique qui, partagée entre sa haine des Habsbourg et son aversion naturelle pour un nouvel ordre de choses, fatal à ses

privilèges, choisit contre ses intérêts le parti de la révolution.

Le plus jeune de ces trois Tisza demeura longtemps fidèle aux idées pour lesquelles il avait combattu, les armes à la main. Mais envoyé à la Chambre hongroise, il subit peu à peu les influences qui agissaient puissamment sur l'esprit des nobles magyars, dès qu'ils avaient quitté leur province. Chez eux, tout ramassés qu'ils étaient sur leur petite vie locale, ils ne comprenaient pas toujours quelle force la Hongrie tirait de son union avec l'Autriche. Ils s'en rendaient mieux compte à Budapest et à Vienne. Et puis ils ne résistaient guère aux séductions d'une cour demeurée très imposante et prodigieusement habile à flatter ceux qui pouvaient la servir.

L'ancien soldat de Kossuth se rallia au compromis de 1867, qui assurait à la Hongrie sa liberté intérieure mais la subordonnait à l'Autriche dans toutes les questions concernant l'armée et la politique étrangère. Il devint premier ministre et le resta presque jusqu'à sa mort. Tout naturellement, son fils Étienne prit sa place, car l'empereur François-Joseph avait ces Tisza

en affection, et il détestait auprès de lui les noms et les figures nouvelles.

Pendant trente ans Étienne Tisza a dirigé les affaires de son pays. Au physique, c'était un grand homme maigre, le visage sévère, le regard pénétrant derrière de grosses lunettes rondes, les cheveux drus en brosse, un beau front, des lèvres minces, la barbe rude taillée au ciseau. Dans la photographie que j'ai là sous les yeux, et qui le montre tel que je l'entrevis jadis dans une cérémonie officielle, il est vêtu d'un habit de gala, tout de satin, de soie et de fourrure, la toque à aigrette sur la tête, le sabre à la turque au côté, la palatine de velours retenue sur la poitrine par une chaîne d'or et de pierreries. Mais dans l'ordinaire de la vie il était tout autrement. Chaussé de bottines à élastiques, coiffé d'un haut de forme qui en avait vu de dures, il portait le plus souvent une vieille redingote de coupe militaire, qui lui donnait l'aspect d'un officier en demi-solde. Pourtant, si dédaigneux qu'il fût des élégances de la mode, c'était un sportsman accompli, un escrimeur de première force, qui, même président du Conseil, relevait tous les défis et généralement

blessait son adversaire; un cavalier passionné, grand amateur de chasse à courre, de longues chevauchées sur ses terres, et qui, jusqu'à la fin de sa vie, bien qu'il eût dépassé largement la cinquantaine, montait chaque année en course.

Au moral, une âme forte, simple, tout unie, dominée par des sentiments à grandes lignes, presque élémentaires. Obstiné dans ses pensées, très austère et porté au sacrifice, il paraissait trouver une délectation morose dans l'impopularité où il a toujours vécu, bien qu'il n'eût à aucun degré ce mépris de l'humanité que donne si souvent à un politicien l'expérience de la vie parlementaire. Il avait le goût de l'amitié et demandait à ses amis moins des preuves de talent que du caractère et de la fidélité. Aucune morgue, pas la moindre vanité, mais un attachement profond aux privilèges de noblesse, qui demeurent encore aujourd'hui si considérables en Hongrie. Bref, un vigoureux personnage, en qui se combinaient la rigidité d'un calviniste, les sentiments d'un grand seigneur terrien, l'orgueil de race des Hongrois; et avec plus de scrupule et de beauté morale, quelqu'un d'assez pareil à l'homme au grand

chapeau, dont l'image autrefois m'obsédait sur la muraille.

Ce n'était pas une tâche facile de mener les affaires de la Hongrie! Cette nation magyare, si fière de dominer les Serbes, les Roumains, les Croates, tous les peuples divers que dix siècles de vie commune ont amalgamés chez elle sans réussir à les confondre, avait dû subir à son tour une sorte de vassalité qu'elle n'acceptait qu'avec peine. A tout moment son orgueil exaspéré cherchait à briser les liens qui la rattachaient à l'Autriche ; mais l'instinct de conservation l'avertissait aussitôt que, sans l'appui des Autrichiens détestés, elle serait à la merci de toutes les races étrangères qui s'agitaient en elle. De là, une fièvre secrète qui en dépit de tous les compromis ne s'est jamais apaisée.

Cette fièvre se réveillait chaque année, quand il s'agissait de voter les crédits pour l'armée commune de la Double Monarchie. Des scènes d'une violence inouïe se déroulaient alors à la Chambre hongroise. Dans cette armée où les Magyars estimaient avec raison qu'ils formaient l'élément le plus solide, ils auraient

voulu avoir leur drapeau particulier, et qu'on commandât en hongrois et non pas en allemand leur contingent national. Mais Vienne ne voulait rien entendre. Et le comte Tisza, placé dans cette alternative, ou de déplaire à ses compatriotes, ou d'affaiblir l'armée en brisant son unité, n'hésitait pas à employer la force pour faire voter les crédits.

Avec la même obstination inflexible, jamais il n'accepta de rien changer au mode de suffrage restreint, qui maintenait dans son pays un régime encore féodal, auquel il était attaché par toute sa nature profonde. Et surtout, il se rendait compte qu'avec un suffrage élargi, les Magyars cesseraient bientôt d'être les maîtres dans un État où ils ne forment qu'une minorité. Sa politique intransigeante irritait, indignait. On traitait de tyrannie son entêtement à se maintenir au pouvoir. Mais lui, sans jamais rien céder, continuait d'imposer sa volonté au Parlement. La Hongrie détestait dans cet homme opiniâtre le destin mal équilibré que l'histoire lui avait fait, mais en fin de compte elle se soumettait à lui comme à sa destinée elle-même.

Lorsque la guerre éclata, personne ne mit en doute que le comte Tisza ne se fût résolument employé à précipiter le conflit. N'avait-il pas toujours soutenu à la Chambre l'état-major autrichien? Son admiration pour Bismarck, sa dévotion à l'Allemagne n'étaient un secret pour personne, et l'empereur Guillaume déclarait volontiers que le premier ministre hongrois était la tête la plus solide de la Double Monarchie. François-Joseph avait en lui une confiance comme, au long de son règne, il n'en a montré à nul autre. Aurait-il jamais passé outre aux avis de son ministre, si celui-ci avait plaidé pour une solution pacifique?... Tous ces raisonnements d'ailleurs, on ne se les faisait même pas, tant il semblait évident que, dans les heures tragiques de juillet 1914, le comte Tisza avait assumé sur lui toute la responsabilité de la guerre. En Autriche, comme en Hongrie, on lui en rapportait l'honneur. Flattés dans leur vanité, les Magyars acclamaient bruyamment, dans leur premier ministre, l'homme qui, à un moment décisif de l'histoire, avait tenu le sort de l'Europe dans ses mains. Et l'animosité qui avait toujours enveloppé ce personnage intrai-

table, fit place tout à coup à une popularité immense.

Or, cette fois encore, entre Tisza et sa nation il y avait un malentendu. Tisza n'a pas voulu la guerre. Mais c'était là un secret qu'il ne pouvait dire à personne. Il ne l'a pas même livré, alors que sa divulgation aurait pu détourner de lui le fusil de ses meurtriers. Et le drame de sa destinée, c'est moins son lugubre assassinat, que le cas de conscience, d'une haute beauté morale, qui l'a retenu de parler.

Le secret du comte Tisza, nous le connaissons aujourd'hui par la publication de ce qui s'est passé au Conseil de la Couronne, tenu à Vienne le 7 juillet 1914 sous la présidence du comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères et de la Maison impériale (1).

C'était peu de jours après l'assassinat à Serajevo de l'archiduc François-Ferdinand. Étaient présents à cette conférence : le comte Stürgkh, président du Conseil d'Autriche; le comte

(1) Pièces diplomatiques concernant les événements qui ont précédé la guerre de 1914, publiés par le ministère des Affaires étrangères de la République autrichienne

Tisza, président du Conseil de Hongrie; le chevalier de Bilinski, ministre des Finances communes; le chevalier de Krobatin, ministre de la Guerre; le baron Conrad de Hœtzendorf, chef de l'état-major; le contre-amiral de Kailer, représentant du ministre de la Marine; enfin le conseiller d'ambassade, comte Hoyos, chargé du procès-verbal.

Le comte Berchtold ouvrit la conférence en déclarant que son objet était d'examiner si, après l'assassinat de l'archiduc-héritier, le moment n'était pas venu de rendre la Serbie à jamais inoffensive. Il apportait l'assurance que l'empereur Guillaume et le chancelier Bethmann prêteraient à l'Autriche-Hongrie un appui sans réserve, et d'accord avec Berlin il lui semblait préférable d'agir à l'insu de l'Italie et de la Roumanie, afin d'éviter des chantages. L'intervention de la Russie ne faisait guère de doute, car toute sa politique tendait à faire l'union des États du Balkan (y compris la Roumanie) pour les lâcher au moment opportun contre la Double Monarchie. Aussi était-il d'avis de précipiter les choses et d'arrêter, par un prompt règlement de comptes avec les Serbes, cette poussée balka-

nique qui deviendrait irrésistible si l'on attendait encore.

Ces idées de Berchtold, Tisza les connaissait déjà, pour les avoir entendu exprimer par le Comte quelques jours auparavant, et il en avait été si vivement ému qu'il avait écrit, ce jour-là, à l'empereur François-Joseph que cette manière de voir lui semblait une erreur fatale, dont il ne voulait en aucune manière partager la responsabilité. Prenant à son tour la parole, il reconnut que les dernières révélations sur le meurtre de l'Archiduc et l'insolence de la presse de Belgrade rendaient l'éventualité d'une guerre avec la Serbie plus prochaine qu'il ne l'avait cru au lendemain de l'attentat. Mais il déclara que jamais il ne donnerait son consentement à une attaque brusquée, « sans crier gare » (ce fut son mot), comme on semblait en avoir l'intention et le comploter à Berlin d'une façon fort regrettable. C'eût été mettre l'Autriche-Hongrie en mauvaise posture devant l'Europe et attirer sur elle l'hostilité du Balkan tout entier, à l'exception des Bulgares, trop affaiblis en ce moment pour être d'un appui efficace. A son avis, il fallait donc formuler nettement ce qu'on

exigeait de la Serbie, et ne lui présenter d'ultimatum que si elle repoussait les exigences contenues dans une note préliminaire. Ces exigences devaient être dures, mais non pas telles cependant qu'elles ne pussent être acceptées. Si la Serbie s'y soumettait, le cabinet de Vienne aurait remporté là un succès diplomatique qui rehausserait son prestige dans tous les États du Balkan; si elle ne s'y soumettait pas, le comte admettait lui aussi une solution guerrière au conflit. Mais dans cette hypothèse même, il faisait d'ores et déjà remarquer qu'une action belliqueuse devait avoir pour but une simple diminution et non pas l'anéantissement complet de la Serbie, d'abord parce que la Russie lutterait à mort pour l'empêcher, ensuite parce qu'en sa qualité de premier ministre hongrois, il s'opposait à l'annexion de tout nouveau territoire.

Pour comprendre les raisons qui faisaient ainsi parler Tisza, il faut savoir que la fin tragique de François-Ferdinand, tout en le remplissant d'horreur, l'avait débarrassé d'un souci qui l'opprimait depuis longtemps. Ç'avait toujours été avec une profonde inquiétude

qu'il envisageait le moment où celui-ci succéderait au vieil Empereur et Roi. L'Archiduc détestait dans les Magyars une race que plusieurs siècles de lutte n'ont jamais pu soumettre à l'absolutisme des Habsbourg. On lui prêtait l'intention d'augmenter dans la monarchie l'influence des Slaves au détriment des Hongrois ; et de nombreux indices permettaient de penser qu'il ferait bon marché des libertés que la Hongrie avait si péniblement conquises sur le despotisme de Vienne. Ces sentiments de François-Ferdinand se laissaient deviner plutôt qu'on ne pouvait les connaître d'une façon très positive, car ce personnage égnimatique ne livra jamais sa pensée. Mais tout ce qui se dégageait de sa figure inquiétante, quelques éclairs rapides où se laissait entrevoir un tempérament fanatique, ses violences soudaines qui n'épargnaient même pas l'Empereur, sa critique sournoise ou brutale de méthodes politiques qu'il estimait surannées, son évidente hâte de conduire son oncle au tombeau, bien des détails qui échappaient à tous les yeux, mais que sa situation à la cour et ses relations presque familières avec François-Joseph laissaient connaître à

Tisza, tout contribuait à nourrir ses inquiétudes. Et il savait aussi que François-Ferdinand éprouvait à son endroit une haine tenace, car tout dans sa personne ne pouvait que lui déplaire : l'autorité qu'il avait sur son pays, son esprit peu courtisan, sa volonté inflexible, et sa religion même, ce calvinisme que l'Archiduc, élève des jésuites d'Innsbruck, avait en particulière horreur.

Le meurtre du prince héritier n'était donc guère de nature à exciter chez Tisza beaucoup de haine contre la Serbie. Au surplus, il ne voyait que des inconvénients à toute annexion de territoire qui, en augmentant le nombre des Slaves déjà trop nombreux à son gré dans la Double Monarchie, ne ferait qu'y affaiblir la prépondérance des Magyars.

Il continua son discours en disant que ce n'était pas à l'Allemagne de décider si l'heure était venue pour Vienne de faire la guerre à la Serbie. Quant à lui, il estimait le moment défavorable. On pouvait craindre d'avoir contre soi les Roumains, qui se montraient en ce moment très hostiles aux Magyars. Pour les intimider, il faudrait maintenir de grosses forces en Transyl-

vanie. Au contraire, en patientant, on pouvait espérer qu'à la suite des efforts que faisait si heureusement l'Allemagne pour attirer la Bulgarie dans le cercle de la Triplice, la Roumanie et la Serbie se trouveraient bientôt isolées, et d'eux-mêmes les Roumains reviendraient à la Triple-Alliance. Enfin, plus on reculerait la guerre, plus la balance des forces entre la France et l'Allemagne pencherait en faveur de celle-ci, étant donnée la faible natalité française, et plus l'Allemagne aurait de troupes à opposer à la Russie. Pour ces différents motifs, une solution guerrière lui paraissait déraisonnable ; il trouvait plus opportun d'infliger à la Serbie une défaite diplomatique, qui permettrait ensuite de poursuivre dans les Balkans une politique efficace.

Le comte Berchtold fit remarquer que les succès diplomatiques n'avaient jamais amené jusqu'ici que de courtes améliorations dans les rapports avec Belgrade, et que seule une attaque énergique pouvait mettre fin à l'agitation des partisans d'une grande Serbie, qui se faisait sentir jusqu'a Agram et Zara. Quant aux Roumains, il estimait qu'ils étaient moins à craindre en ce moment que dans l'avenir, parce que les

liens entre eux et les Serbes ne pourraient que se resserrer davantage. Sans doute, le roi Carol avait récemment exprimé à l'empereur François-Joseph des doutes sur la façon dont il pourrait s'acquitter envers lui de ses devoirs d'allié, car il devait compter sur les sentiments de ses sujets; mais il était à peine concevable qu'il pût se laisser entraîner dans une guerre contre la Monarchie. Au reste, la crainte des Bulgares était là pour le retenir. Enfin, la remarque du comte Tisza concernant le rapport des forces entre la France et l'Allemagne ne lui paraissait pas décisive, vu l'extraordinaire développement de la population russe, qui compensait de beaucoup la faiblesse de la natalité française.

Après cette réplique de Berchtold au Premier hongrois, le comte Stürgkh, premier ministre autrichien, déclara que la guerre lui paraissait, à lui aussi nécessaire; que sans doute il pensait, comme le comte Tisza, que la Monarchie n'avait pas à se mettre aux ordres de l'Allemagne pour savoir s'il y avait lieu ou non d'entreprendre les hostilités, mais il fallait toutefois considérer que si l'on donnait aujourd'hui des

marques de faiblesse, peut-être dans la suite ne retrouverait-on plus l'Allemagne aussi disposée que maintenant à prêter sans réserve son appui. Quant à la façon dont il convenait de s'y prendre pour engager la guerre, c'était une question de détail. Si le Conseil repoussait toute idée d'une attaque brusquée, il convenait de chercher une autre voie pour arriver au même but.

Le chevalier de Bilinski, ministre des Finances communes, fit valoir que, selon l'avis du général Potiorek, gouverneur de Bosnie-Herzégovine, qui suivait depuis deux ans sur place l'agitation pan-serbe, on ne pouvait conserver ce territoire que si on en finissait une bonne fois avec Belgrade. S'imaginer, comme le comte Tisza, qu'on pouvait se contenter d'un succès diplomatique, c'était ne pas tenir compte de l'excitation qui régnait en Bosnie, où l'on disait couramment dans le peuple que le roi Pierre de Serbie allait bientôt venir délivrer le pays. A son avis, les Serbes n'étaient sensibles qu'à la force, et une humiliation infligée au roi Pierre n'aurait d'autre résultat que d'irriter encore les esprits, et ferait en définitive plus de mal que de bien.

Le comte Tisza répondit qu'il avait la plus haute estime pour les talents militaires du général Potiorek (1), mais qu'il était obligé de reconnaître que l'administration de la Bosnie ne valait pas grand'chose, et qu'en particulier la police s'était montrée pitoyable dans l'affaire de Serajevo, en laissant sur le chemin où devait passer l'Archiduc, six ou sept individus, pourtant bien connus d'elle, armés de revolvers et de bombes. Il ne voyait pas pourquoi la situation en Bosnie ne pourrait être améliorée par de bonnes mesures de police.

Le comte Krobatin, ministre de la Guerre, intervenant à son tour, opina naturellement qu'un succès diplomatique serait tout à fait sans valeur, et qu'au point de vue militaire mieux valait se battre tout de suite que plus tard, parce que dans l'avenir la balance des forces ne serait peut-être plus à l'avantage de la Double Monarchie. Considérant que les deux dernières guerres, russo-japonaise et balkanique, avaient commencé sans déclaration préalable, il émettait l'avis de mobiliser en secret et

(1) Ce même général Potiorek qui, au début de la guerre, fut battu si copieusement par les Serbes.

de n'envoyer d'ultimatum que lorsque la mobilisation serait une chose accomplie — ce qui aurait l'avantage, au cas où la Russie participerait au conflit, de mettre l'armée austro-hongroise en excellente situation, les corps russes de la frontière étant loin d'être au complet à cause des congés de moisson.

Une longue discussion, dont le détail ne figure pas dans le procès-verbal, s'engagea ensuite au sujet des buts de guerre. On prit en considération le vœu du comte Tisza que, par égard pour la Russie, la Serbie fût diminuée et non pas anéantie. Le comte Stürgkh émit l'idée qu'il serait bon de renverser la dynastie des Kara-Georgevitch pour donner la couronne à quelque prince d'une maison d'Europe, et de placer la Serbie diminuée sous la dépendance de la Double Monarchie. De nouveau le comte Tisza attira l'attention de ses collègues sur les calamités d'une conflagration européenne, les pressant de considérer qu'on pouvait pour l'avenir escompter telles circonstances, par exemple des complications asiatiques, qui détourneraient la Russie de l'intérêt qu'elle prenait au Balkan, ou bien une guerre de

revanche des Bulgares contre les Serbes, etc., etc., qui amélioreraient singulièrement la situation d'aujourd'hui.

Nous pouvons en effet concevoir, lui répondit le comte Berchtold, telle ou telle conjecture heureuse, mais nous devons compter avec ce fait que, du côté ennemi, on se prépare à une lutte à mort, et que la Roumanie soutient les diplomaties russe et française. Nous ne gagnerons pas les Roumains, tant que nous n'aurons pas détruit les Serbes. Alors seulement la Roumanie, isolée dans le Balkan, se rendra compte que la Triplice est son unique appui. Quant à croire que les Bulgares pourront entreprendre contre Belgrade une guerre de revanche, ce n'est là qu'une hypothèse, puisque l'Allemagne n'accepte l'idée de les lancer contre les Serbes que sous la condition expresse qu'ils n'attaqueront pas les Roumains.

On discuta longtemps encore, dit le procès-verbal, pour arriver à cette conclusion qu'à l'exception du président du Conseil de Hongrie, tout le monde était d'avis qu'un succès purement diplomatique, même s'il aboutissait à une humiliation éclatante des Serbes, ne mènerait à rien,

et qu'il fallait présenter à la Serbie des exigences telles qu'on pût prévoir son refus, afin d'ouvrir ainsi la voie à une solution radicale par des moyens militaires.

Luttant toujours pied à pied, le comte Tisza fit remarquer que, dans son désir de se rapprocher autant qu'il lui était possible des autres membres du Conseil, il était prêt à concéder que les conditions imposées à la Serbie devaient être très dures mais qu'il ne pouvait admettre qu'elles parussent inacceptables. Il demandait qu'on étudiât de près le texte de la note, qu'on lui en donnât connaissance avant de l'expédier, et si son point de vue n'y était pas pris suffisamment en considération, il se verrait, dit-il, obligé d'en tirer personnellement telles conséquences qu'il jugerait nécessaires.

L'après-midi du même jour, le Conseil se réunit de nouveau. Le chef d'état-major, Conrad de Hœtzendorf, donna sur différentes questions techniques et le cours probable d'une guerre européenne des éclaircissements d'un caractère secret, qui n'ont pas été consignés dans le procès-verbal.

Comme conclusion à ce débat, le comte Tisza

adjura encore le Conseil de bien peser sa décision avant d'ouvrir le conflit. Puis on aborda les points qui devaient figurer dans la note au gouvernement de Belgrade. On n'arriva pas à s'entendre. Cependant le comte Berchtold remarqua que s'il restait toujours des divergences de vues entre le comte Tisza et les autres membres de la Conférence, on s'était cependant rapproché, car les propositions du Président du Conseil de Hongrie amèneraient sans doute, elles aussi, à ce règlement de comptes par la guerre, que les autres personnes présentes estimaient indispensable. Mais une telle interprétation ne dut pas satisfaire Tisza, puisqu'il pria le comte Berchtold, qui partait pour le Tyrol rejoindre l'Empereur, de remettre à Sa Majesté une lettre où il se proposait de lui exposer lui-même son sentiment sur la question.

Là dessus il revint à Budapest, et le lendemain, 8 juillet, il recevait un télégramme, que Berchtold lui envoyait pour influencer son esprit, et dans lequel il lui disait que M. de Tschirschky, ambassadeur de l'Allemagne à Vienne, lui avait fait savoir qu'on attendait, à

Berlin, une action décisive de l'Autriche-Hongrie contre les Serbes ; que le cabinet de Vienne ne pouvait laisser échapper une pareille occasion ; que l'empereur Guillaume venait d'écrire personnellement au roi Carol pour inviter la Roumanie à garder la neutralité ; et que si Vienne n'agissait pas, tout le monde verrait là, en Allemagne, une preuve regrettable de faiblesse.

Ce télégramme ne changea rien aux idées du comte Tisza. Sitôt après l'avoir reçu, il rédigea pour l'Empereur la lettre qu'il avait annoncée. Il y examinait d'abord les diverses éventualités qui pouvaient créer dans les Balkans une situation nouvelle, défavorable à la Serbie et avantageuse pour l'Autriche ; puis il continuait comme il suit :

« Si, après avoir étudié la situation politique, je pense au bouleversement économique et financier, aux douleurs et aux sacrifices qu'amènera infailliblement la guerre, je ne puis supporter, après la réflexion la plus péniblement consciencieuse, l'idée d'avoir ma part de responsabilité dans l'attaque militaire proposée contre la Serbie. Loin de moi l'intention de

recommander une politique sans énergie à l'égard de nos voisins. Nous ne pouvons demeurer les spectateurs inertes de l'agitation que l'on poursuit à Belgrade, et qui aboutit à exciter nos propres sujets contre nous et à fomenter des crimes. Non seulement la presse serbe et les journaux officiels, mais encore les représentants de la Serbie à l'étranger, montrent à notre égard tant de haine et manquent tellement aux usages de la courtoisie internationale, que notre prestige, d'une part, et notre sécurité, de l'autre, exigent impérieusement que nous prenions une attitude énergique envers la Serbie. Certes, je n'entends pas encaisser sans mot dire toutes les provocations, et je suis prêt à accepter la responsabilité d'une guerre qui résulterait du refus de nos justes exigences. Mais nous devons laisser à la Serbie la possibilité d'éviter un conflit au prix d'une lourde humiliation. Il faut que nous puissions prouver à l'univers que si nous avons pris le parti de la guerre, nous étions en état de légitime défense. Mon avis serait donc d'adresser à Belgrade une note d'un ton mesuré et non pas menaçant, dans laquelle nous exposerions avec précision nos

griefs et nos exigences. Si la réponse ne nous satisfaisait pas, ou si elle traînait les choses en longueur, nous devrions répondre par un ultimatum, et, l'échéance écoulée, engager les hostilités. Mais alors nous nous trouverions en face d'une guerre imposée, d'une de ces guerres qu'il est du devoir d'une nation de soutenir sans faiblesse jusqu'au bout, si elle veut continuer d'être un État, et dont la responsabilité tout entière retomberait sur notre adversaire, qui l'aurait déchaînée par son refus de se conduire en honnête voisin, même après l'atroce événement de Serajevo. En agissant de la sorte, nous fortifierions les chances de l'action allemande à Bucarest, et peut-être même la Russie s'abstiendrait-elle de se mêler à la lutte. Selon toute vraisemblance, l'Angleterre exercerait une influence apaisante sur les autres puissances de l'Entente. Nul doute aussi que le Tsar ne réfléchisse qu'il n'est guère dans son rôle de prendre la défense des anarchistes et des assassins de rois.

« J'ajoute que, pour éviter des complications avec Rome, nous assurer les sympathies anglaises, et surtout rendre possible à la Russie d'être seulement spectatrice de la guerre, nous

devrions en outre, au moment opportun et dans la forme convenable, faire une déclaration expresse, par laquelle nous affirmerions qu'il n'entre pas dans nos intentions de détruire la Serbie et encore moins de l'annexer. Après une guerre heureuse pour nous, la Serbie devrait être à mon avis diminuée, en faveur de la Grèce, de l'Albanie et de la Bulgarie, des territoires qu'elle a gagnés dans la dernière guerre balkanique. Quant à nous, nous devrions nous contenter de demander la rectification de certains points importants de notre frontière stratégique. Peut-être pourrions-nous exiger aussi le remboursement de nos frais de guerre, ce qui nous donnerait pour longtemps l'assurance de tenir la Serbie entre nos mains. Telles sont les solutions qui me paraissent les plus convenables, si nous faisions la guerre. Mais, au cas où la Serbie céderait à nos exigences, nous devrions naturellement accepter de bonne foi sa soumission et ne pas lui barrer le chemin de la retraite. Il faudrait nous contenter de rabattre son orgueil, et cette victoire diplomatique nous permettrait de poursuivre en Bulgarie et dans les autres États balkaniques une politique profitable.

« Tel est l'humble avis que j'ai l'honneur d'exposer à Votre Majesté, avec le profond sentiment des graves responsabilités qui incombent dans ces temps critiques à toute personne chargée de sa confiance. Cette responsabilité est également lourde, si nous nous décidons pour l'action ou pour l'abstention. Et tout bien considéré, j'ai l'honneur de conseiller de prendre le juste milieu indiqué dans ce mémorandum. Il me paraît avoir l'avantage de ne pas écarter une solution pacifique et d'améliorer sous beaucoup de rapports les chances de la guerre, si celle-ci devient inévitable. J'ai l'honneur de déclarer avec le plus grand respect que pour moi, malgré mon dévouement à Votre Majesté, ou plus exactement à cause de ce dévouement même, il me serait impossible d'accepter la solution d'une guerre à tout prix. »

Évidemment François-Joseph ne fut pas convaincu par les arguments de Tisza, puisqu'à son retour d'Ischl, le comte Berchtold se montra plus que jamais partisan de la violence. L'Allemagne, d'ailleurs, ne cessait de presser le Cabinet de Vienne. Le 12 juillet, le comte Szögeny,

ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, télégraphiait au comte Berchtold que le Kaiser et les cercles compétents poussaient à l'action contre les Serbes, et le chargeaient de donner à Vienne l'assurance que l'Angleterre resterait neutre. Le 14 juillet, Guillaume II écrivait à François-Joseph cette lettre entortillée qui, sous un glacis de tendresse, est bien la plus sournoise invitation à la guerre :

« Mon cher ami,

« J'ai éprouvé une sincère reconnaissance à constater que, dans ces jours où des événements d'un tragique impressionnant ont fondu sur Toi et exigeaient de Toi des décisions graves, Tu as orienté Tes pensées vers notre amitié et terminé Ta bonne lettre en m'en renouvelant l'assurance. Cette étroite amitié, je la considère comme un précieux legs que m'ont transmis mon grand-père et mon père, et je vois dans la façon dont Tu me payes de retour la meilleure garantie pour la protection de nos pays. Mon respectueux attachement à Ta personne Te permettra de mesurer à quel point il m'a été pénible de devoir renoncer à mon voyage à Vienne et à

cette manifestation publique du vif intérêt que je prends à Ta profonde douleur (1).

« Ton ambassadeur, homme éprouvé que j'estime sincèrement, T'aura transmis mon assurance qu'aux heures critiques Tu me trouveras fidèlement à Ton côté, moi et mon empire, comme l'exigent une amitié dès longtemps éprouvée et nos devoirs mutuels d'alliés. C'est pour moi un joyeux devoir de te le redire dans cette lettre.

« L'horrible forfait de Serajevo a mis en pleine lumière les manœuvres malfaisantes de déments fanatiques et les menées panslavistes qui menacent l'armature de l'État. Je dois m'abstenir de prendre position dans la question ouverte entre Ton gouvernement et la Serbie. Mais j'estime que c'est non seulement le devoir moral de tous les pays civilisés, mais encore une nécessité pour leur propre conservation, que d'opposer les mesures les plus énergiques à cette propagande par le fait, dont l'objet principal est de briser la solide cohésion des monarchies. Je ne m'aveugle pas davantage sur

(1) Le kaiser devait venir à Vienne pour assister aux obsèques de François-Ferdinand.

le sérieux danger qui menace Tes États et par suite la Triple Alliance, vu l'agitation des panslavistes russes et serbes, et je reconnais la nécessité de libérer les frontières méridionales de Ton empire de cette sévère pression.

« Je suis donc prêt à seconder dans la mesure du possible les efforts de Ton gouvernement pour empêcher la formation, sous le patronage de la Russie, d'une nouvelle alliance balkanique dont la pointe est dirigée contre Toi, et à provoquer, pour parer à ce danger, l'adhésion de la Bulgarie à la Triple Alliance. En conséquence, et en dépit de certaines hésitations, motivées en première ligne par le peu de confiance qu'on peut avoir dans le caractère bulgare, j'ai fait donner à mon envoyé à Sofia les instructions nécessaires pour qu'il appuie dans ce sens les démarches de Ton représentant, lorsque celui-ci en exprimera le désir. Par ailleurs, j'ai prescrit à mon chargé d'affaires à Bucarest de parler au roi Carol conformément à Tes indications, et de lui faire ressortir, en appelant son attention sur la situation nouvelle créée par les derniers événements, la nécessité de se détacher de la Serbie et de mettre un

frein à l'agitation dirigée contre Tes États. J'ai fait en même temps insister sur la grande importance que j'attache à la conservation des bons rapports d'alliance confiante maintenus jusqu'à ce jour avec la Roumanie, rapports qui, même dans le cas d'une adhésion de la Bulgarie à la Triplice, ne devraient subir aucun dommage.

« En terminant, permets-moi d'exprimer le désir cordial qu'il puisse T'être donné, après ces dures journées, de trouver un délassement dans Ton séjour à Ischl.

« Crois à l'attachement sincère et à l'amitié de

« Ton ami fidèle,

« GUILLAUME. »

Ainsi le kaiser, l'empereur François-Joseph, leurs ministres, leurs conseillers militaires, tout le monde poussait à la guerre. Que pouvait le comte Tisza contre une coalition si puissante? Démissionner? Mais n'était-ce pas désobéir au vieux souverain qu'il aimait, renier l'alliance avec l'Autriche, en quelque sorte trahir? Et quelle chance cette résolution avait-elle d'arrêter la catastrophe? Tout son effet serait de

diminuer chez son peuple la foi dans la justice de sa cause, et de créer des doutes, des crises, des complications intérieures, dans un moment où l'union était absolument nécessaire. Encore s'il avait senti tout son pays derrière lui! Mais la Hongrie, emportée par sa vieille haine des Slaves, réclamait, elle aussi, la guerre! Lui-même n'en repoussait pas l'idée, au cas où la Serbie, par une extrême insolence, la rendrait inévitable. Enfin, même si la Hongrie restait en dehors de la lutte, qui lui garantissait qu'elle sortirait saine et sauve de la conflagration générale qui allait infailliblement éclater? Ne serait-elle pas attaquée à la fois par ses ennemis de toujours et par ses alliés de la veille?...

Pour ces raisons, et peut-être pour d'autres encore qui m'échappent, le comte Tisza, dans le dernier Conseil de la Couronne qui se tint le 19 juillet, finit par consentir à l'envoi du brutal ultimatum d'où la guerre devait sortir, et qu'il avait tant combattu. Il insista une fois encore pour obtenir du Conseil la déclaration publique que la Monarchie ne cherchait aucune annexion en Serbie. Cela même lui fut refusé. Successivement, sur tous les points, il avait perdu la partie.

Le jour de la déclaration de guerre, une foule immense, à Budapest, vint l'acclamer sous ses fenêtres. Pour la première fois dans sa vie politique, la nation semblait d'accord avec lui. Quelles durent être alors ses pensées? Il se tut. Il accepta cette popularité soudaine, ces acclamations, ces hommages qui faisaient fausse route et glorifiaient en lui des idées, des résolutions qui n'étaient pas les siennes. Mais un soir qu'il rentrait chez lui, à la campagne, son automobile remplie des fleurs qu'on lui avait apportées en chemin, il eut un mot qui en dit long sur ses sentiments profonds. Comme la jeune femme qui m'a rapporté ce souvenir, le félicitait de ces fleurs qui s'entassaient dans sa voiture : « Pourvu, répondit-il avec un triste visage, qu'un jour toutes ces fleurs ne se changent pas en pierres ! »

Dès les premiers mois de la guerre, la Hongrie fut en péril. Après leurs succès de Galicie, les Russes en masses considérables tentèrent de forcer les Carpathes. Alors dans ce chaos de glace, de rochers et de forêts, s'engagea une lutte atroce contre les éléments et

les hommes, et aussi contre ce fléau de Dieu que nous n'avons pas connu, cette mort partout répandue, foudroyante et ignoble, apportée par le typhus. Successivement on envoya sur ce front toutes les troupes de la Triplice, mais elles s'y épuisaient vite et il fallait les ramener promptement dans des secteurs moins pénibles. Seuls les Hongrois tenaient inflexiblement là-haut. Et il faut reconnaître que c'est leur endurance qui a barré la route aux Russes, et tourné pour longtemps les chances du combat à l'avantage de l'Allemagne.

Dans ces circonstances tragiques, Tisza fut l'homme qu'on pouvait imaginer. L'énergie qu'il déploya ne put que fortifier l'idée que cette guerre, dont il appréhendait si vivement l'issue, il en était le premier responsable. Des personnes de son entourage qui le voyaient alors tous les jours, m'ont raconté que jamais il ne leur communiqua rien des sentiments qui s'agitaient dans son âme, mais son humeur sombre et les rides plus accusées de son visage révélaient à ses familiers un profond tourment intérieur. Même lorsque les événements prenaient une tournure favorable et paraissaient présager

le succès, on ne le sentait pas allégé. Pourtant il conservait toujours, au milieu des difficultés qui allaient sans cesse grandissant, sa force de travail peu commune, sa volonté opiniâtre et cette activité qui s'étendait à tout et ne ménageait personne, pas même le haut commandement.

Peu à peu on apprendra d'une façon plus précise quelles ont été les relations du comte Tisza avec l'Allemagne, durant ces terribles années, mais dès maintenant on entrevoit qu'elles n'ont pas été sans orages. Par exemple, en 1915, au moment où Berlin s'efforçait d'empêcher la Roumanie de se déclarer pour les Alliés, le Kaiser suggéra à Budapest l'idée d'abandonner aux Roumains une partie de la Transylvanie. Tisza répondit que la Hongrie se battait pour l'intégrité de son territoire, et que s'il fallait consentir des sacrifices pour la paix, c'était à l'Allemagne de les faire.

En janvier 1917, il se rendit à Berlin afin de combattre le projet de la guerre sous-marine à outrance. Le baron Ghillany, ministre de l'Agriculture, qui l'accompagnait dans ce voyage, m'a raconté qu'un instant les autorités

allemandes parurent ébranlées par ses raisons. On transmit à l'Empereur l'opinion du comte Tisza. Le Kaiser lui fit répondre, par le secrétaire d'État Zimmermann, que l'entrée des États-Unis dans la guerre était certaine, qu'il y eût ou non pour eux un nouveau motif d'intervention. Tout ce que Tisza put obtenir, ce fut la promesse assez vaine que l'Allemagne saisirait la première occasion de faire une paix honorable, même au prix de cessions territoriales (1).

A Vienne, ce personnage obstiné n'était guère plus aimé qu'à Berlin. La mort de François-Joseph vint lui enlever le seul appui qui lui restait à la cour. Jusqu'à ses derniers moments, le vieux souverain n'avait cessé de lui témoigner sa confiance et même de lui donner les marques d'une affection paternelle, bien qu'il fût l'homme le moins enclin aux effusions sentimentales. De son côté, Tisza lui était profondément attaché, et quand il parlait du « patron », c'était toujours pour vanter ses allures de gentilhomme, son ardeur au travail, sa mémoire légendaire et une

(1) Ce témoignage du baron Ghillany est entièrement confirmé par les débats du procès Helfferich.

sagacité, dont il est regrettable que le vieillard n'ait pas fourni la preuve en suivant, au mois de juillet 1914, les avis de son ministre.

Le premier soin du nouvel empereur fut de congédier le personnel qui avait vieilli avec son oncle. Bien vite il apparut que le comte Tisza serait, lui aussi, sacrifié. Tisza en eut-il le sentiment, ou bien son dédain des intrigues l'empêcha-t-il de soupçonner les menées qui se tramaient contre lui? Il ne laissa jamais soupçonner qu'il éprouvât quelque méfiance à l'égard de son jeune maître. Cependant, sa chute arriva. Et le coup lui fut porté avec une brutalité extrême.

Soit que l'empereur Charles voulût s'acquérir de la popularité, soit qu'il reprît l'ancienne pensée des Habsbourg d'augmenter l'influence des Slaves de la monarchie au détriment des Magyars, soit qu'il vît là tout simplement le moyen le plus sûr de se défaire de son ministre, il résolut d'établir le suffrage universel en Hongrie. Après une longue discussion, il finit par tomber d'accord avec Tisza sur un plan de réforme électorale. Mais quand le texte définitif fut remis au premier ministre, celui-ci s'aperçut

avec surprise qu'il ne correspondait nullement au projet précédemment arrêté. Il en avisa le souverain. L'Empereur, qui partait pour la campagne, lui donna audience dans son wagon, et là, sans plus d'explications lui signifia son congé.

Quelles conséquences eut ce renvoi brutal sur la suite des événements? Quel eût été le rôle de Tisza dans les tentatives de l'empereur Charles pour faire une paix séparée? Les aurait-il repoussées comme une trahison envers l'Allemagne? Ou bien aurait-il considéré qu'on devait sacrifier l'alliance aux intérêts de la Double Monarchie? Les avis diffèrent sur ce point. C'est là d'ailleurs un problème tout à fait académique. Au moment où l'Empereur faisait sa démarche fameuse, Tisza était loin de la cour. Il avait rejoint dans les Carpathes, en qualité de colonel, le régiment des hussards de Debreczen, où il avait fait son service, menant la vie des soldats, partageant leurs souffrances, se nourrissant comme eux, toujours au poste le plus exposé, et ne quittant l'armée qu'à de rares intervalles pour se rendre au Parlement.

Il était à Budapest lorsqu'arriva la nouvelle

que le général Franchet d'Espèrey avait brisé le front bulgare. En France les Allemands reculaient, les Autrichiens cédaient sur la Piave, la Hongrie était perdue. A mesure que la catastrophe devenait plus évidente, un profond mouvement de haine s'élevait contre Tisza. Tout ce qu'une guerre malheureuse peut soulever de fureur et de rancune s'accumulait sur sa tête. On lui demandait compte aujourd'hui du désastre où il avait précipité la patrie.

Une âme moins forte que la sienne aurait songé à se défendre, en apportant la preuve qu'en juillet 1914 il n'avait pas tenu à lui que la guerre fût évitée. Mais en ce temps-là ses amis, ses partisans politiques l'avaient bruyamment glorifié d'avoir été le grand artisan du conflit. Pour ne pas troubler l'opinion, il ne les avait pas démentis, et cela lui avait valu une popularité immense. Maintenant que les choses tournaient mal, allait-il rompre le silence qu'il avait si obstinément gardé quand il servait sa renommée? Pouvait-il livrer son secret, pour en tirer encore un prodigieux avantage, et, dans l'effondrement de tout, sauver son prestige personnel?...

Dans la séance du 17 octobre 1918, la plus émouvante sans doute du Parlement de l'ancienne Hongrie, le dernier discours qu'il prononça, fut pour relever les courages et redonner à son pays un haut sentiment de lui-même : « Nous avons perdu la guerre, disait-il, mais dans cette lutte formidable la nation hongroise a tout fait pour gagner l'estime et le respect de ses ennemis. Comment nos soldats ont soigné l'ennemi blessé, comment nos autorités ont traité les étrangers qui sont restés chez nous, le monde entier en est juge. Où est la nation qui s'est battue avec plus d'héroïsme et de sentiment chevaleresque? Où est le peuple qui a lutté pour son existence avec si peu de haine au cœur et plus de noblesse que les Hongrois?... » Mais personne n'écoutait plus la voix de cet homme exécré. Les soldats débandés affluaient à Budapest, apportant avec eux les fureurs amassées pendant ces quatre années atroces, qui aboutissaient à la défaite. Partout on sentait dans la ville l'émeute et la révolution. Ses amis le pressaient de quitter la capitale où il n'était plus en sûreté, et de se réfugier sur ses terres : il ne voulait rien en-

tendre. Pourtant il n'avait pas d'illusion sur le sort qui lui était réservé. « Si les partis extrêmes arrivent jamais au pouvoir, dit-il à l'un de ses intimes, leurs chefs s'accorderont au moins sur un point, c'est que je dois être écartelé et mes membres cloués aux quatre coins de la ville. »

Ce jour-là ne tarda guère. Sous les auspices du comte Karolyi s'était formé, à Budapest, un Conseil National qui prétendait se substituer au gouvernement régulier. Ce Conseil décida, en séance secrète, de se défaire du seul homme capable de s'opposer à ses desseins. Trois de ses membres — les journalistes juifs Kéri et Fenyès, et le capitaine Cszerniak, officier déserteur qui se donnait le titre de président du soviet des soldats — furent chargés de trouver des meurtriers. Moyennant cent mille couronnes ils racolèrent un journaliste juif, du nom de Joseph Pogany, Dobò, soldat déserteur, Horvat Sanovics, marin déserteur, Hüttner, lieutenant de l'active, un Juif encore nommé Gärtner, dont j'ignore la profession, et quelques autres comparses. Et puis on attendit une occasion favorable.

Dans la nuit du 30 au 31 octobre 1918, la révolution préparée par Karolyi et ses amis éclatait à Budapest. Le matin, comme à son habitude, Tisza se leva de bonne heure pour se mettre au travail. Le temps était maussade, humide, morfondait de brume et de gelée blanche les petits jardins du quartier où il avait sa villa, — un quartier qui fait penser à certains coins de Neuilly ou d'Auteuil. Il apprit par les journaux les événements de la nuit. Et bientôt arrivait sa nièce, la comtesse Denise Almassy. Elle venait de traverser une partie de la ville à pied, et ne cacha pas à son oncle que tout ce qu'elle avait vu en chemin ne permettait pas de douter qu'on en voulût à sa vie. Elle le suppliait de quitter sa maison sans plus tarder, de partir pour la campagne, ou de se réfugier chez des amis. Il remercia sa nièce de sa sollicitude, mais il lui dit qu'il ne voulait apporter le malheur chez personne, qu'il ne s'était jamais embusqué et qu'il mourrait comme il avait vécu.

Là-dessus, sa femme lui remit une lettre dans laquelle un de ses amis, qui habitait la villa voisine, l'avertissait qu'un attentat se préparait contre lui, et qu'il prît ses précautions. « Les

dispositions sont prises là-haut! » dit-il avec son esprit d'acceptation calviniste.

Il écrivit deux lettres : l'une au comte Hadik, président du Conseil, l'autre au commandant militaire de Budapest, pour leur offrir ses services. Ensuite, il vérifia son revolver, arrangea quelques papiers en jeta d'autres au feu. Sa femme le supplia de ne rien anéantir de ce qui justifiait son passé et pouvait lui fournir aujourd'hui même une chance de salut. « Ces documents, répondit-il, ne me servent plus de rien, et pour d'autres ils sont très compromettants. » Et il jeta au feu la copie de la lettre qu'il avait adressée à l'Empereur en juillet 1914, pour l'incliner à la modération, et aussi le compte rendu du fameux Conseil de la Couronne où il s'était si vainement efforcé de faire entendre raison à Berchtold, à Stürgkh, à Bilinski, à Conrad, à Krobatin, à tous ces gens qui, eux vraiment, avaient déchaîné la guerre.

Après le déjeuner, qu'on sert vers deux heures en Hongrie, il voulut se rendre à son club, comme il faisait tous les jours. Mais sur les instances de sa femme et de la comtesse Almassy, il abandonna cette idée. De fois à autre

on entendait au loin quelques coups de fusil dans la ville. Des bandes de manifestants passaient devant la grille en poussant des cris injurieux. Les deux femmes auprès de Tisza attendaient, le cœur angoissé. Le crépuscule d'automne était déjà venu, lorsque, sur les cinq heures du soir, son valet de chambre entra, suffoqué d'émotion, disant que des soldats avaient forcé la porte et demandaient à lui parler. Alors Tisza, se levant, serra la main de son domestique et lui dit comme un adieu : « Merci, mon garçon, tu m'as toujours été fidèle. » Puis d'un pas décidé, le revolver à la main, suivi de sa femme et de sa nièce, il passa dans le salon voisin, où l'on entendait des bruits de voix, des pas et des crosses de fusils qui tombaient sur le plancher.

Trois hommes étaient au milieu de la pièce, trois autres se tenaient près de la porte. D'autres encore attendaient dans le vestibule et le jardin. Les gendarmes chargés de protéger la villa avaient abandonné leur consigne à la première sommation.

— Que me voulez-vous, Messieurs? demanda

le comte Tisza aux trois individus qu'il avait devant lui.

— Nous venons vous juger, dit celui qui semblait conduire la bande, car vous êtes la cause de la guerre.

Un autre dit :

— C'est votre faute si je suis resté quatre ans dans les tranchées et si ma femme a mal tourné.

Et le troisième, en l'appelant Excellence, lui reprocha la mort de son fils.

Le comte Tisza leur répondit :

— Je déplore, comme vous, l'immense catastrophe qui s'est abattue sur nous ; mais, si vous étiez mieux informés, vous ne m'accuseriez pas de la sorte.

— Vous mentez! Et puis on ne discute pas avec un homme qui a un revolver dans les mains. Veuillez jeter votre arme.

— Je ne demande pas mieux, dit le comte. Mais vous-mêmes, posez vos fusils.

— Jetez d'abord votre revolver.

Tisza hésita une seconde, et puis réfléchissant que, s'il n'obéissait pas, un affreux massacre allait suivre, où sa femme et sa nièce

tomberaient avec lui, il fit deux pas vers une table et posa son revolver.

— Et maintenant, dit un des meurtriers en désignant la comtesse Tisza, que la grosse dame s'en aille. Votre dernière heure est venue.

A ces mots les trois hommes épaulèrent. D'un bond le comte Tisza, se dégageant des deux femmes qui voulaient le protéger, s'élança en avant, saisit l'un des fusils pour éviter le coup. Mais au même moment les trois fusils partaient. Il s'abattit sur le plancher. Sa femme et la comtesse Almassy, celle-ci légèrement blessée, se jetèrent sur son corps. Il murmura :

— Je le savais. Cela devait arriver.

Quelques instants plus tard il expirait.

Sur ce qui se passa ensuite, voici ce que m'a raconté M. de Radvànsky, son neveu. Après le déjeuner Tisza, l'avait envoyé à son club s'informer des événements qui se produisaient dans la ville. C'est là qu'il apprit l'attentat. Aussitôt il revint à la maison, où il trouva le cadavre encore étendu par terre. Il aida les

domestiques à le transporter sur un lit. Alors, un officier, se disant envoyé du ministre de la Guerre, insista pour être introduit. Il demanda d'abord s'il pouvait être de quelque utilité, puis déclara que le Ministre l'avait chargé de savoir comment le meurtre avait eu lieu, et enfin, tirant avec embarras une lettre de service :

— J'ai encore la mission, ajouta-t-il, de m'assurer si Son Excellence est bien morte.

— Voyez! dit M. de Radvànsky en entr'ouvrant la porte et montrant le cadavre sur le lit.

L'officier était à peine parti, qu'un autre visiteur arrivait. Celui-là venait de la part du Comité des Soldats. Lui aussi voulait se rendre compte si Tisza était bien mort. Mais, comme il n'avait pas d'ordre écrit, on ne le laissa pas entrer.

Deux jours plus tard, le comte Tisza fut transporté au village de Geszt, où se trouve son château et où il devait être enterré. Peu avant la levée du corps, le comte Karolyi avait fait envoyer une couronne avec ces mots : « A mon grand adversaire, en signe de réconcilia-

tion. » La comtesse Tisza donna l'ordre de jeter ces fleurs au fumier.

Trois voitures où avaient pris place les membres de la famille, formaient tout le convoi funèbre. Le bruit courait que la populace se disposait à l'attaquer sur le parcours de la maison à la gare. Il n'en fut rien. Mais sur le quai, une pierre lancée par un manifestant faillit a te ndre la comtesse Almassy.

Le train qui emportait le cercueil était bondé de soldats qui retournaient chez eux. Il y en avait partout, sur les marchepieds, sur les toits et jusque sur le wagon où se trouvait le corps de Tisza. M. de Radvànsky qui veillait sur la bière, un revolver dans sa poche, m'a raconté que, durant tout le voyage, il entendait sur sa tête les soldats injurier son oncle et piétiner le toit, comme s'ils piétinaient le cadavre... Autre inoubliable détail : dans une gare, pendant un arrêt, on croisa un autre train, rempli lui aussi de soldats qui remontaient sur Budapest. Ceux-ci, en apprenant qu'il y avait là, dans un wagon, le cadavre de Tisza, se mirent à crier : « Eljen! Eljen! » ce qui signifie bravo! Et les deux trains se séparèrent, empor-

tant l'un et l'autre, dans une direction différente, leurs bordées d'injures ignobles.

A Geszt, pas un drapeau noir aux fenêtres, comme c'est l'habitude pour les enterrements en Hongrie. On entendait seulement sonner la cloche du château. Puis ce bruit même s'arrêta presque aussitôt, car des gens du village menaçaient de tuer le sonneur.

C'est ainsi que sous les injures des hommes et dans le silence des choses, fut enterré le comte Tisza, vrai personnage de tragédie dont l'esprit, un peu étroit peut-être, et la fermeté d'âme peu commune m'ont souvent fait songer à ces grandes figures calvinistes : un amiral de Coligny, les frères de Witt et les Puritains d'Écosse.

Des cinq ministres qui avaient participé au Conseil de la Couronne du 7 juillet 1914, il était le second qui mourait assassiné. Avant lui, le comte Stürgkh, premier ministre d'Autriche, était tombé sous le browning du socialiste juif Adler. Quant aux autres, leur destin fut moins tragique. Dès qu'il sentit que les affaires tournaient mal, le comte Berchtold prit la fuite et se réfugia en Suisse, où il continue de mener la

vie élégante d'un grand seigneur richissime. Le chevalier de Krobatin est aujourd'hui à Graz, charmante ville de Styrie au milieu de montagnes boisées, paradis des fonctionnaires en retraite ou destitués. Conrad de Hœtzendorf écrit quelque part ses *Mémoires*. Et comme il y a toujours dans les affaires humaines, même les plus lugubres, un élément de comédie, on a pu voir le comte Bilinski, l'ancien ministre des Finances communes, qui avait si âprement soutenu contre Tisza l'idée de la guerre à tout prix, devenir, un moment, président du Conseil d'une Pologne reconstituée par le sang des Alliés!

CHAPITRE V

UN MAGNAT AMBITIEUX

Le comte Tisza rappelait volontiers qu'il tirait ses origines de cette petite noblesse sans titre, qui constitue le fonds de l'aristocratie magyare. Le comte Michel Karolyi s'enorgueillit, au contraire, d'appartenir à la plus vieille noblesse titrée de la Hongrie. Un de ses ancêtres s'est battu aux côtés de Rakoczi II, prince de Transylvanie, allié de Louis XIV dans sa lutte contre les Habsbourg. Lorsque le Grand Roi fit sa paix avec la maison d'Autriche, et que Rakoczi, abandonné à ses seules ressources, dut renoncer à la lutte et se retirer à Versailles, ce fut ce Karolyi qui négocia avec l'Empereur la funeste paix de Szathmar, consacrant la défaite du suprême effort de la Hongrie pour se débarrasser de la souveraineté autrichienne. En reconnaissance de ce service,

l'Empereur lui donna le titre héréditaire de comte. Depuis ce temps, cette famille n'a jamais cessé de jouer un grand rôle dans la Double Monarchie et d'acquérir des biens immenses.

A vingt ans, Michel Karolyi possédait une fortune princière, ayant hérité d'un majorat de quelque cent mille hectares, d'un fidéicommis de quatre mille acres, à une heure de Budapest, et, au cœur même de la ville, d'un magnifique hôtel avec un parc inestimable dans cette capitale si dépourvue de verdure et de jardins.

C'était un singulier garçon. Et je crois bien qu'il faut chercher l'origine de ses étrangetés dans une tare physiologique. « Méfiez-vous des hommes marqués », dit la Bible. Karolyi était un homme marqué. Il avait de naissance une mauvaise conformation de la bouche, et jusqu'à huit ou dix ans c'est à peine s'il pouvait articuler quelques sons. On lui mit un palais artificiel, mais sa conversation est toujours demeurée un bredouillement assez confus, qui prenait le ton de l'aboiement pour peu qu'il élevât la voix. De bonne heure, il a dû beaucoup souffrir d'une infirmité si visible.

Cela se laisse affreusement entrevoir dans une confidence bizarre sur ses sentiments d'enfant — d'enfant riche pourtant et comblé : « Dès mon jeune âge, dit-il un jour, mon plus chaud désir a été de faire une révolution. » Cauchemar de petit malade qui prend vite le monde en horreur et n'éprouve que haine et dégoût pour tout ce qui est normal et trop sainement constitué.

Jeune homme, il s'efforçait de dissimuler sa disgrâce sous la passion des sports violents, qui pouvaient donner de lui l'idée d'un homme exceptionnellement vigoureux. Mais dans cette violence elle-même apparaissait la tare fatale. « Ce qui caractérisait Michel, m'a raconté le comte Teleki, — un de ses compagnons de jeunesse — c'était l'absence de mesure, l'excès en toutes choses et le ridicule insuccès qui suivait tout ce qu'il entreprenait. Allait-il à la chasse, on le voyait arriver vêtu d'habits anglais du goût le plus excentrique, qui étonnaient les invités et faisaient rire à la dérobée gardes-chasse et rabatteurs. Naturellement son fusil était du dernier modèle, mais il avait beau dépenser les cartouches sans compter, il ratait

toujours le gibier. Faisait-il une partie de polo, il s'y montrait un adversaire redoutable, car s'il manquait régulièrement la boule, il lui arrivait souvent de casser les pattes des chevaux. C'était aux cartes le plus effréné joueur du royaume (et Dieu sait pourtant si en Hongrie il en existe de fameux !) Mais là encore, la chance tournait à l'ordinaire contre lui. On le vit perdre sur un tour de cartes des centaines de mille couronnes, et si riche qu'il fût, il était profondément endetté. Grand amateur de vitesse, il tenait en automobile le record des accidents. Enfin, un désir maladif de sensations inédites le poussait aux extravagances. « Voyez-vous, disait-il encore à la comtesse Teleki, ce qui fait à mon goût tout le prix de la vie, c'est de trouver sans cesse devant moi quelque situation nouvelle, inattendue... » Et cette disposition d'esprit, si elle convient à un dandy uniquement occupé de son plaisir, risque de mener loin un grand seigneur qui nourrissait l'ambition de diriger les affaires de son pays.

Cette ambition, comment le comte ne l'aurait-il pas eue? A ses yeux, la politique devait nécessairement apparaître comme le premier

des sports auxquels doit se livrer un homme de son rang. De tout temps, à Budapest, c'est la haute aristocratie qui a dirigé les affaires. Et si l'étrange maison Orczi peut à bon droit être considérée comme le symbole de l'ascension triomphante de la juiverie de Pest, le Casino National — le club de la noblesse — représente éminemment la puissance de l'aristocratie magyare. C'est dans la Kossuth Lajos-utça, la plus brillante rue de la ville, une maison parfaitement simple, qui repose agréablement la vue au milieu des grands immeubles et de leur terrible cauchemar de brique et de ciment armé. Là, depuis près d'un siècle, dans le bruit des conversations et des parties de cartes, plus encore qu'au Parlement et à la Chambre des Magnats, s'est faite la politique hongroise. Les Magyars de haute lignée, qui s'y rencontraient tous les jours, avaient à quelques nuances près les mêmes idées et les mêmes préjugés. Presque tous pouvaient se vanter que leur père ou leur grand-père s'était battu contre l'Autriche en 1848, dans la guerre de l'Indépendance; mais, à l'exemple de Tisza, ils avaient fini par accepter comme une nécessité, qui

leur valait maints avantages, de vivre en bon accord avec Vienne et aussi avec Berlin. La Triple Alliance leur semblait la seule voie de salut contre le danger russe; et au milieu d'une Europe qui se démocratisait trop vite à leur gré, ils voyaient dans l'Allemagne une alliée providentielle, pour maintenir le plus longtemps possible à la Hongrie ce caractère féodal, qui la fait ressembler d'une façon saisissante à la France d'avant 1789, avec ses immenses domaines seigneuriaux de cinquante à cent mille hectares, tant laïques qu'ecclésiastiques, biens de mainmorte ou qui paient à l'État des redevances dérisoires, et ses assemblées provinciales où dominait l'influence de la noblesse et du clergé.

Naturellement, Michel Karolyi appartenait au Casino National. Il y jouait, il y perdait; et les dettes qu'il accumulait lui retiraient beaucoup du prestige que lui valait son immense fortune. Personne ne prenait au sérieux ce joueur forcené, ce viveur excessif, qui aurait tant voulu briller dans les discussions politiques. Mais l'infirmité de son palais et sa voix aboyante lui faisaient un pauvre instrument. Aussi cher-

chait-il, comme toujours, à surmonter sa disgrâce en se singularisant, et à se donner de l'importance en s'écartant avec ostentation des opinions communément acceptées autour de lui. Il se disait partisan du suffrage universel, et réclamait une réforme agraire qui aurait partagé entre les paysans les grands domaines seigneuriaux. En politique étrangère il s'était rallié au programme du vieux parti de 1848. Ce parti, qui ne comptait qu'une dizaine de députés, était résolument hostile à l'Autriche et a l'Allemagne — en théorie du moins, car dans les faits on le vit souvent faiblir; il voulait rompre la Triplice, manifestait à l'occasion des sympathies pour la France, et repoussait toute idée d'une guerre dont le résultat, quel qu'il fût, ne pouvait que nuire aux Magyars : vainqueurs, ils seraient plus que jamais asservis aux Allemands; vaincus, ils étaient sûrs de voir leur pays diminué et la suprématie des Slaves s'établir sur l'Europe Centrale.

En adhérant à ces idées, Karolyi était d'accord avec le vieil instinct de sa race et ses traditions familiales. Son grand-père Batthyani, président du Conseil en 1848, avait été fusillé

par les Autrichiens, et sa grand'mère ignoblement fessée sur la place publique par les soldats du maréchal Haynau. Allié lui-même aux Dillon, aux Polignac, il était naturel qu'il eût des sympathies françaises. Mais les idées valent beaucoup par les hommes qui les représentent. Et peut-être ne fut-il pas très heureux pour la France elle-même que son champion en Hongrie fût le comte Michel Karolyi.

On imagine aisément qu'une antipathie profonde devait opposer l'une à l'autre deux natures si contraires : un Karolyi et un Tisza. L'un, parfaitement équilibré, d'une robustesse paysanne, passionné certes de puissance, mais sans mesquine vanité, et défendant non sans grandeur cette sinistre politique allemande, aussi fatale à son pays qu'à lui-même. L'autre, malsain, tout inquiétude et fou désir de paraître, s'intéressant moins aux idées pour leur mérite et leur justesse, que pour le soutien qu'elles pouvaient lui offrir dans sa recherche du pouvoir. Tisza méprisait dans Karolyi un malheureux inquiet; Karolyi enviait à Tisza son éloquence naturelle et surtout ce prestige, ce

don mystérieux d'autorité, qui vient on ne sait d'où et qu'on ne possède jamais si on ne l'a reçu des dieux en naissant. Quelques années avant la guerre, une violente altercation à la Chambre les conduisit sur le terrain. Impétueux et frénétique, le jeune Michel Karolyi agitait désordonnément son sabre. Tisza, plus âgé de vingt ans, parait les coups et ripostait avec précision et sang-froid. Trente-cinq fois il s'amusa à toucher du plat de son sabre son adversaire furibond. Et le soir, après le combat, il déclara bonnement à son cercle : « Karolyi s'est très bien battu. » Seulement, quelques années plus tard, dans les derniers mois de sa vie, quand il se rendit compte de la détestable influence que ce garçon sans équilibre allait avoir sur son pays, il dit à son neveu qui me l'a répété : « Je commence à croire que j'ai eu tort de ne pas tuer Michel, ce jour-là... »

Au printemps de 1914, le chef du parti de 1848, François Kossuth, vint à mourir. C'était un homme assez médiocre, écrasé par le grand nom qu'il portait, et plein de secrète complaisance pour le gouvernement dont il se disait l'ennemi. Karolyi saisit l'occasion de prendre la

tête du parti. Aussitôt, il élabore un vaste plan de propagande, pour renverser le système des alliances et détacher la Hongrie de l'Allemagne. Plusieurs députés hongrois devaient se rendre à Petrograd, à Paris, et nouer là-bas des relations avec les hommes d'État russes et français. Quant à lui, accompagné d'Étienne Friedrich, son secrétaire, et de quelques amis, il se rendit en Amérique, afin de gagner à ses vues les deux millions de Magyars émigrés aux États-Unis et réunir l'argent nécessaire à son action.

Sa tournée achevée, non sans quelque succès, il regagnait l'Europe, lorsqu'il apprit sur le bateau la déclaration de la guerre. A Bordeaux, on l'interna avec sa suite, comme étranger appartenant à une nation ennemie. Mais très vite il obtenait du gouvernement français sa mise en liberté, et il regagna Budapest par l'Espagne et par Gênes, après avoir pris l'engagement de ne pas se battre contre nous.

Aussi longtemps que les victoires de l'Allemagne entretinrent dans les imaginations la certitude de la victoire, son rôle fut des plus effacés. Il se contentait de déplorer la paix qu'il

prévoyait alors, paix de conquêtes qui, disait-il, forcerait la Hongrie à s'entourer de tranchées aussi larges que le Danube et que toute la population ne suffirait pas à défendre. Mais après Verdun et la Somme, quand le triomphe germanique apparut moins évident, et surtout lorsque la Russie se fut retirée de la lutte, sa popularité grandit vite dans le peuple des campagnes. Les armées moscovites désormais hors de cause, la guerre cessait d'avoir un sens pour les paysans de Hongrie. A leurs yeux, maintenant on ne se battait plus que pour ces Allemands détestés, qu'ils haïssaient plus encore de les obliger aujourd'hui à se faire tuer sans raison. Villageois et soldats savaient gré à Karolyi de s'être toujours montré hostile aux gens de Vienne et de Berlin; et dans ce pays subjugué par la volonté allemande, par les Généraux, comme on disait, il commença d'apparaître le seul homme capable de réaliser l'immense désir de paix qui était au fond de tous les cœurs.

A Budapest, se ralliaient autour de lui quelques intellectuels, radicaux, francs-maçons ou socialistes, Juifs pour la plupart, qui tous

collaboraient plus ou moins à deux revues d'avant-garde, dont l'influence depuis une quinzaine d'années était considérable en Hongrie. L'une, toute sociologique, l'*Huszadik Szazad (le XXe siècle)*, s'était donné pour mission de répandre les idées les plus modernes touchant l'organisation des sociétés. L'autre, toute littéraire, le *Nyugat (l'Occident)*, se proposait de faire connaître les dernières modes intellectuelles de l'Europe occidentale. Oscar Iaszi qui, pendant vingt années, non sans intelligence et générosité défendit les minorités nationales, souvent malmenées en Hongrie, dirigeait *le XXe siècle*. Je l'ai bien connu naguère, quand il suivait les cours de l'Université. C'était un fort brave garçon mais tout livresque et lunatique, fumeux et à cent lieues du monde de la réalité. L'anecdote suivante me semble le peindre de pied en cap. Il venait d'être père. Apercevant, un jour, son fils au sein d'une nourrice, et remontant aussitôt des faits aux causes, il se dit que cette belle paysanne enrubannée devait avoir, elle aussi, un enfant. Il lui demande ce qu'elle en a fait. Elle lui répond qu'elle l'a laissé au village. Notre sociologue

humanitaire pouvait-il accepter une iniquité pareille? Sur-le-champ Iaszi fait venir l'enfant de la campagne et commande à la nourrice de faire téter les deux poupons. Trois mois après, ils étaient morts tous les deux... C'est une erreur du même genre qu'il commit quelque temps plus tard, lorsqu'étant devenu ministre des Nationalités, il donna l'ordre de distribuer équitablement des armes aux paysans magyars et roumains de Transylvanie, pour défendre leurs montagnes. Le résultat ne se fit pas attendre : dans toute la province, entre ces villageois de race différente, ce fut une effroyable tuerie.

Louis Hatvany, d'une riche famille de banquiers et de sucriers israélites, était l'inspirateur et le bailleur de fonds du *Nyugat*. Quand je l'ai connu il y a vingt ans, il ne lisait que des livres français et ne mettait personne au-dessus de Sainte-Beuve. Esprit vivant, enthousiaste, toujours prêt à découvrir un génie méconnu et à lui rendre service. Que d'heures charmantes j'ai passées avec lui dans la vieille maison seigneuriale que son père avait achetée à Hatvan, et dont il avait pris le nom, ou bien, à Bude, dans

la pâtisserie Directoire aux compotiers dorés et aux Victoires ailées ! Quelques années plus tard, je le revis pendant un court séjour qu'il venait faire à Paris. Ses goûts avaient changé. Il conservait encore son enthousiasme juvénile, où l'on retrouvait cette fièvre, ces mouvements neurasthéniques si fréquents chez ceux de sa race ; mais il avait pris en dégoût notre littérature trop raisonnable à son gré, et ne trouvait aujourd'hui d'agrément que dans la plus moderne littérature allemande. Il ne quittait plus guère Berlin, et je me souviens qu'il me cita comme des gaillards de génie une foule de Teutons inconnus, qui remplissaient de leur prose et de leurs vers les jeunes revues de là-bas, et dont les œuvres, à l'en croire, faisaient paraître tout à fait ternes nos écrivains français, Charles-Louis Philippe excepté.

Sous couleur de modernisme, Louis Hatvany et ses amis du *Nyugat* avaient délibérément rompu avec toutes les traditions intellectuelles et morales, qui font de la Hongrie agricole et pastorale, un vieux et noble pays auquel le cœur s'attache, comme chez nous à notre Provence. Disparus, effacés de leur littérature sans

racines, tous les personnages typiques qui animaient hier encore les œuvres des écrivains magyars. On y chercherait en vain les romanesques figures de Jokaï, les lourds seigneurs orgueilleux et entêtés du baron Kemény i les paysans mélancoliques et gais tout ensemble de l'exquis Coloman Mikszath. Leurs productions embrumées d'un symbolisme vieillot, qui sent la boutique du fripier, n'ont plus rien qui rappelle l'accent inimitable, désespéré, joyeux, de la chanson hongroise, où le rêve et les pleurs se mêlent au bord de l'ivresse. Nulle part on n'y sent passer les souffles d'air embaumés qui de tous les coins de la plaine font frémir les feuilles d'acacia et emportent la poussière soulevée par les troupeaux. Aucun écho n'y répond au chant d'amour et de guerre de Petöfi; aucune flûte ne s'accorde à la musique bucolique d'Arany. Et je sais bien qu'il serait déplorable que nos songes d'aujourd'hui ressemblent à ces habits d'enfants taillés dans les hardes des ancêtres; mais une littérature doit continuer quelque chose, et cette littérature nouvelle ne continuait rien du tout. A part le grand poète Ady, chantre désespéré de la Hongrie crépusculaire,

et qui, lui, appartenait à la vieille gentry magyare, ces poètes, ces romanciers, ces essayistes du *Nyugat* étaient non pas à l'image de la vraie, de la rustique Hongrie, mais aux couleurs de Budapest. Pareils à ces immeubles qui affligent la vue et accablent l'esprit, sur le bord du Danube, par leurs proportions ridicules et leurs façades vaines, tous ils reflétaient l'esprit juif, son idéalisme fiévreux, sa révolte instinctive contre des façons de sentir et de penser que, depuis deux mille ans, eux et leurs ancêtres détestent. Et leur effort intellectuel, combiné avec l'activité des gens de bourse et de trafic, aboutissait à faire de Budapest une sorte de vaste entrepôt des intérêts et des idées sémitiques, où la vraie pensée nationale était défigurée, et où les rêveries d'Occident prenaient, par un affreux miracle, la souquenille de la maison Orczi, et parlaient en jargon!

Dans ce milieu, la Révolution russe apparut comme l'aube du Grand Soir qu'Israël attend depuis des siècles. Si timide qu'elle fût encore, la révolution de Kerensky ouvrait de prodigieux horizons à ces imaginations juives qui ne con-

naissent que le galop. Renseignés comme ils l'étaient, mis en contact direct avec leurs frères de Russie par ce long fleuve de juiverie, qui depuis Pétrograd, par Bielostock, Vilna, Lemberg, descend jusqu'à Budapest, ils savaient bien que ce n'était qu'un début, que le mouvement ne s'en tiendrait pas là, et que dans les plaines du Nord se préparaient des bouleversements inouïs, dont l'effet, dépassant les frontières de la Russie et s'étendant à l'Europe tout entière, renverserait de fond en comble (au moins l'espéraient-ils) le vieil ordre social existant.

Telles étaient les idées qui, au printemps de 1917, emplissaient les salons du palais Karolyi et la tête un peu vide de leur propriétaire. Chez tous ces Orientaux affolés d'Occident, ce grand seigneur admirait une culture qui lui semblait d'autant plus magnifique qu'il était fort ignorant, et une audace de pensée qui flattait son tempérament excessif. De leur côté, ces intellectuels juifs (qui tous n'avaient pas la fortune de Iaszi ou d'Hatvany) se laissaient éblouir par ce magnat richissime qui voulait bien les accueillir et les traiter en égaux. Les

louanges qu'ils lui prodiguaient, venaient renforcer en lui le sentiment déjà outré qu'il avait de son génie politique. Les plus malins en tiraient de l'argent. Et peu à peu se groupaient autour de sa personne tous les espoirs de ceux qui attendaient d'un avenir prochain des cataclysmes sociaux, ou la paix à tout prix, ou tout simplement une aumône.

Sa femme, la comtesse Michel, comme lui ambitieuse et férue de modernisme, avait elle aussi une cour, dans laquelle se rencontraient une foule de Juives exaltées, féministes et pacifistes. Où donc Catherine Karolyi avait-elle pris le goût d'idées et de personnes si étrangères à son milieu? Pas chez son père, assurément! Celui-ci, le comte Jules Andrassy, est le type même du grand seigneur hongrois tel qu'on le voit au Nemzeti Casino, entièrement dévoué aux Habsbourg, très fidèle à l'alliance allemande, et profondément attaché à ses privilèges de noblesse. Elle-même, aristocrate comme on l'est dans l'Europe orientale, en Hongrie, en Pologne et en Russie, elle offre l'image achevée de ces femmes qui, tout en bénéficiant des immenses avantages procurés par la

fortune et le nom, trouvent une sorte de volupté à se placer en dehors de leur caste et à jouer avec des opinions destructrices de tout ce qu'elles aiment. Il y a sans doute de la sottise, mais surtout beaucoup d'orgueil dans cet engouement naïf pour des idées dont elles sont d'abord les dupes et dont elles finissent souvent par devenir les victimes. Nous avons connu, nous aussi, avant 1789, de ces belles étourdies, enthousiastes de principes qui les menèrent à l'échafaud...

Comme Michel Karolyi faisait grand état des relations qu'il avait nouées, au cours de son fameux voyage, avec les principaux personnages politiques de l'Entente, le comte Czernin, ministre des Affaires étrangères de la Double Monarchie, eut l'idée de l'envoyer en Suisse, lorsqu'il commença d'entrevoir la nécessité pour l'Autriche de faire une paix séparée. Le résultat fut piteux. Karolyi avait expédié en avant, comme fourrier chargé de préparer sa mission, un extravagant personnage, qu'il devait prendre plus tard pour ministre des Affaires étrangères, son ami Diener Dénes. Ce Juif, qui tenait, à Budapest, un cabinet de lecture dont il avait

dévoré tous les livres, avait une cervelle à l'image de ces bibliothèques de hasard où tous les bouquins se mêlent. Lui-même était l'auteur d'un ouvrage sur Léonard de Vinci, qu'il était resté, disait-il, très longtemps sans comprendre, et dont un jour enfin il avait découvert le génie à la lumière de Karl Marx. Sur son crâne il portait une perruque blonde : la perruque était de travers, et les idées de même.

Dès qu'il arriva en Suisse, le premier soin de Diener Dénes fut de se mettre en relation avec Guilbeaux et les plus notoires défaitistes, à quelque nation qu'ils appartinssent, qui s'agitaient alors à Genève. Il était déjà suspect aux représentants de l'Entente, lorsque Karolyi le rejoignit. Ses propos bolchévistes ne purent que fortifier le crédule magnat dans la croyance que la révolution mondiale était prochaine. Entre temps, le comte faisait la fête et courait les tripots qui s'étaient multipliés à l'envi dans la vieille cité de Calvin. Lorsqu'il sollicita une audience du ministre d'Angleterre, celui-ci le fit recevoir par un simple vice-consul. Quant à notre ministre, M. Beau, il demanda, paraît-il :

— Est-ce un polichinelle ou bien un homme influent?

— C'est, lui répondit-on, un polichinelle influent.

Et il refusa de le voir.

Cependant, à mesure que la guerre se prolongeait et que les Allemands faisaient sentir plus durement à Budapest le poids de leur domination, la popularité du comte allait sans cesse augmentant, du même mouvement que celle d'Étienne Tisza diminuait. Il apparaissait à Berlin comme un dangereux personnage, qu'il était temps de compromettre. Un colonel qui avait fait merveille dans des affaires d'espionnage en Turquie, fut chargé de l'opération. Il s'aboucha avec un secrétaire du comte, qu'il savait joueur et besogneux, afin d'obtenir de lui, contre une forte somme d'argent, la correspondance de son patron. Le secrétaire était honnête. Il avertit Karolyi de la machination, et convint avec lui qu'il ferait mine d'accepter les propositions de l'Allemand et lui fixerait un rendez-vous. Les deux hommes se rencontrèrent, en effet, pour arrêter les termes du contrat; mais à la fin de l'entretien, deux témoins

apostés, ouvrant la porte d'une chambre contiguë, déclarèrent au colonel qu'ils avaient dressé procès-verbal de toute la conversation. Cette affaire qui s'ébruita accrut encore le prestige de Michel Karolyi, au milieu d'une population excédée des façons autoritaires que les Allemands prenaient de plus en plus avec elle, et qui entrevoyait aujourd'hui que la Hongrie était offerte en sacrifice à l'Allemagne.

La rupture du front bulgare, le recul de Ludendorff en France, l'écroulement inévitable du front austro-hongrois, tout semblait lui donner raison. Au Parlement, il proclamait que le salut du pays exigeait qu'on abandonnât l'Allemagne à son destin, qu'il fallait déposer les armes avant d'être envahi, se confier au président Wilson et réaliser au plus tôt de grandes réformes démocratiques pour attirer sur la Hongrie les sympathies de l'Occident. De telles paroles, dans une Chambre où dominait toujours l'esprit loyaliste de Tisza, apparaissaient sacrilèges. Des députés menacèrent de le gifler; on parla même plusieurs fois de le mettre en accusation. Mais en dehors du Parlement ses discours réveillaient de très profonds

échos, que prolongeait dans tous les cœurs l'appréhension d'un formidable inconnu. Il faisait figure d'un prophète qui, si on l'avait écouté, aurait détourné de la patrie les malheurs qui tombaient sur elle; et, dans l'effondrement de tout, on voyait en lui le seul homme capable de sauver encore ce qui pouvait être sauvé. De jour en jour, d'heure en heure, à mesure que la débâcle devenait plus imminente, sa popularité s'accroissait de toute la haine qui montait autour du comte Tisza. Et enfin, pour le servir et le porter au pouvoir, s'exaspérait dans le pays le vieux désir, toujours vivace, d'une Hongrie indépendante, à jamais débarrassée de la domination autrichienne.

Le 22 octobre, on apprit la capitulation des Bulgares. Le lendemain, en pleine séance du Parlement, arrivait la nouvelle que des troupes croates mutinées venaient de s'emparer de Fiume, le grand port de la Hongrie sur la mer Adriatique. Karolyi monte à la tribune et déclare que désormais la catastrophe est consommée, tandis que des journalistes juifs (qui devaient quelques semaines plus tard se révéler

internationalistes ardents) menaient un furieux tapage et réclamaient au nom de la patrie violée la démission du ministère Weckerlé.

Le même jour, à Debreczen, où le Roi et la Reine étaient venus inaugurer la nouvelle université, la population siffle les régiments de la garde autrichienne qui assuraient le service d'honneur, et conspue l'hymne impérial que la musique avait eu la malencontreuse idée de jouer à la place de l'hymne royal. A Kachau, le régiment dont Guillaume II était le colonel lève la crosse en l'air. A Budapest, le 32e d'infanterie, créé par Marie-Thérèse, se couche dans la cour de la caserne, car c'est ainsi qu'à l'ordinaire les soldats en Hongrie manifestaient leur rébellion. Et l'on voyait affluer par tous trains des milliers d'hommes, hâves, déguenillés, déserteurs du front italien, qui jetaient leurs armes en criant : « Nous en avons assez de mourir pour ces c... d'Allemands qui font de nous leurs esclaves ! »

A l'hôtel Astoria, un des grands hôtels de la ville (dans cette révolution hongroise, comme dans la vie ordinaire de Budapest, l'hôtel et le café sont toujours au premier plan), Karolyi et

ses amis avaient déjà formé un Conseil National, comme il s'en était constitué à Prague, à Lemberg, à Agram, dans toutes les provinces de l'Empire qui, au nom des principes du président Wilson, aspiraient à devenir des États particuliers. Ce Conseil, d'une trentaine de membres, s'était donné pour président un prêtre, l'abbé Hock, sorte de Jérôme Coignard, avec lequel j'ai vidé autrefois de nombreux pots de bière et des verres de faux Tokay, en écoutant les Tziganes. D'une taille imposante, la figure longue, les traits hardiment dessinés, de magnifiques yeux couleur tabac d'Espagne, une bouche sensuelle, malheureusement abîmée par de vilaines dents, cet amateur de tavernes était l'éloquence en personne. Il y a quelque trente ans, la cour et tout le monde élégant de Budapest — sans excepter les riches Juives — accouraient à ses sermons dans la cathédrale de Bude. Mais des succès féminins, par trop retentissants, interrompirent fâcheusement ses triomphes de prédicateur. Exilé dans une cure de banlieue, il se fit élire député, et depuis lors il partageait ses soins entre ses ouailles de faubourg, les couloirs de la Chambre,

la rédaction d'un journal et les cafés de la ville.

Le premier acte de ce Conseil fut de lancer un manifeste exigeant le retour immédiat de l'armée nationale, la signature d'un armistice, la liberté des Nationalités à l'intérieur de l'État et le maintien du vieux pays dans ses limites millénaires. Le placard était signé Karolyi, et le comte révolutionnaire priait les gouvernements étrangers de s'adresser désormais à lui seul, et non plus au gouvernement défaillant.

Sur ces entrefaites le Roi était rentré à Budapest, ou plutôt à Gödöllö, petit château dans un grand parc à trois quarts d'heure de la ville. Inquiet, désorienté, consultant tout le monde, après beaucoup d'hésitations et malgré les avis de tous ses conseillers, il finit par se décider à convoquer Karolyi. Celui-ci se rendit à Gödöllö, persuadé que son heure avait sonné.

Lorsqu'il y arriva, le château était rempli d'une foule inusitée. Il y avait là, étrangement mêlés, des magnats, des paysans délégués de la grande plaine, des industriels, des commerçants, que le Souverain avait appelés pour se faire une idée de l'opinion du pays, l'évêque de Transylvanie, le curé de Saint-Mathias de

Bude, l'aumônier de la famille impériale, des généraux, des colonels, un amiral, des femmes de la cour, dames d'honneur et infirmières de la Croix-Rouge. La plupart de ces gens virent arriver sans bienveillance l'homme qui représentait à leurs yeux l'esprit de la révolution. Mais quand le comte Hunyadi, grand maître de la cour, s'approcha de Karolyi pour l'introduire près de Sa Majesté, tout ce monde fit avec déférence la haie sur le passage du seigneur démocrate, qui allait devenir sans doute le maître tout-puissant de demain.

Le Roi, qui n'avait jamais eu aucune sympathie pour Tisza et le vieux personnel du Parlement hongrois, ne repoussait pas la pensée de lui confier le ministère. Il s'entretint avec lui pendant près d'une heure et demie. Mais tandis qu'il parlait, le prince Windischgraetz lui téléphona de Vienne pour l'engager à la méfiance. Charles reposa l'appareil et poursuivit la causerie. Il retint son hôte à dîner, et Karolyi, dut bien croire, ce soir-là, que le lendemain il serait le président du Conseil.

Sur les dix heures, dans un salon, tout à coup il se trouva face à face avec la Reine qui, sans

autre préambule, lui dit d'une voix altérée :

— Comte, il faut nous aider. Il faut aider l'Empereur, mon époux, votre Roi. On m'a dit que vous alliez faire la révolution, que la Hongrie allait nous renier. Comte, feriez-vous cela? Ce serait trop horrible! Sauvez-le! C'est un si brave homme!

Et sur ces mots l'Impératrice-Reine sortit précipitamment, sans que son interlocuteur étonné ait eu le temps d'ouvrir la bouche.

Quelques instants plus tard, le Roi disait à Karolyi :

— Monsieur le comte (et il insista sur ce mot de monsieur tout à fait inhabituel), il faut absolument que je retourne à Vienne où la situation est inquiétante. Venez avec nous. Le train nous attend. Nous arrangerons là-bas les choses de Hongrie, car vous m'aiderez, n'est-ce pas?

Karolyi s'inclina, prit place dans le wagon royal; et pendant le trajet il put se rendre compte qu'il n'y avait guère que l'Empereur qui ne lui fût point hostile.

En arrivant à Vienne, Charles prit congé de lui avec beaucoup de cordialité et le pria de se tenir à sa disposition. Mais c'est en vain que,

toute la journée, Karolyi attendit à l'hôtel Bristol la convocation du Souverain. Vers quatre heures, il fit demander au grand maître de la cour ce que signifiait ce silence. Celui-ci lui répondit qu'il n'avait qu'à rentrer à Budapest, et que l'archiduc Joseph, nommé *homo regius,* c'est-à-dire représentant de la personne royale en Hongrie, lui communiquerait les décisions de Sa Majesté. Évidemment les conseils du comte Windischgraetz avaient fini par prévaloir. La volonté de résistance l'emportait sur les velléités libérales.

Dans la matinée du lendemain Karolyi revenait à Budapest. Un témoin oculaire, un officier français, prisonnier en Hongrie, m'a fait le tableau de ce retour. « Je n'ai jamais vu, me dit-il, un spectacle comme celui que j'ai contemplé ce jour-là. Une foule immense et silencieuse battait la gare de l'Ouest où le comte devait arriver. Cette multitude presque immobile était traversée par instant de lents courants et de remous profonds. Au-dessus de ce silence et de cette lourde houle, se déployaient d'immenses bannières écarlates, brique, sang de bœuf, lie de vin, pourpres, toute une gamme de

tons violents qui constrastaient étrangement avec la masse sombre des gens et la grisaille humide du ciel. Soudain cette masse s'entr'ouvrit pour laisser passer les « Amis du Peuple », Marton de Lovászy qui, à la Chambre des députés, avait osé crier un jour : « Nous sommes les amis de l'Entente. Vive la France républicaine! Vive la liberté! » et qu'on avait voulu pendre; le socialiste Garami, directeur du journal *Nepszava (la Voix du Peuple);* le social-démocrate Bokanyi; le colonel Lindner; d'autres encore dont on acclamait les noms. Enfin le train arrive. On se rue, on s'écrase avec une sorte de fureur toujours bizarrement silencieuse. Soudain une clameur énorme, un vrai rugissement. On agite des mouchoirs, des branches de chêne et de sapin, des étoffes aux couleurs nationales. Karolyi vient d'apparaître sur le perron de la gare. On salue en lui follement le libérateur de la Hongrie. Il parle avec des gestes saccadés. Personne n'entend ce qu'il dit, mais on applaudit de confiance. Marton de Lovászy lui crie : « Prends le pouvoir. Tu le tiendras du peuple, « sinon du Roi! » — « Citoyens, clame une voix « puissante, nous avons un ennemi de plus, c'est

« le roi Charles!... » Naguère une telle parole eût fait charger la police et le sang eût coulé; aujourd'hui elle ne soulève que des applaudissements. Karolyi monte en voiture. Et tout à coup mon cœur se serre, mes yeux se brouillent, l'émotion me saisit à la gorge. La foule chante, et malgré les paroles étrangères et la cadence plus lente, je reconnais *la Marseillaise!* Ce qu'elle chante, cette foule, c'est le chant de mon pays, que je n'ai pas entendu depuis plus de quatre ans; c'est le cri sublime de ma race, qui pour ces gens veut dire liberté, et qui pour moi crie victoire!... Ah! le magnifique instant, Monsieur, qui me hausse une minute, moi, inutile prisonnier de guerre, à la taille de tous mes frères de tranchée, et m'exalte d'une si forte émotion que je crois vivre au-dessus du temps, au-dessus de cette multitude et de moi-même. Alors secoué, bousculé, rudoyé, je me laisse emporter par la marée humaine, et je mêle, moi aussi, ma voix à celle de tous ces Magyars. Le jour de gloire est arrivé!... »

A la place de Karolyi, le Roi choisit le comte Hadik pour constituer un ministère. L'homme

était effacé, sans prestige. Il s'efforça de négocier avec les différents partis du Conseil National pour y jeter la zizanie et arriver à le dissoudre. Mais l'Assemblée, à l'unanimité, déclara qu'aucun parti n'entamerait de conversation particulière. Et tandis qu'à grand'peine Hadik formait un cabinet avec quelques députés obscurs et des fonctionnaires connus pour leur esprit réactionnaire, Budapest et le pays tout entier se ralliaient avec transport derrière le Conseil National, qui représentait à cette heure l'idée de l'indépendance hongroise et le désir d'une paix immédiate. Tous les grands services de l'État, les industries, les banques, l'université, la police, lui apportaient leur adhésion. L'argent récolté naguère pendant la tournée d'Amérique, et qui venait fort opportunément d'arriver à Budapest par l'intermédiaire de la Suisse, était largement distribué aux ouvriers et aux soldats afin d'échauffer l'enthousiasme. Encouragé, peut-être même embarrassé par un succès si rapide, le Conseil délibéra pour décider du jour où l'on établirait un nouveau régime en Hongrie. Quelqu'un proposa le 1er novembre, mais c'était la Tous-

saint, et il sembla impossible de faire une révolution ce jour-là. Le lendemain, samedi, jour de paye, fut également écarté. Dimanche, jour férié, parut aussi inacceptable. On s'arrêta au lundi 4 novembre. Mais l'événement n'attendit pas le mot d'ordre du Conseil.

CHAPITRE VI

LA FIN DES HABSBOURG

« Où et quand la Révolution a-t-elle commencé, je l'ignore. » C'est un mot que Michel Karolyi répète volontiers, quand on l'interroge sur un mouvement auquel son nom restera attaché, comme celui de Kerensky au renversement du tsarisme.

Le 29 octobre, sur les dix heures du soir, dans la rue Andrassy, plusieurs milliers d'hommes se rassemblaient pour monter sur la colline de Bude jusqu'au palais de l'archiduc Joseph, manifester contre l'homo regius, et réclamer Karolyi comme ministre-président. Mais le gouverneur militaire avait fait barrer les ponts; les gendarmes royaux et la police à cheval tirèrent sur les assaillants, et ceux-ci durent se disperser, laissant dans la bagarre quatre morts et une quarantaine de blessés.

Le lendemain, sur les murailles, commençaient d'apparaître les énormes affiches imitées de la Russie, qui, sous le régime bolchéviste, allaient couvrir toute la ville d'une couleur sang de bœuf et d'un symbolisme outrancier. Les unes représentaient un formidable ouvrier rouge, brandissant au-dessus de la couronne royale en morceaux un monstrueux merlin; d'autres montraient un soldat étranglant dans ses mains l'aigle bicéphale des Habsbourg; d'autres développaient en lettres de feu une véhémente ballade invitant l'armée à pactiser avec le peuple et dont voici le refrain : « Ne tire pas, ô mon fils, car je suis là, dans la foule... »

La nuit, vers une heure du matin, quelqu'un, on ne sait qui, mais vraisemblablement le journaliste Göndör, de son vrai nom Nathan Krauss, ancien apprenti fourreur en Amérique, d'un naturel violent et toujours l'injure à la bouche, jetait je ne sais où l'idée de s'emparer de la Place militaire. Bien qu'il plût à verse, des gens qui se trouvaient dans la rue se mirent en marche à la lueur des torches qui grésillaient sous la pluie. Devant le bâtiment, la garde de police leva la crosse en l'air. Accompagné de

quelques inconnus, un danseur juif, un escroc au surplus (il s'appelait Heltaï), se présentait, en souliers de tennis, chez le commandant de la place. Celui-ci, vieux général autrichien, presque seul dans la caserne, ne fit aucune résistance et céda son poste au danseur. Pendant ce temps, un autre Juif, nommé Jetvaï celui-là, s'emparait avec dix hommes du central téléphonique. A l'annonce de ces événements, le général Lukasics, qui commandait la garnison, téléphona au Grand Quartier, à Baden, près de Vienne, demandant à parler au Roi. Il était trois heures onze du matin. Un aide de camp lui répondit que Sa Majesté dormait.

— Qu'on la réveille! dit le général.

Le Roi se lève, arrive au téléphone, et Lukasics lui explique qu'il peut venir à bout de l'émeute, mais que cela n'ira pas sans verser un peu de sang, et qu'il demande des ordres.

— Non, non! dit vivement le Roi, je ne veux pas qu'on tire sur le peuple!

Sans doute, en parlant ainsi, obéissait-il à ce même sentiment qui, quelques jours plus tôt (il s'agissait alors de savoir si l'on mettrait à la

tête de la garnison de Vienne un général énergique) lui avait fait répondre :

— Je n'en veux pas, de votre général! La pression, la contrainte doivent aujourd'hui disparaître. On a versé assez de sang; je n'entends pas recommencer la guerre avec mes peuples à l'arrière. Qu'ils s'organisent à leur gré...

Peut-être aussi craignait-il pour la vie de ses enfants, restés au château de Gödöllö, car trois minutes après cet entretien, le grand maître de la cour téléphonait de les ramener à Vienne.

En rentrant chez lui au petit jour, Karolyi rencontra devant sa porte une troupe de matelots qui se mirent à l'acclamer. Constatant non sans surprise qu'il n'y avait pas de Magyars parmi eux, mais qu'ils étaient tous Dalmates, Croates, Istriens, il leur demanda s'ils étaient venus à Budapest se battre pour l'indépendance hongroise. A quoi ceux-ci répondirent que c'était le dernier de leur souci, qu'ils étaient là pour la révolution, « parce que la Révolution, disaient-ils, c'est l'essentiel pour un matelot! »

Au cours de cette matinée, Charles se décidait enfin à confier à Karolyi le soin de former un ministère. Celui-ci y fit entrer quelques mem-

bres du parti de 48, des radicaux, deux socialistes. Puis il prêta par téléphone le serment de fidélité, et une fois encore il assura le Roi de son dévouement à la couronne.

Dans la rue, les soldats de plus en plus nombreux qui affluaient du front, acclamaient la République. Montés sur des auto-camions fleuris de chrysanthèmes, de roses d'automne, comme on dit à Budapest, leurs képis décorés de fleurs, une cocarde rouge sur la poitrine, ils tiraient en l'air des coups de feu et chantaient des refrains populaires. C'était idyllique et guerrier, cela tenait du drame et de l'opéra-comique, de l'émeute et du carnaval. On dansait, on buvait, — moins pourtant qu'on pourrait croire, car le Conseil National avait interdit la vente du vin et de l'alcool. Au-dessus de la foule, beaucoup de bannières rouges et aussi des drapeaux, où le bouquet de chrysanthèmes attaché au bout de la hampe remplaçait l'aigle autrichienne. On en voyait partout de ces fleurs endeuillées, qui ont fait donner à ces jours où sombrait tout un passé, ce nom d'assez mauvais présage : la révolution des roses d'automne. Des groupes se dirigeaient vers les gares et prenaient les trains

d'assaut pour se rendre chez eux ; d'autres s'emparaient des barques amarrées au bord du Danube, afin de regagner par eau leurs villages ; tous emportaient leurs armes en disant : « Ce sera bon contre les Juifs et les notaires à l'occasion... » Des jeunes filles arrachaient les écussons des officiers, les déchiraient ou posément les coupaient avec des ciseaux. Les officiers se laissaient faire : l'un d'eux qui résista fut tué. Des bandes de pillards se jettent sur les dépôts militaires. La foule envahit la gare de l'Est, brûle les pancartes allemandes et s'oppose au départ d'une compagnie envoyée en renfort sur le front. Le soir, au crépuscule, dans un coin de la ville, entre sa femme et sa nièce, on assassinait Tisza...

Le Roi était à ce moment à Schönbrunn. Sur les onze heures du soir, le prince Louis de Windischgraetz se rendit de Vienne au château. Malgré l'heure peu tardive, aucune lumière ne brillait aux fenêtres. L'immense demeure, plongée dans les ténèbres, paraissait inhabitée. Le prince raconte dans ses souvenirs — qui ne datent que d'hier et qu'on dirait vieux d'un siècle — qu'il monta jusqu'à l'antichambre du

cabinet impérial sans rencontrer âme qui vive. Pas un soldat de garde, pas un seul laquais de service. Les grandes salles de gala étaient désertes. L'appareil luxueux, qui d'ordinaire entourait l'Empereur, s'était évanoui. Les généraux, les maréchaux, les membres du haut clergé et de l'aristocratie, à l'exemple des domestiques, avaient abandonné leur maître. Conrad de Hœtzendorf, qui avait accepté récemment la prébende grassement payée de commandant des gardes du corps, avait fui à l'heure du danger. Sans doute dormait-il paisiblement, cette nuit, dans son château de Villach en Karinthie. Et tout en traversant cette étrange solitude, le prince se disait en lui-même : « Où donc sont-ils aujourd'hui, les Lobkowitz et les Auersperg, les Clam et les Schwarzenberg, les Czernin, les Eszterhàzy? Où sont les Zichy, les Batthyani, les Fesztetics, les Kinski, tous ces nobles seigneurs d'Autriche et de Hongrie, qui depuis des siècles s'agenouillaient sur les marches du trône et vivaient des faveurs royales!... » Et le souvenir lui revenait aussi de la dernière fête donnée pour l'anniversaire du Roi. C'était le 17 août dernier, à Rei-

chenau, il y avait trois mois à peine, dans la villa Wartholz. Les chevaliers de l'Ordre de Marie-Thérèse étaient assis autour de la table d'honneur. Conrad de Hœtzendorf glorifia en termes pompeux les vertus de Sa Majesté. Puis tout à coup, les chevaliers s'étaient levés tous ensemble, faisant sonner leurs éperons et tirant leurs sabres du fourreau. Et tandis qu'ils juraient fidélité au Roi jusqu'à la mort, la musique faisait retentir les accents du *Gott erhalte*... Ce soir tout était solitude et silence. Dans son palais de Schönbrunn, l'Empereur-Roi était seul, complètement seul.

Le prince de Windischgraetz atteignit enfin l'antichambre qui donnait accès chez l'Empereur. Dans l'immense pièce vide, il n'y avait qu'un aide de camp qui lisait :

— Sa Majesté vous attend, dit-il au prince.

Et il introduisit Windischsgraetz dans le cabinet qu'on appelle le Salon des Gobelins. Après quelques mots échangés sur la situation diplomatique :

— Eh bien, dit l'Empereur, vous savez qu'on vient d'assassiner Tisza ! C'est une chose épouvantable !

Il prononça ces paroles sans chaleur, n'ayant jamais beaucoup aimé le premier ministre hongrois.

— Permettez-moi, dit Windischgraetz, de vous mettre une fois de plus en garde contre Michel Karolyi.

— Non, interrompit Charles, Karolyi est un honnête homme. Le peuple, en Hongrie, est avec lui. Nous devons le seconder de toutes nos forces. Il est maintenant premier ministre, et j'ai ordonné que les troupes se mettent à sa disposition.

Le prince s'informa alors si Karolyi avait prêté le serment de fidélité.

— Oui, répondit l'Empereur en riant, et je crois bien que c'est la première fois qu'un ministre a prêté serment par téléphone...

Mais le lendemain, Karolyi, exagérant à dessein l'agitation qui régnait à Budapest, et la présentant au Roi comme une révolution nouvelle, lui demandait d'être relevé de son serment. L'archiduc Joseph m'a raconté qu'il était, à ce moment-là, dans la pièce où téléphonait Karolyi. Au bout de quelques instants, celui-ci posa l'appareil en disant que Sa Majesté l'avait

délié de sa parole. C'était reconnaître d'un mot l'indépendance de la Hongrie. Le pacte qui unissait le royaume de Saint Étienne à l'empire des Habsbourg était désormais aboli. Ce que n'avaient pu réaliser plusieurs siècles de lutte venait de s'accomplir le plus simplement du monde, banalement, au téléphone.

Deux heures plus tard, à Schönbrunn, Windischgraetz et Jules Andrassy, ministre des Affaires étrangères et beau-père de Karolyi, se présentaient vers midi chez l'Empereur. La porte de son cabinet était ouverte, et ils le virent qui parlait au téléphone et semblait fort agité. L'Impératrice, immobile, se tenait debout près de lui. Apercevant ses visiteurs, Charles leur fit signe d'entrer :

— Je cause avec Budapest, dit-il nerveusement. Voici maintenant qu'ils me demandent d'abdiquer en mon nom et au nom de mes successeurs !

A ces mots, Windischgraetz lui retira vivement l'appareil pour l'empêcher de poursuivre plus longtemps la conversation. Charles le laissa faire.

— Que répondre? Quel parti prendre? dit-il.

Ce matin même, j'ai délié Karolyi de son serment. C'est ma dernière concession. Maintenant ils veulent que j'abdique! Ce sont des lâches qui m'abandonnent. Mais je n'abdiquerai pas! Je n'en ai pas le droit. Ce que ces messieurs feront de la parole qu'ils m'ont donnée, cela les regarde. Quant à moi, je ne renierai pas le serment que j'ai prêté.

Consterné de voir son gendre trahir son souverain, Jules Andrassy murmura :

— Est-il possible qu'il en soit arrivé là!

Tandis que Windischgraetz s'efforçait de démontrer que cette révolution hongroise était tout artificielle et qu'il ne fallait pas lui céder :

— Je ne suis pas de votre avis, dit l'Empereur.

Et toujours indulgent, il ajouta :

— La révolution a débordé Karolyi.

Andrassy prit alors le téléphone, posé sur cette même table où jadis s'asseyait Napoléon, et sur laquelle, pendant ces quatre années de guerre, avaient été signés tant de papiers considérables :

— Es-tu fou de demander l'abdication du Roi! cria-t-il dans l'appareil, en s'adressant au comte

Batthyani, ministre de l'Intérieur du cabinet Karolyi et tout récemment encore ministre de la maison impériale. Batthyani lui répondit :

— S'il n'abdique pas, nous le chasserons comme un mauvais domestique...

La révolution en Hongrie, la révolution à Vienne, l'Empereur-Roi n'était plus en sécurité nulle part. Windischgraetz lui proposa de se retirer en Tyrol avec sa femme et ses enfants. Mais l'impératrice Zita, qui gardait tout son sang-froid, s'y opposa en disant :

— Nous devons montrer aux gens que nous restons là où est notre devoir de rester. Notre place n'est pas même ici, à Schönbrunn, elle est à Vienne. C'est là que nous devons aller et attendre les événements avec calme, sans plus nous occuper de rien.

A ce moment survint le chef d'état-major, général Arz. Sur le ton d'indifférence polie qui lui était habituel, il annonça que les négociations d'armistice venaient d'être entamées avec le haut commandement italien.

— Reste-t-il encore des troupes sûres? lui demanda le Roi.

Arz fit signe que non de la tête, et de son air fataliste il ajouta :

— Sire, il n'y a plus rien à faire. Maintenant, tout est perdu...

A quelques jours de là, les Viennois proclamaient la République. Les Magyars, à leur tour, exigeaient l'abdication du roi Charles. Le 12 novembre, cinq délégués se rendirent à Eckartsau pour présenter à Sa Majesté un message où le gouvernement provisoire lui déclarait sa résolution de changer la forme de l'État. Le Roi en écouta la lecture, debout, très pâle, des larmes dans les yeux.

— Messieurs, dit-il enfin, la Hongrie me hait donc bien?

— Non, Sire, mais elle entend assurer elle-même ses destinées.

Charles reprit avec mélancolie :

— Je n'ai rien pu réaliser de ce que je désirais si ardemment. Je voulais la paix, la prospérité, le bonheur de mes peuples, et j'ai dû continuer la guerre. J'ai vu la ruine, l'effondrement de tout... Me réserve-t-on le sort de Louis XVI et de Nicolas II? Ou va-t-on me jeter, comme un simple malfaiteur, à la porte de ma patrie?

Ensuite il ajouta :

— Dites au comte Karolyi que je reconnaîtrai, quelle qu'elle soit, la décision prise par la nation. Je ne veux pas être un obstacle au bonheur de mes peuples, si ma disparition doit assurer ce bonheur.

Quatre jours plus tard, le samedi 16 novembre, la République était proclamée à Budapest. Dans la matinée, la Chambre des députés et celle des magnats tenaient leur dernière séance. Elles furent lugubres. Peu de voix s'élevèrent pour jeter un timide adieu au régime déchu. Dans aucune des deux assemblées qu'il dominait de son autorité depuis plus de vingt ans, pas une parole de regret ne fut adressée à la mémoire de Tisza. Moins courageux que leur chef, la plupart de ses partisans s'étaient abstenus de paraître, redoutant peut-être son sort. Après quelques vagues discours, députés et magnats ramassèrent dans leurs pupitres et au vestiaire leurs papiers et leurs objets privés. Des fiacres qui attendaient dans la rue emportèrent tout cela...

L'après-midi, les Conseils provinciaux qui s'étaient substitués partout aux autorités régio-

nales, se rassemblaient dans le même parlement. Quarante mille personnes, avec drapeaux et bannières, étaient massées autour du bâtiment tout neuf, construit au bord du Danube, sur le modèle de Westminster, par ces architectes hongrois toujours bizarement passionnés d'un moyen âge sans raison. Officiers et soldats d'un côté, prêtres et pasteurs d'un autre, formaient deux groupes à part. Au-dessus de la foule muette, assez morne et sans couleur, un petit vent aigre agitait dans l'air mat et gris les bannières rouges et les drapeaux, où déjà les chrysanthèmes commençaient de se faner. Enfin, sous le porche gothique, apparut Michel Karolyi. Près de lui, Marton de Lovàszy, reconnaissable à sa haute stature, Bouza Barna, minuscule, Garami, l'abbé Hock, Iaszy, Diener Dénes, Szendé, le comte Batthyani, Böhm, Bokanyi, Bela Lindner, Kunfi, tous les principaux membres du Conseil National. Karolyi prit la parole, mais sa voix ne portait pas. Après le grand seigneur, Bokanyi, délégué des ouvriers, s'avança, pauvrement vêtu, son feutre mou dans la main droite, sa tête rude, aux épais cheveux encore noirs, à la forte moustache,

éclairée par un jour cru. D'une voix habituée à dominer les réunions publiques, il lança ce mot : « Citoyens... » A ce mot la foule fascinée fit un pas en avant, avec un « Ah! » sourd, quelque chose comme un gémissement de joie, et puis elle éclata en une clameur folle par où elle exprimait que son profond désir de liberté était rempli... Quand Bokanyi eut fini sa harangue, Karolyi, la main levée, jura le premier fidélité à la République populaire. Les autres ministres l'imitèrent. Puis des milliers de bras se tendirent dans le geste sacramentel, si souvent reproduit par nos estampes de la Révolution. Et pour achever la ressemblance avec des scènes qui jadis se sont déroulées chez nous, on vit, l'archiduc Joseph, l'homo regius, l'homme du roi, renonçant à tous ses titres et à son nom même de Habsbourg, venir jurer fidélité devant le Conseil National, entre les mains de l'abbé Hock.

CHAPITRE VII

LE TRIOMPHE DE KAROLYI

A Budapest, dans l'allégresse de l'indépendance reconquise, on oubliait le désastre militaire et l'on s'abandonnait aux illusions les plus folles sur le sort que les Alliés réservaient à la Hongrie. Au fond de l'esprit du plus simple des paysans magyars, il existe un fort sentiment qui lui représente sa nation, avec toutes ses races diverses, comme un corps indestructible, d'une vitalité supérieure à tous les coups du destin. Cela, c'est la patrie hongroise, un organisme vivant, bien lié dans toutes ses parties, dont rien ne saurait être distrait sans que tout le reste périsse. Que deviendrait la plaine sans le bois, le fer, le charbon des montagnes? Que deviendrait la montagne privée du blé et des fruits de la plaine?... Bien qu'assez illettré, ce peuple paysan se fait de son histoire une idée

infiniment plus vivante que n'en ont de la leur des peuples beaucoup plus instruits. Les chansons populaires, que tout le monde là-bas sait par cœur, représentent sans cesse aux imaginations le plus romantique passé, et grâce à elles s'est conservée une aspiration profonde à la liberté d'autrefois. Et voilà qu'après trois siècles, ce vieux rêve de l'indépendance se réalisait tout à coup! La Hongrie venait enfin de s'affranchir de l'Autriche. Comment se résigner à croire que, juste à ce moment si longtemps espéré, la couronne de Saint Étienne allait être disloquée?... On disait couramment : « C'est la crainte des Russes qui nous a jetés vers l'Allemagne. Ce danger, désormais, n'existe plus. Rien ne nous empêche maintenant de reprendre avec la France l'amitié de jadis. Si nous nous sommes tenus fermement aux côtés de nos Alliés, il ne faut voir là que la preuve de notre fidélité à la parole donnée. Mais nous avons toujours détesté les Allemands, et dans l'âme d'un paysan magyar il n'y a jamais eu, au contraire, la moindre haine pour les Français. Aujourd'hui, nous déposons les armes avant que nos forces soient détruites et notre terri-

toire envahi. De notre pleine volonté, nous cessons d'être des belligérants pour devenir des neutres. Aussi est-ce en égaux et non pas en vaincus que nous devons être traités. L'Entente a fait la guerre à une Hongrie du passé, asservie malgré elle à la politique germanique. Cette Hongrie-là est bien morte. Affranchie de l'Autriche et maîtresse de ses destinées, elle aspire à devenir un État démocratique, comme la France ou l'Angleterre. Que ces libres nations nous accueillent, et que l'Occident nous protège, nous qui pendant tant de siècles avons défendu l'Occident!... »

J'ai assez vécu là-bas pour me rendre compte que ces paroles étaient sincères, du moins à la campagne et dans la profonde masse paysanne. L'Allemand, autant que l'Autrichien, y est profondément détesté, et on les confond l'un et l'autre sous le même vocable, assez méprisant, de Német (1). Tout au contraire, la France a

(1) En parlant de ces Német, on dit couramment en Hongrie : « Avec du chien, on ne fait pas du lard! » Et Bismarck, voyageant dans la puszta, fut si frappé par le ton injurieux pour son pays d'une foule de chansons hongroises, qu'il désespéra, un moment, d'amener jamais les Magyars à s'entendre avec Berlin.

laissé dans les imaginations le souvenir des longues luttes menées jadis en commun. Elle plaît aussi aux paysans pour les idées libérales qu'elle a répandues dans le monde, et qu'eux-mêmes ont défendues, les armes à la main, en 1848. Mais s'il est juste de dire qu'au cœur d'un paysan hongrois, il n'y a jamais eu de sympathie pour l'Allemagne et de haine contre les Français, comment les journalistes et les politiciens, qui depuis cinquante ans soutenaient avec passion la politique allemande, osaient-ils se réclamer de ces sentiments populaires, et les fortifier encore en exprimant en pensées claires ce qui, dans la foule hongroise, demeurait à l'état confus? Comment pouvaient-ils oublier que depuis cinquante ans l'aristocratie, la finance, l'industrie, le commerce, tout ce qui comptait dans le pays s'était dévoué corps et âme à Berlin? Par quel aveuglement ne se disaient-ils pas que l'Entente même n'était plus libre, qu'elle avait pris des engagements envers d'autres États qui, dans des circonstances particulièrement difficiles, s'étaient rangés à ses côtés, et que l'heure était venue pour elle de tenir ses promesses? Enfin pou-

vaient-ils se flatter d'avoir créé l'unité sentimentale de leur pays, et fait de toutes les races qui l'habitent une nation unie par le cœur? Tous ces peuples divers étaient-ils aussi convaincus que les Magyars de l'indestructibilité de la Hongrie millénaire? Serbes, Roumains, Ruthènes et Slovaques n'allaient-ils pas réclamer pour eux-mêmes l'indépendance dont les Hongrois s'enthousiasmaient aujourd'hui, et profiter de la victoire pour s'émanciper à leur tour?

Évidemment, ces objections n'échappaient pas aux journalistes de Pest. Mais en se montrant tout à coup aussi follement ententophiles qu'ils étaient hier encore serviles à l'égard de Berlin, ils comptaient, j'imagine, faire illusion aux Alliés, et dans le cas contraire soulever contre l'Entente l'irrésistible rancune d'un immense espoir déçu. Quant à Michel Karolyi, à force de répéter à lui-même et aux autres qu'il était *persona grata* en Angleterre, en Amérique et en France, sans doute cet esprit vaniteux et puéril avait-il fini par le croire. Et c'est presque avec allégresse que ses compatriotes, échauffés par la presse et

leurs propres illusions, le virent partir pour Belgrade, où il allait discuter avec le général Franchet d'Espèrey les conditions de l'armistice.

Pour l'escorter dans ce voyage, il avait choisi des personnes dont le caractère, pensait-il, ne pouvait qu'impressionner d'une façon favorable un général républicain. Le socialiste Bokanyi et le capitaine Cszerniak, délégués du conseil des ouvriers et des soldats, devaient symboliser la nature pacifique et révolutionnaire de la nouvelle Hongrie. Oscar Iaszi représentait la bonne volonté du nouveau gouvernement envers les nationalités. Louis Hatvany était, pour ainsi dire, l'image de cet esprit européen dont se réclamaient les membres du Conseil National. Et Karolyi lui-même avait tenu à exprimer par un accoutrement d'une simplicité désinvolte (culotte de sport et veston) ses sentiments démocratiques. Quelques conseillers techniques accompagnaient la mission.

Le soir, en quittant leur hôtel pour se rendre à la maison où Franchet d'Espèrey les avait convoqués, ces messieurs étaient tellement per-

suadés de recevoir un bon accueil qu'ils pensaient être retenus à dîner. Détail bien révélateur : ils avaient tous en poche quelques cartes postales, pour les faire signer au dessert.

Or, l'entrevue ne fut pas le moins du monde ce qu'ils avaient espéré. On les introduisit dans une pièce qu'éclairaient médiocrement deux méchantes lampes à pétrole. Le général entra, en tenue de campagne, suivi de son chef d'état-major et d'un colonel serbe. Il salua les envoyés d'une légère inclination de la tête, et debout devant la cheminée, son premier mot fut pour dire :

— On y voit mal ici. C'est votre faute. Vous avez coupé l'électricité partout.

Karolyi lui présenta le ministre Iaszi et le baron Hatvany, puis le socialiste Bokanyi, et quand ce fut le tour de Cszerniak, délégué du soviet des soldats :

— Ah! fit le général, vous en êtes déjà là!

Karolyi lut ensuite un long mémorandum qu'il avait préparé, et dans lequel il exprimait les sentiments de la Hongrie nouvelle, née de la

Révolution d'octobre : « Pour la première fois, disait-il, notre patrie peut manifester devant l'Entente sa véritable volonté. Cette guerre a été l'œuvre de la monarchie austro-hongroise, féodale et autocratique, qui, d'accord avec le militarisme prussien, a mis l'Europe en feu. Le régime déchu avait paralysé les forces de tous ceux qui chez nous désapprouvaient la guerre et luttaient pour la démocratie et la liberté nationale. La Hongrie de Louis Kossuth était complètement bâillonnée. On n'y entendait plus que la voix des grands seigneurs inféodés à l'impérialisme germanique et adversaires déclarés des nationalités. La révolution populaire qui vient d'éclater à Budapest a changé tout cela. Aujourd'hui, nous paraissons devant vous, non comme les ministres du Roi mais comme les plénipotentiaires du peuple hongrois... (Pardon! du peuple magyar, interrompit le général.) Nous déclarons solennellement n'accepter aucune responsabilité pour les actes de la politique intérieure ou extérieure du régime disparu. Nous ne sommes pas des féodaux, nous sommes des démocrates qui allons réaliser dès demain le suffrage universel et distribuer la

terre à ceux qui la cultivent. Nous sommes des pacifiques, résolument hostiles à l'ancienne alliance allemande, et partisans enthousiastes de la Société des nations... Depuis le 1er novembre, nous avons cessé d'être pour vous des ennemis et nous sommes devenus des neutres... Aidez-nous. Obtenez des Polonais et des Tchéco-Slovaques qu'ils laissent passer le charbon qui nous est indispensable... Écartez de nous la violence, et si vous entrez en Hongrie, n'y laissez pénétrer que des Français, des Anglais, des Italiens ou des Américains, mais épargnez-nous la présence des troupes roumaines, tchèques ou serbes, et aussi de vos soldats coloniaux!... Enfin, mon général, nous vous prions de soutenir de votre prestige moral, dans sa lourde tâche, le gouvernement populaire hongrois qui se réclame d'un profond désir de paix, de ses sentiments démocratiques et du droit qu'ont les nations de disposer librement de leur destin. »

Toujours debout devant la cheminée, le général Franchet d'Espèrey répondit :

— Thököly, Rakoczi, Kossuth, ces grands héros de la Hongrie en lutte contre la Germanie,

ce sont des noms que tout Français prononce avec respect. A la nation qu'ils symbolisent, la France n'a jamais cessé d'accorder sa sympathie. Mais depuis 1867, la Hongrie s'est laissé duper par les Allemands. Elle est devenue la complice de leur rapacité. Et cette Hongrie-là, nous ne pouvons pas l'aimer. Elle subira le sort de l'Allemagne. Vous avez marché avec elle, vous devez être châtiés comme elle. Votre pays expiera et paiera. Et malheureusement, ce sont les humbles qui auront le plus à souffrir des misères de l'invasion, car il restera toujours aux riches la ressource de s'enfuir... Vous disiez tout à l'heure que vous parliez au nom du peuple hongrois. Vous ne représentez que la race magyare. Je connais votre histoire. Vous avez opprimé des gens qui n'étaient pas de votre sang. A l'heure qu'il est, vous avez contre vous les Tchèques, les Roumains, les Yougo-Slaves. Je tiens ces peuples dans ma main. Je n'ai qu'un signe à faire et vous serez détruits. Pensez-vous que la France puisse oublier de quelle manière vos journaux l'ont insultée?...

— Pas tous, interrompit Iaszi, les organes nationalistes seulement...

— Assez, assez, je sais ce que je dis ! continua le général... Vous arrivez trop tard. Il y quinze jours encore, la déclaration de votre neutralité aurait pu m'être de quelque utilité. Elle ne me sert plus de rien, maintenant que je suis à Belgrade. Je traite avec vous parce que le comte Michel Karolyi est à la tête de votre délégation. Nous avons appris, pendant la guerre, à le connaître comme un honnête homme. Dans la situation critique de la Hongrie, il est seul à pouvoir adoucir votre sort. Rangez-vous autour de lui.

Là-dessus, le général invita Karolyi et Iaszi à le suivre dans son cabinet. Il leur remit le texte de ses conditions d'armistice, et les laissant en tête-à-tête avec son chef d'État-major, son aide de camp et le colonel serbe, lui-même il s'en alla dîner.

L'armistice que le général avait rapidement établi, dès qu'il avait connu l'intention des Hongrois de négocier avec lui, avait à ses yeux pour objet de mettre tout de suite hors de cause l'armée de Mackensen qui occupait toujours la

Roumanie et la Transylvanie, et de donner aux Alliés la libre disposition des chemins de fer hongrois pour amener ses divisions à Budapest et à Vienne, et s'il le fallait, à Berlin. Cette convention, élaborée avec l'état-major serbe, précisait nettement les territoires qui devaient être occupés par les soldats du roi Pierre, et prévoyait les quantités de matériel, de vivres et de bétail à livrer à la Serbie. Mais, en ce qui touchait les Roumains, le texte arrêté à Belgrade ne pouvait pas les satisfaire. Par une singulière conception du rôle d'un général en chef, notre gouvernement n'avait pas mis le commandant des armées d'Orient au courant du traité passé en 1916 entre la France et Bucarest. Aussi la ligne tracée par Franchet d'Espèrey ne modifiait-elle qu'assez peu la frontière existante — ce qui allait soulever aussitôt les protestations des Roumains pressés d'entrer en possession de la Transylvanie. Enfin, du côté tchéco-slovaque, le général, ignorant tout des intentions de l'Entente, n'avait rien déterminé.

Ces insuffisances d'ailleurs auraient été négligeables si, comme le pensait le général, l'armis-

tice n'avait été qu'une mesure tout à fait provisoire, destinée à faciliter un nouveau bond de ses armées. Mais le Conseil Suprême donna l'ordre aux troupes alliées de ne pas franchir le Danube. La convention de Belgrade se trouva régler en fait, pendant des mois et des mois, la situation respective des Magyars et de leurs voisins, et ses défauts apparurent quand il fallut adapter ce règlement militaire à des circonstances pour lesquelles il n'avait pas été conçu.

Si bénignes qu'elles fussent, ces conditions qui laissaient presque intact le territoire de la Hongrie, semblèrent tout à fait excessives aux délégués magyars. « Nous serons pendus, disaient-ils, si nous acceptons ces clauses ! » Et ils revinrent à Budapest avec le sentiment qu'ils avaient été reçus, pour employer l'expression de Louis Hatvany, non pas comme les représentants d'une nation civilisée, mais comme les envoyés d'une tribu nègre d'Afrique.

Malgré les paroles aimables que lui avait personnellement adressées Franchet d'Espèrey, le coup était dur pour Karolyi. Il essaya de sauver la face en disant qu'il ne fallait pas

s'étonner outre mesure du manque d'égards d'un Franchet, car c'était un Breton, c'est-à-dire qu'il appartenait à une « sous-race » de la France — ce qui, à tout prendre, était une assez ingénieuse défaite pour des gens habitués à établir entre les races qui peuplaient leur pays une sévère hiérarchie. Il fit accepter l'armistice, en jetant dans l'opinion l'idée qu'en vertu des principes du président Wilson, les conditions définitives de la paix seraient moins sévères. Et déjà dans ses propos commençait d'apparaître une pensée qui devait bientôt s'imposer à son esprit : « Avec un peu de bolchévisme, nous nous en tirerons toujours. »

Une nouvelle désillusion suivit presque aussitôt la déconvenue de Belgrade. Pendant des siècles, ce qu'on appelle le problème des Nationalités n'exista pas en Hongrie. C'était un peuple guerrier, où l'homme qui se battait bien, à quelque race qu'il appartînt, obtenait une terre, un titre, qui le faisaient entrer de plein droit dans la noblesse. Beaucoup des plus grandes familles hongroises sont d'origine slave ou romaine, voire turque, comme celle des Banffi. Mais vers 1830, l'effervescence d'une époque révolution-

naire, le développement des pensées et des littératures nationales, et surtout la politique de Vienne qui trouvait son intérêt à opposer les unes aux autres les diverses races de l'empire, suscitèrent des inimitiés qui s'ignoraient autrefois, et dont l'effet se fit sentir en 1848. Les Croates de Jelacsic, les bandes serbes de Kara Georgevitch et les paysans roumains soulevés aidèrent puissamment l'Autriche à réprimer l'effort de la Hongrie pour conquérir l'indépendance. En dépit de ses ressentiments, la génération libérale des Kossuth, des Széchényi, des Deak, se garda de toute violence, et prit pour règle de conduite que la Hongrie ne pouvait vivre sans le bon accord de ses peuples. Mais la génération qui suivit montra beaucoup moins de sagesse. Chose bien inattendue (mais les Juifs ne connaissent que l'excès!), sous l'influence de la presse sémitique, on vit se développer en Hongrie un nationalisme outrancier, qui suscita la zizanie entre des populations habituées depuis très longtemps à vivre en assez bonne harmonie. Et sans doute, ce chauvinisme magyar n'eut jamais rien de la brutalité qui déshonora, par exemple, le régime prussien en

Pologne. Jamais en Hongrie, on n'a fouetté un enfant serbe ou roumain, coupable d'avoir fait sa prière dans sa langue maternelle! Ce fut plutôt une explosion de vanité puérile, qui se traduisit surtout en bavardages de café, en articles de journaux et en manifestations oratoires. Cependant, si le mot d'oppression est trop fort pour caractériser l'attitude des Magyars envers leurs Nationalités, il faut pourtant reconnaître qu'ils ne les traitaient pas en égales. Ils ne firent rien, ou presque rien, pour leur développement matériel, intellectuel et moral. Une superbe indifférence, ce fut leur maladresse et leur faute. Comme disait pittoresquement quelqu'un : les populations non magyares ne voyageaient pas à pied, on les mettait en troisième classe.

La Hongrie, qui s'était leurrée sur les intention des Alliés, avait mis aussi trop d'espoir dans le loyalisme de ces peuples qu'elle avait tant négligés. L'autonomie dans le cadre de l'État hongrois, qu'on leur promettait aujourd'hui, ne les satisfaisait plus. Au lendemain même de l'armistice, les Roumains de Transylvanie avaient formé un Comité National et réclamaient leur complète indépendance. Oscar Iaszi s'em-

presse de se rendre à Arad, pour conférer avec les délégués roumains. Mais c'est en vain qu'il veut les persuader de rester fidèles à la Hongrie et de former avec elle une sorte de Suisse orientale. Les autres ne veulent rien entendre. Alors il fait jouer lui aussi la menace du bolchévisme : « Prenez garde, leur dit-il. La paix n'est plus désormais dans la main des Foch et autres généraux de l'Entente qui, comme nous venons de le voir à Belgrade, ne sont en rien différents des Hindenburg et des Lüdendorff. La paix sera l'œuvre de la République européenne des soviets. Les promesses que certaines Puissances ont faites aux impérialismes tchèque et autres, cette République n'en tiendra aucun compte. Moscou vient d'accréditer comme représentant à Budapest le camarade Rakowski. Ce sont des hommes comme lui qui dicteront la paix et non les impérialistes... »

Dans ces paroles de Iaszi, quelle part convenait-il de faire à la feinte diplomatique et à la sincérité? Personnellement, ce bourgeois radical répugnait au communisme; mais dans la débâcle de ses illusions sur l'Entente et sur le loyalisme des Nationalités (ce qu'on

voyait en Transylvanie se passait en même temps chez le Ruthènes, les Slovaques et les Serbes), lui aussi entrevoyait, comme un vague et dernier espoir, un tel bouleversement social de l'Europe tout entière qu'il n'y aurait bientôt plus ni vainqueurs ni vaincus (1).

En attendant, un peu partout, des jacqueries éclataient dans la campagne, comme chez nous en quatre-vingt-treize. Les paysans, prenant à la lettre le mot de république, si étranger à leur pensée, et qui signifie « société commune » en hongrois, s'appropriaient les terres, pillaient ou brûlaient les châteaux; et les rancunes entre gens de races différentes ajoutaient au tragique de ces haines sociales. Il y avait aussi dans les villages les vieux comptes à régler avec les Juifs et les notaires! Assommer le Juif et se venger du notaire, ç'avait été, pendant quatre ans, entre l'arrière et le front, une des

(1) Une seule nationalité s'est tenue toujours fermement aux côtés des Magyars : les Allemands de Hongrie, nombreux surtout à Budapest et dans l'ouest du pays. Ils se déclarèrent toujours attachés à l'unité hongroise, et même ils reprochèrent comme une trahison aux Saxons de Transylvanie d'avoir formé un Conseil national et de s'être réclamés des principes de Wilson.

grandes questions agitées dans les conversations et les lettres. On l'avait trop vu à l'œuvre le gros Juif de Budapest, ou d'ailleurs, embusqué dans l'Intendance, parcourir le pays sous un bel uniforme, pour faire les achats de l'armée! Et l'on ne pardonnait pas non plus aux petits Juifs campagnards leurs fortunes si rapidement acquises par des procédés mystérieux, dont l'astuce échappait à la simple rouerie paysanne. Quant aux notaires qui, en Hongrie, jouent à peu près, dans les villages, le même rôle que les maires chez nous, c'étaient eux qui pendant la guerre faisaient les réquisitions. Or, en tout lieu du monde, aux yeux d'un paysan, une réquisition, c'est toujours une injustice. Et il faut avoir vécu dans la campagne hongroise, pour se représenter la fureur d'un Magyar, qui par le zèle d'un notaire ou la rapacité d'un Juif connaît cette humiliation : ne plus atteler qu'un seul cheval, au lieu de deux à sa charrette!... La gendarmerie provinciale, hier encore considérable et fortement organisée, comme il était naturel dans un pays toujours menacé de quelque agitation nationale, avait été dissoute. Juifs et notaires passaient de tristes quarts

d'heure. Toute la campagne était livrée à ses tragédies locales.

A Budapest, plus de charbon, plus de bois. Les mines et les forêts se trouvaient aux mains des Tchèques, des Roumains et des Serbes, qui arrêtaient tout trafic. L'une après l'autre, les usines de la banlieue se fermaient, jetant sur le pavé des milliers de sans-travail. L'éclairage et le chauffage manquaient : double tristesse, double misère dans ce dur hiver d'Europe centrale. La famine aussi menaçait, car faute de combustible, il arrivait tout juste un train par jour dans la ville.

Pendant ce temps, au mépris de l'armistice, sur toutes les frontières, les troupes tchèques, serbes et roumaines s'avançaient en territoire hongrois, appelées par leurs frères de sang ou s'imposant par la force. Pour résister à l'invasion, il n'y avait qu'une ombre d'armée. Karolyi en arrivant au pouvoir avait donné l'ordre de déposer les armes sur tous les fronts. Son ministre de la Guerre, le colonel Lindner, soldat brave mais aigri par quatre ans de campagne, déclarait aux officiers rassemblés pour jurer fidélité au nouveau gouvernement : « Nous

avons cru que l'idéal pour lequel nous nous sommes battus méritait les sacrifices que nous avons faits. Moi, votre ministre responsable, je déclare que cet idéal était faux. Une vie nouvelle victorieuse naît sous l'étoile du pacifisme. Je ne veux plus voir un soldat! » Aussitôt, tous les hommes qui avaient un emploi quelque part, un petit bien à la campagne, ou simplement une famille qu'ils n'avaient pas vue depuis longtemps, s'étaient empressés d'obéir à cet étonnant colonel, laissant là leurs régiments, où bientôt il ne resta plus que de pauvres diables, sans feu ni lieu, et qui trouvaient commode de toucher une paye et d'être nourris sans rien faire.

Effrayé du pacifisme excessif de son ministre de la Guerre, Karolyi l'avait destitué. Mais subissant lui-même les influences destructrices qui agissaient autour de lui, il prenait des résolutions, pour le moins aussi étranges. Quelques troupes rentraient du front en bon ordre, avec leurs officiers et leurs armes, après avoir franchi sans encombre les barrages d'Allemands, de Slovènes et de Ruthènes, qui détroussaient les isolés au passage. A leur arrivée à Budapest,

Karolyi les désarmait. Bien plus, il demandait par écrit aux corps d'armée de Lemberg, de Cracovie, de Gratz, d'enlever son fusil à tout soldat hongrois se dirigeant vers son pays — en sorte qu'il perdait à la fois effectif et matériel, laissant la Hongrie sans défense contre les entreprises de ses impatients voisins.

Pour faire respecter l'armistice, il y avait bien à Budapest une mission militaire interalliée. L'officier français qui la présidait, le lieutenant-colonel Vix, s'efforçait de son mieux de maintenir les adversaires sur la ligne fixée par Franchet d'Espèrey. Mais les Tchèques avaient obtenu du Conseil suprême l'autorisation d'occuper la Slovaquie et de s'avancer sur le Danube à moins de cent kilomètres de Pest. Et cette atteinte à l'accord, qu'il était chargé d'appliquer, rendait fort délicate la situation du colonel à l'égard des Hongrois, quand il leur reprochait à son tour quelque infraction aux dix-sept points de la Convention de Belgrade. Les Roumains, aussi pressés que les Tchèques d'occuper les territoires que leur attribuait le traité de 1916, s'avançaient en Transylvanie, cherchant à se procurer sur place les vivres, le bétail et le

matériel de toute sorte, dont ils avaient grand besoin après le sac de leur pays par les armées de Mackensen. Très impartialement, le chef de la mission militaire infligeait aux Hongrois, lorsqu'ils se trouvaient dans leur tort, des amendes en cartouches, qu'on envoyait aux Polonais; il expédiait note sur note aux Serbes, aux Tchèques, aux Roumains, s'il apprenait qu'ils s'étaient avancés au delà des limites prescrites. Mais ceux-ci répondaient par d'autres notes où ils prouvaient leur innocence. Et que pouvaient tous ces papiers contre la poussée irrésistible de soldats victorieux, avides de réaliser leur conquête?...

Autour de Karolyi, l'accord précaire des partis, qui avait fait, il y avait deux mois à peine, le succès de la révolution d'octobre, n'était déjà plus qu'un souvenir. Entre les ministres bourgeois et les ministres socialistes tout était matière à querelle. Dans cette Hongrie féodale, où les trois quarts du sol appartiennent à quelques centaines de grands seigneurs terriens, tout le monde s'entendait sur la nécessité d'une réforme agraire; mais tandis que les ministres bourgeois auraient voulu créer, comme en France, une

classe de petits propriétaires conservateurs, les ministres socialistes prétendaient remettre l'exploitation des grands domaines aux mains des associations paysannes... Les ministres bourgeois soutenaient ouvertement quelques régiments d'officiers qui s'étaient constitués d'eux-mêmes pour remplacer la police et la gendarmerie absentes; mais les ministres socialistes, cédant aux exigences des soldats organisés en soviets, demandaient leur dissolution... Les ministres bourgeois réclamaient des mesures sévères contre le bolchévisme naissant, que favorisaient la misère et la propagande des premiers prisonniers revenus de Russie; mais les ministres socialistes refusaient d'entrer en conflit avec des gens dont ils partageaient l'idéal, s'ils différaient encore avec eux sur les moyens de le réaliser, et surtout parce qu'ils s'appuyaient sur la menace du communisme pour essayer d'imposer leur programme de transformation sociale.

En tout pays, une bourgeoisie sans armée ni police est une classe impuissante. Elle l'était particulièrement en Hongrie, où elle ne forme dans la nation qu'une infime minorité, en majeure

partie juive, et qui est bien loin d'avoir les instincts de résistance propres à nos bourgeoisies d'Occident. Les socialistes, au contraire, groupés dans leurs syndicats au nombre de deux cent mille environ, représentaient à Budapest la seule force qui subsistât dans la désorganisation générale. Et par sympathie naturelle Karolyi était entraîné vers eux. Il donne l'ordre de dissoudre les régiments d'officiers; il reconnaît le bolchévisme comme un parti politique, et déclare que personne ne pourra être poursuivi pour ses opinions communistes; il se rallie au projet de socialisation du sol, des banques et des grandes industries; bref, tour à tour il abandonne son ministre de la Guerre, son ministre de l'Agriculture, son ministre de l'Intérieur; et à ceux qui lui reprochaient de tout céder aux socialistes, il répondait par ce mot de chauffeur affolé de vitesse : « Je suis monté dans un train rapide. Que ceux qui ne veulent pas me suivre à cette allure descendent. »

Les ministres bourgeois descendirent. Pour former un nouveau gouvernement et mettre au-dessus des partis l'homme qui restait toujours le symbole de la révolution d'octobre, le Con-

seil National s'empressa de nommer le comte Michel Karolyi président de la République Provisoire, sans même attendre la réunion d'une Assemblée constituante, que le trouble du pays ne permettait pas d'élire. Karolyi remplaça les bourgeois démissionnaires par des ministres socialistes. Lui-même, il alla s'installer dans le palais de Bude à la place du Roi. Ses rêves d'enfant étaient comblés.

CHAPITRE VIII

BELA KUN

La tête ronde, complètement rasée, de vastes oreilles pointues, les yeux gros et saillants, le nez court, les lèvres énormes, une bouche largement fendue, pas de menton, l'air d'un lézard : tel apparaît Bela Kun. Au moral, un petit employé juif, débrouillard et rusé, comme on en voit des milliers à Budapest.

C'était, avant la guerre, un journaliste obscur qu'on avait vu passer, çà et là, dans les salles de rédaction, faisant d'infimes reportages, et qui avait un jour disparu. On le retrouve en province, à Kolöszvar, dans les fonctions de secrétaire d'une mutualité ouvrière. Accusé d'avoir détourné une petite somme de la caisse, ses camarades l'avaient chassé de ce poste de confiance, et on allait instruire son procès lorsque la guerre éclata. Avec son régiment il

partit pour les Karpathes, où il fut fait prisonnier au cours de l'année 1916. On l'envoya en Sibérie, au camp de détention de Tomsk. Il y apprit le russe, et quelque temps après la révolution de Kerensky, il se lia d'amitié avec le fameux propagandiste Radek, de son vrai nom Zobelsohn, aujourd'hui gros personnage du ministère des Affaires étrangères à Moscou, et qui alors était chargé de la propagande bolchéviste parmi les prisonniers. Bela Kun fonda avec lui et un autre Juif (qui se faisait appeler Ernest Por) une revue hebdomadaire, *le Socialiste international,* rédigée en hongrois, et pour laquelle ils recevaient à titre de subvention une somme de 20 000 roubles. Un peu plus tard, quand les armées allemandes, pénétrant profondément en Russie, parurent mettre en péril le gouvernement des soviets, Kun proposa de former avec des prisonniers un bataillon international, pour l'organisation duquel il toucha encore 30 000 roubles. Trente volontaires seulement répondirent à son appel : vingt-deux décampèrent sitôt qu'ils eurent en poche leur prime de 150 roubles. Avec les huit hommes qui restaient, Bela Kun et Ernest Por marchè-

rent à la frontière, mais au bout de trois jours ils rentraient à Petrograd.

Là, Bela Kun devint rapidement un des familiers de Lénine. On le voit, en 1918, fonder à Moscou le congrès des prisonniers de guerre, et toucher 46000 roubles pour payer les frais généraux. Mais sans doute, une fois encore, ses comptes ne furent pas très corrects, car en pleine séance les camarades le traitèrent d'escroc.

C'est à ce congrès que fut votée la création d'un cours d'agitateurs. Ce cours durait quatre semaines; chaque auditeur recevait 50 roubles par jour et sa nourriture en plus. Bela Kun et Perlstein mirent la haute main sur cet enseignement d'une importance capitale dans la pensée de Lénine. Successivement, ils fondèrent un groupe hongrois, un groupe roumain avec Pascariu à sa tête, un groupe français avec le capitaine Sadoul, un groupe tchèque, un groupe allemand, un groupe finnois, etc., auxquels Bela Kun remettait 60 000 roubles de subvention pour chacun. En même temps il s'occupait de la Fédération des troupes communistes étrangères, dont il était le président, et qui avait pour but le racolage des soldats.

Je ne sais s'il faut attribuer la réussite de Bela Kun à ses talents d'orateur (qui étaient fort médiocres) ou seulement au désir qu'avaient de pauvres diables de s'assurer, dans leur misère, des conditions de vie un peu plus favorables, le certain c'est que les Magyars furent de tous les prisonniers ceux qui entrèrent le plus volontiers au service de l'armée rouge. On raconte même que plusieurs fois, dans des circonstances critiques, les bolchévistes hongrois sauvèrent le régime des soviets.

Quelques semaines après la révolution de Karolyi, Bela Kun, sous le nom de Major Sebestyen, rentrait à Budapest, avec un groupe de médecins et d'infirmiers. Il avait reçu, à son départ, une somme de 300 000 roubles, pour commencer l'agitation communiste en Hongrie. La Croix-Rouge russe de Vienne devait lui fournir de l'argent au fur et à mesure de ses besoins. De son aveu, c'est douze millions de roubles qu'il toucha, de novembre 1918 à mars 1919, où s'établit en Hongrie la dictature du prolétariat.

Il eut d'abord peu de succès. Son journal *Vörös Ujsag* — le Journal rouge — effrayait

moins les gens paisibles qu'il ne les amusait par des violences du genre de celle-ci : « Il ne suffit pas de tuer les bourgeois, il faut encore les mettre en pièces. » Les réunions strictement privées, où il exposait les méthodes de la révolution russe, n'attiraient que quelques intellectuels, étudiants et étudiantes, israélites pour la plupart. Les syndicats ouvriers lui étaient franchement hostiles. Et même parmi les soldats, où le régime des Conseils et des « hommes de confiance » s'était déjà substitué à l'ancienne hiérarchie, il était mal accueilli, comme le prouve l'échauffourée du 1er janvier 1919.

Ce jour-là, à la tête d'une bande d'environ six cents individus, composée de sans-travail, de démobilisés, de forçats en rupture de ban et de prisonniers russes, il envahit la cour d'une caserne et harangue les hommes, qui s'étaient mis curieusement aux fenêtres. D'une chambrée partit un coup de feu. Ce fut aussitôt le signal d'une assez vive fusillade entre soldats et communistes. Bela Kun abandonna la place et se rendit alors dans une autre caserne, où son échec fut plus piteux encore. Les soldats l'enfermèrent dans le poste de police. Vainement,

pour le délivrer, ses partisans essayèrent de forcer l'entrée de la caserne. Il ne fut remis en liberté que sur l'intervention de son coreligionnaire, le docteur Joseph Pogany.

Ce Pogany, qui s'attribuait le titre de président des soviets de soldats, était le même personnage qui, le soir du 30 octobre, avait pris la tête de la petite troupe qui assassina le comte Tisza. C'était le fils du laveur de cadavres d'une synagogue de Pest. Il avait suivi les cours de l'Université et reçu le grade de docteur — ce qui ne laissait pas de surprendre, quand on voyait ses allures de boucher et sa figure brutale, où deux yeux mal éveillés avaient peine à se faire jour dans la graisse. Féru de succès dramatiques, il était l'auteur d'une pièce, refusée d'ailleurs partout, intitulée *Napoléon,* dans laquelle il montrait un Empereur pacifiste, nourrissant dans son cœur des rêves idylliques de vie à la campagne, mais toujours contraint à la guerre par une fatalité malheureuse. Pareil à ces cabotins qui, pour avoir un jour tenu sur les planches d'un théâtre le rôle du Petit Caporal, continuent dans la vie à se croire l'Empereur, le docteur Joseph Pogany, la main gauche

dans son gilet et la droite derrière le dos, l'œil plissé comme s'il regardait au loin dans une lunette imaginaire les charges d'Austerlitz, posait à l'homme légendaire, et dans les salles de rédaction ses camarades juifs se montraient, en riant, ce Napoléon de ghetto.

Lorsque éclata la guerre, il se débrouilla comme il put pour être exempté du service (ce fanatique du dieu des combats, n'aimant dans l'Empereur qu'un petit bourgeois débonnaire). Il collaborait alors au journal socialiste *Nepszava (la Voix du Peuple)*. Chaque grand quotidien de Budapest était autorisé par le ministre de la Guerre à conserver les rédacteurs estimés indispensables. Mais le directeur du *Nepszava* ne jugea pas indispensables les services de Pogany, qui se rabattit sur une feuille d'allure bourgeoise et modérée. Grâce au comte Tisza, il obtint l'autorisation de rester au journal *Az Est (le Soir)*. Durant toute la guerre, il se distingua par l'ardeur de son patriotisme verbeux et sa servilité envers le moindre sous-lieutenant, toutes les fois que d'aventure il allait faire un reportage sur le front. Ses camarades se souviennent encore d'un certain toast qu'il pro-

nonça lors du passage à Budapest du général Böhm Ermoli, exécré des Hongrois qui l'accusaient de les choisir toujours, de préférence aux Autrichiens, pour les envoyer à la mort. Aucun journaliste de Pest n'ayant voulu prononcer un discours en son honneur, ce fut Pogany qui s'en chargea.

Au moment de la débâcle, il se trouva aussi à l'aise pour insulter les officiers qu'il était empressé naguère à les couvrir de louanges. Le même instinct bizarre qui le poussait à faire de sa personne une caricature abjecte de Napoléon, l'entraînait invinciblement vers les gens et les choses de l'armée. C'est pour plaire aux soldats, en satisfaisant leurs rancunes contre l'ancien premier ministre, qu'il prit sur lui d'assassiner Tisza, avec le même zèle qu'il célébrait Böhm Ermoli. Ce crime lui avait valu une sorte de prestige ignoble ; et le gouvernement de Karolyi lui témoignait à la fois de la reconnaissance et du dégoût, pour l'avoir délivré de son plus redoutable adversaire.

Quinze jours après l'affaire manquée de la caserne Marie-Thérèse, Bela Kun remporta son premier grand succès dans le centre minier de

Salgotaryan, à la lisière des Karpathes, où il avait des parents. La population ouvrière, excitée par ses harangues, pilla la ville pendant trois jours. De retour à Budapest, il entraîne sa petite troupe de sans-travail et de démobilisés à l'assaut des imprimeries de deux journaux bourgeois. Ici encore succès complet : toutes les machines sont cassées.

Karolyi demanda alors au chef de la mission militaire de faire venir à Budapest quelques régiments français, pour maintenir l'ordre dans la ville. Le lieutenant-colonel Vix, qui avait reçu récemment une pierre dans sa voiture, lui répondit en l'invitant à arrêter Bela Kun. « Rendez-nous le service de l'arrêter vous-même », répliqua le comte Karolyi. A quoi le colonel objecta qu'il n'était pas chargé de la police de la ville. Mais à quelques jours de là, l'occasion s'offrit au Président de la République hongroise de faire l'acte d'énergie devant lequel il hésitait.

Au sortir d'une de leurs réunions, les sans-travail s'étant portés à l'attaque de la *Nepszava*, l'organe des social-démocrates, il fit marcher la police, avec l'appui de Garami, ministre du

Commerce et directeur du journal. Ce fut un vrai combat. Huit agents tués, d'autres blessés. Bela Kun eut beau protester qu'il n'était pour rien dans la bagarre, et que toute la responsabilité en retombait sur le chef du syndicat des sans-travail, il n'en fut pas moins emprisonné, et si rudement passé à tabac par les agents de police désireux de venger leurs camarades, qu'on dut le mener à l'hôpital. Le lendemain, plusieurs milliers d'ouvriers, portant à leurs chapeaux et sur leurs bannières corporatives des numéros du journal outragé, organisèrent une manifestation en masse contre les communistes, qu'ils traitaient de déments et de voyous irresponsables. Mais dans la presse israélite on représentait Bela Kun comme un martyr, un nouveau Christ; et au Gouvernement même, deux ministres juifs bolchévisants prenaient énergiquement la défense de leur coreligionnaire brutalisé par la police. Ainsi voit-on, tous les jours, sur la frontière galicienne, un Juif de Hongrie, apercevant entre les mains des gendarmes quelqu'un de ses frères de Pologne arrivé sans papiers, voler à son secours et le tirer d'affaire avec ce pieux mensonge : « Je le

connais, c'est mon parent, c'est mon hôte. Lâchez-le, je le recevrai chez moi. »

L'un de ces ministres bolchévistes était le ministre de la Guerre, Guillaume Böhm, ancien représentant d'une fabrique de machines à coudre et l'un des principaux chefs du syndicat des métallurgistes; l'autre, Sigismond Kunfi, ministre de l'Instruction publique. Le docteur Sigismond Kunfi, de son vrai nom Kunstädter, avait abjuré le judaïsme pour la religion protestante, plus propre à favoriser sa carrière universitaire. Il enseigna quelques années au lycée de Temesvar; mais ayant adhéré au parti socialiste, il fut mis en demeure par le comte Apponyi, ministre de l'Instruction publique, de choisir entre l'Université et ses idées politiques. Avec éclat il donna sa démission et vint à Budapest grossir le nombre des journalistes juifs qui pullulent dans la ville. Sa culture et son esprit l'élevaient fort au-dessus de ce médiocre milieu. Mais la crainte maladive de paraître enlisé dans les petites opinions bourgeoises où il avait été élevé, le poussait vers les opinions extrêmes. La seule pensée de se sentir en arrière d'un homme ou d'une idée lui était

insupportable, et ses yeux qui louchaient dans une figure qui d'ailleurs ne manquait pas de finesse, semblaient toujours épier de deux côtés à la fois si quelqu'un ou quelque chose ne l'avait pas dépassé. Avec cela très jouisseur, et de tous les ministres celui qui se carrait dans son automobile avec le plus de fatuité désinvolte.

Böhm et Kunfi allèrent dans la maison d'arrêt visiter Bela Kun et les autres chefs communistes incarcérés, Laszlo, Korvin-Klein, Rabinovitz, etc., israélites eux aussi. Ils firent nommer des camarades à la direction de la prison, en sorte que les détenus s'y trouvaient en fait les maîtres, pouvaient librement communiquer avec leurs amis du dehors, et prenaient, dans leurs soi-disant cachots, cet air de héros malheureux, qui plaît toujours beaucoup à l'imagination populaire. Les imprimeurs, les typographes, le syndicat des cheminots et celui des métallurgistes, deux mille ouvriers qui travaillaient aux usines de munitions de Csepel, dans la banlieue de Pest, s'organisaient en soviets. Dans les casernes, Joseph Pogany continuait sa propagande, chassait du bâtiment

où ils étaient logés, les officiers de troupe, et décidait qu'à l'avenir les régiments choisiraient leurs chefs. On voyait des soldats déambuler en grand nombre avec des rubans rouges, une tête de mort à leur casquette. D'immenses cortèges de chômeurs parcouraient la ville en chantant des hymnes révolutionnaires. On distribuait ouvertement dans les rues et les tramways des brochures communistes. Les étudiants antisémites étaient expulsés de la salle où ils tenaient leur séance, et contraints de défiler entre deux rangs de matelots qui giflaient au passage ceux qui ne se découvraient pas. Enfin, pour contre-balancer l'arrestation de Bela Kun et de ses compagnons, le Gouvernement donnait l'ordre d'opérer des perquisitions chez tous les gens suspects d'esprit contre-révolutionnaire, et faisait jeter en prison un général et un évêque.

Pendant ce temps, les troupes roumaines, serbes, tchéco-slovaques, pénétraient toujours plus avant sur le territoire hongrois. Karolyi représentait vivement au lieutenant-colonel Vix que si cette invasion continuait, elle rendrait inévitable le triomphe du bolchévisme, en

jetant les patriotes magyars aux solutions désespérées. Mais au lieu d'envoyer des régiments à Budapest et d'y rétablir le calme, l'état-major français de Belgrade faisait rentrer de Bude, où il était caserné, le détachement des spahis marocains, venu il y avait quelques semaines pour arrêter Mackensen. Et presque en même temps, Vix recevait l'ordre de communiquer au Président de la République hongroise une note du Conseil Suprême autorisant les Roumains à s'avancer d'environ cent kilomètres en Hongrie (1).

Sans aller jusqu'à penser que cette décision de l'Entente pût déchaîner le bolchévisme, le colonel sentait bien qu'elle était inopportune. Il hésitait à la transmettre, essayait de gagner du temps, parlementait avec Belgrade et demandait, à tout le moins, que l'on confiât à un autre qu'à lui le soin de faire connaître aux Hongrois une modification si profonde du texte dont il était chargé d'assurer l'exécution. En attendant, ses paroles dilatoires ne donnaient

(1) La note créait en outre une vaste bande neutre, large de 40 milles, et de 166 milles en longueur, où il était interdit aux soldats roumains et hongrois de pénétrer.

guère de réconfort au Président de la République hongroise. Karolyi en était réduit à épier dans le ciel, du haut de son palais de Bude, les signes annonciateurs d'un cataclysme universel, où la Hongrie pourrait trouver quelque chance de salut. Un jeune Juif qu'il avait envoyé à Berne en mission, entretenait dans son imagination cette sorte d'espoir messianique. Il s'appelait Kéri, de son vrai nom Krammer. Ce n'était pas une vieille perruque dans le genre de Diener Dénes, ni comme Pogany, un grotesque méchant. C'était le type, si commun en Israël, du faux talent qui aveugle comme l'entrée d'un cinéma. Un de ses compagnons de jeunesse, qui subit longtemps son prestige, m'a rapporté sur lui quelques traits assez frappants. Comme ses origines lui semblaient trop peu reluisantes (Juif et fils d'un marchand de graisse et d'huile) Kéri faisait circuler la fable que sa grand'mère avait été la maîtresse de Petöfi, le grand poète magyar, tombé à Segesvar dans la guerre de l'Indépendance, et qu'il avait du sang de ce héros dans les veines. Il se vantait aussi, par un baroque point d'honneur, d'avoir des vices monstrueux ou des perversités dégra-

dantes. Et d'ailleurs ce n'était pas là imagination toute pure. Il ne pouvait approcher, parait-il, une femme jolie, ou seulement bien habillée, sans essayer de la salir ou de cracher dessus. A ses yeux le besoin d'argent justifiait les pires bassesses. Il empruntait à tout le monde, à des gens qu'il connaissait depuis cinq minutes à peine, à tous les garçons de café et de salles de rédaction. Au reste assez cultivé, avec un goût du romanesque qui lui avait fait choisir, pour se loger, les restes d'un vieux cloître perdu dans l'île Marguerite, un des endroits les plus plaisants de Pest, sur lequel flotte le souvenir de la sainte reine de Hongrie. Une nonchalance souveraine lui paraissait une élégance indispensable de l'esprit, et l'un de ses bonheurs, c'était de jeter dans l'angoisse le directeur de son journal par les retards qu'il mettait à lui envoyer sa copie. L'insolence du ton et la satisfaction de contredire et de déplaire complétaient cette physionomie de littérateur dandy vers laquelle il s'évertuait. On le voyait, par exemple, élever l'Allemagne aux nues, mais si son interlocuteur avait la fâcheuse idée d'entrer dans son

opinion, changeant aussitôt de point de vue, il dépeignait une Teutonie qui n'était que platitude, balourdise et brutalité. Tantôt il traînait dans la boue l'aristocratie magyare, tantôt il célébrait en elle une élégance raffinée, qui conservait, disait-il, dans le monde, des germes de pourriture précieux. Et dans tous ces bavardages — qu'il écrivît ou qu'il parlât — il apportait un curieux don de grossir, de déformer, de passionner toute chose au gré de la fantaisie la plus insincère, mais qui semblait à son public ingénu un intéressant effet de la nature et de l'art.

Un tel homme était bien fait pour éblouir Karolyi. Pendant longtemps, Kéri avait tourné autour du magnat naïf et prodigue pour tirer de lui quelque argent. Un jour enfin, il avait réussi à se faire envoyer à Berne avec une mission bien payée. Superbement vêtu, logé dans le meilleur hôtel, il menait la vie de grand seigneur qu'il rêvait, en compagnie de bon nombre de ses coreligionnaires. Ce qui faisait dire à un magnat : « Aujourd'hui les Juifs vivent comme des comtes; et nous, nous vivons comme des Juifs. » Pour justifier sa mission

et entretenir son patron dans ses idées illusoires, il lui adressait des rapports d'une truculente fantaisie sur la situation de l'Europe et de la France en particulier. Dans une forme brillante et vide, il lui montrait les tourbillons bolchévistes entraînant le monde dans leur vertige; il amusait son esprit de mirages apocalyptiques, nés de la fumée d'un cigare et des vapeurs d'un bon repas; et quand il était à bout d'inventions et d'arguments, il recourait à ces mots décisifs : « C'est un fait établi par l'histoire... » formule qui revenait si souvent dans ses propos que ses amis ne l'abordaient qu'en le saluant par cette phrase, dont ils avaient fait une scie.

Le 12 mars, Kéri revint à Budapest, et ses conversations, plus encore que ses lettres, persuadèrent Karolyi qu'une étincelle suffirait à embraser l'Europe, et que, nouvel Attila, il tenait dans ses mains, par la menace du fléau bolchéviste, le sort de l'Occident tout entier. Dans le même temps le bruit courait qu'une armée russe s'avançait sur les Karpathes, au secours du communisme hongrois. Un mémoire du colonel Stromfeld, futur comman-

dant de l'armée rouge, présentait à Karolyi ces rumeurs comme des faits véridiques, et ces Russes fantômes comme une force que rien ne pouvait plus arrêter. Et le comique, c'est que, de leur côté, les bolchévistes russes répandaient, au milieu de leur population affamée, la nouvelle que les Magyars s'avançaient vers la Russie, poussant devant eux, pour la ravitailler, d'immenses troupeaux de cochons!

Juste à ce moment, le colonel Vix reçut l'ordre de remettre sans délai, sous la forme d'un ultimatum exécutable dans les dix jours, la fameuse note dont il appréhendait les suites et qu'il aurait tant souhaité ajourner encore quelque temps. L'ordre était catégorique : il n'avait qu'à obéir. Le 20 mars, il se rendit donc au palais royal de Bude pour porter son message au Président de la République hongroise. Dès qu'il en eut pris connaissance, Karolyi convoqua tous les ministres, en présence du colonel Vix, pour leur demander leur avis. Ils déclarèrent à l'unanimité ne pouvoir prendre sur eux de souscrire à des conditions qui préjugeaient une paix inacceptable pour leur pays.

Quelques-uns même (Böhm en particulier) s'exprimèrent si violemment que le colonel dut déclarer qu'il était là pour présenter un ordre et non pas engager des discussions. Et il se retira, laissant le Président et ses ministres à leur délibération.

Quels furent alors les sentiments de Michel Karolyi? Certainement un désespoir sincère de voir s'évanouir sa dernière espérance de conserver, dans ses frontières anciennes, la Hongrie millénaire; et certainement aussi une rancune personnelle à l'égard des Alliés qui, disait-il, l'avaient trahi et le récompensaient bien mal de la paix séparée qu'il avait faite et du désarmement volontaire de son pays.

Mais ce n'est pas forcer, je crois, la psychologie du personnage d'imaginer que, dans ce désarroi, il dut connaître une sorte d'ivresse, car cette fois il se trouvait bien devant un de ces événements tragiques, inattendus, dont il parlait jadis à la comtesse Teleki, et qui faisaient pour lui tout le prix de la vie... L'Entente le lâchait! Il allait lui montrer ce qu'il pouvait contre elle à son tour, en déchaînant sur le monde un bolchévisme dont l'Europe entière

crèverait — ce sont ses propres paroles. Il y avait en lui la fureur du paysan de la fable hongroise qui, debout sur le seuil de sa maison, voit une tempête de grele s'abattre sur sa vigne, détruisant tout l'espoir de la récolte. Silencieux, calme en apparence mais le cœur rempli de colère, il contemple la bourrasque. Puis l'orage passé, il murmure : « Maintenant, regarde, bon Dieu, ce que moi aussi je sais faire ! » Il prend sa hache, sort de chez lui, s'élance dans sa vigne, cogne en aveugle à droite, à gauche, et saccage en quelques minutes ce que l'orage avait laissé... Ainsi Karolyi s'écriait : « Maintenant l'Europe va voir ce que, moi aussi, je sais faire ! » Il allait décrocher la hache, faire sortir de la prison Bela Kun et ses amis, leur remettre le pouvoir et massacrer, comme un dément, ce qui restait de la Hongrie.

Mais les Juifs, qui l'avaient soutenu jusque-là (car dans cette Hongrie féodale, même pour faire une révolution il faut toujours le grand nom d'un magnat), les Juifs ne lui laissèrent même pas la satisfaction amère de faire délibérément le geste du paysan hongrois. La révolution bolchéviste du 20 mars, comme naguère

celle du 30 octobre qui l'avait porté au pouvoir, se passa presque sans lui, et cette fois encore sur l'initiative d'une poignée d'israélites audacieux. Dans la journée, tous les ministres avaient démissionné, les uns pour ne pas souscrire au démembrement de la Hongrie, les autres parce qu'ils sentaient l'heure venue de faire triompher les idées pour lesquelles ils travaillaient depuis longtemps en secret. Assurés maintenant d'entraîner, à la faveur de l'indignation patriotique, la masse jusqu'ici récalcitrante des ouvriers socialistes, Böhm et Kunfi allèrent trouver dans sa prison Bela Kun et arrêtèrent avec lui les dernières mesures à prendre pour établir à Budapest la République des Conseils. Toute la nuit, les autos de l'armée, dont disposait Pogany, parcoururent les faubourgs pour convoquer les membres des soviets d'ouvriers et de soldats. Au matin, l'assemblée proclamait la dictature du prolétariat hongrois. Aussitôt Kunfi et Kéri, quittant la réunion, se rendirent chez Karolyi pour lui porter cette nouvelle et lui demander sa démission. Mais au moment de quitter ce pouvoir qu'il avait tant désiré, l'ambitieux magnat hésitait. Kunfi crai-

gnit même un instant qu'il se rendît au Conseil, pour faire revenir les soviets sur la décision qu'ils avaient prise. Alors, de son ton péremptoire, Kéri lui représenta que la ville tout entière était acquise au bolchévisme et qu'il devait quitter la place. On croit entendre son discours, ses phrases favorites : « C'est un fait établi... Toute l'histoire nous enseigne... » Et quel plaisir pour un Kéri d'humilier le grand seigneur dont, hier encore, il quémandait les prébendes! Étourdi sinon convaincu, Karolyi finit par répondre : « Soit, faites ce que vous voudrez! » Les deux hommes passèrent dans la pièce voisine et rédigèrent la proclamation qui suit :

« Au peuple hongrois,

« Le Gouvernement a démissionné. Ceux qui jusqu'ici ont tenu le pouvoir par la volonté du peuple et avec l'appui du prolétariat, se rendent compte que la force des événements réclame une nouvelle ligne de conduite. La production ne peut être assurée que si le prolétariat prend la direction des affaires. L'état économique est critique; la situation extérieure ne

l'est pas moins. La Conférence de la paix de Paris a pris en secret la décision d'occuper militairement la presque totalité du territoire hongrois. La mission militaire interalliée a déclaré (1) qu'à partir d'aujourd'hui la ligne de démarcation devait être considérée comme une frontière politique. Le but évident d'une telle opération est de faire de notre pays une base stratégique contre l'armée des soviets russes qui combat sur la frontière de Roumanie. Le territoire qui nous est dérobé doit être le salaire des troupes roumaines et tchèques, avec lesquelles on veut abattre l'effort de la Révolution.

« Moi, Président provisoire de la République populaire hongroise, en face de cette décision de la Conférence de Paris, je m'adresse au prolétariat du monde, pour obtenir aide et justice. Je démissionne et je remets le pouvoir au prolétariat du peuple de Hongrie. »

Quand ils eurent achevé de rédiger ce manifeste, Kéri et Kunfi vinrent retrouver Karolyi.

(1) Cette assertion était fausse. Elle fut démentie catégoriquement par le colonel Vix.

Il avait près de lui ses deux secrétaires particuliers, Simonyi et Oscar Gellert, israélites l'un et l'autre. Nonchalance de grand seigneur, scrupule de conscience ou suprême regret du pouvoir, il n'apposa pas lui-même sa signature au bas du document. Simonyi le signa pour lui. Et ce furent ces quatre Juifs qui mirent fin à la République hongroise et étouffèrent les derniers soubresauts de l'ambition du magnat.

A peine Kéri et Kunfi étaient-ils sortis du palais, que l'ancien Président de la République hongroise voulut retirer sa démission. Trop tard! Les choses avaient été rapidement menées. Sa proclamation au peuple était déjà connue des soviets, et on l'avait communiquée au monde entier par radio.

Une heure après, Bela Kun et ses amis quittaient triomphalement la prison.

Ce fut seulement le lendemain matin — car depuis quarante-huit heures les journaux ne paraissaient plus — que la population de Budapest apprit ce qui s'était passé. Sur tous les murs, des placards rouges annonçaient la démission de Karolyi et la dictature du prolétariat.

D'autres décrétaient l'état de siège, défendaient les rassemblements, ordonnaient la fermeture immédiate de tous les magasins, dont on allait dresser l'inventaire, à l'exception des boutiques de denrées alimentaires, des marchands de tabac, des papetiers, des pharmaciens, des droguistes et des bandagistes! D'autres encore interdisaient la vente de l'alcool. Et comme refrain à tout cela : peine de mort, exécution sur-le-champ.

Stupéfaits de cette révolution plus rapide encore que la première, et qui les inquiétait davantage, les passants s'arrêtaient une seconde, parcouraient des yeux ces affiches et filaient rapidement sans échanger de réflexions. Devant les banques et les édifices publics, seuls quelques gardes rouges qui n'avaient de militaire qu'un brassard et un fusil, donnaient une physionomie un peu singulière à la rue. Mais déjà les conducteurs de tramways vous appelaient « camarades », ce qui ne manquait pas de sonner étrangement dans ce pays où le respect du titre et du rang social est, pour ainsi dire, congénital, et où, la veille encore, on vous donnait du Monseigneur, à tout le moins de

l'Excellence, si l'on savait être arrogant et distribuer de généreux pourboires.

Passant, dans le même quart d'heure, du régime de la prison au gouvernement de l'État, Bela Kun et ses amis installaient, à la place de l'ancien Cabinet, un Conseil exécutif, dont les membres prenaient le nom de Commissaires du peuple. Bela Kun en donna la présidence à Alexandre Garbaï, personnage tout à fait obscur, mais qui avait à ses yeux l'avantage d'être chrétien et de masquer le caractère sémitique de ce mouvement communiste. Sur vingt-six Commissaires, dix-huit en effet étaient juifs. Chiffre inouï si l'on songe qu'en Hongrie il n'y avait que quinze cent mille israélites sur vingt et un millions d'habitants. Ces dix-huit personnages prirent en main la direction du gouvernement bolchévique; les autres n'étaient que des comparses, et l'on disait plaisamment à Budapest qu'ils ne figuraient au conseil de la République juive, que pour expédier les ordres le saint jour du Sabbat — en cela tout pareils à ces domestiques chrétiens qui, du vendredi au samedi, font dans les maisons d'Israël les besognes domestiques, que la loi

de Moïse interdit ce jour-là. Bela Kun s'était contenté du titre de Commissaire aux Affaires étrangères. Rouerie naïve qui ne trompait personne. Après la dynastie d'Arpad, après Saint Étienne et ses fils, après les Anjou, les Hunyade et les Habsbourg, il y avait aujourd'hui un roi d'Israël en Hongrie.

CHAPITRE IX

LA JÉRUSALEM NOUVELLE

Des discours enflammés, d'un enthousiasme mystique, annoncèrent à la Hongrie que le règne du bonheur était venu. « L'humanité, s'écriaient les orateurs bolchévistes, n'a jamais eu devant elle un aussi beau devoir qu'aujourd'hui. Jamais encore on n'a vu une tentative aussi grandiose et hardie que la nôtre, pour renverser de fond en comble tous les principes sur lesquels les hommes ont vécu jusqu'ici. Ah! certes, il fait bon vivre à cette époque de tempête, où nous entrons pour la première fois dans des régions inexplorées. Impossible de reculer maintenant. Nous avons brûlé tous les ponts. En avant, toujours en avant! De l'ancien monde rien ne doit subsister. Pas de demi-mesure, pas de clémence. L'unique question est de savoir si nous aurons assez de force, de courage et de

volonté, pour jeter par-dessus bord toute sensiblerie inutile. Oui, camarades, nous aurons cette énergie, en nous rappelant notre enfance, nos habitations malsaines, notre sombre misère et notre jeunesse sans joie. De l'audace et de la confiance! Et qu'une seule passion nous anime : l'amour de la Révolution! »

Ainsi parlaient les prophètes nouveaux, sans toutefois s'appesantir sur l'idée que le prolétaire souverain étant encore trop débile pour se conduire lui-même, il lui fallait des maîtres, des tuteurs, des hommes de bien, qui le mèneraient au bonheur à leur manière, malgré lui s'il le fallait. Et l'on se mit à la besogne.

L'idéal eût été assurément de décapiter d'un seul coup aristocrates et bourgeois; mais cette opération radicale offrant des difficultés, il fallut se contenter de leur rendre la vie impossible. On décréta que personne ne pourrait prendre part à une élection quelconque, sans une carte d'adhérent à un syndicat d'ouvriers. C'était mettre d'un trait de plume tous les bourgeois hors la loi. On confisqua leurs dépôts dans les banques, et sous les menaces les plus sévères, ils furent sommés de verser aux caisses

de l'État, dans un délai de deux semaines, leur or, leurs bijoux, leurs objets d'art et toutes leurs valeurs étrangères. Plus tard, on les obligea même à livrer linge et effets, et à ne garder pour eux qu'un vêtement, trois chemises, quelques chaussettes et une paire de souliers. Dans leurs maisons ou leurs appartements, ils durent se contenter d'occuper une pièce ou deux, laissant le reste à la disposition d'inconnus qui venaient s'y installer. Un homme de confiance, désigné pour chaque immeuble, et à l'élection duquel participaient seulement les prolétaires de la maison, faisait à la fois figure de policier et de concierge, expulsait ou installait qui bon lui semblait au logis, tranchait les différends entre les nouveaux locataires et les anciens occupants, touchait les loyers pour le compte de l'État, estimait les besoins de chacun, distribuait les bons indispensables pour se procurer quoi que ce fût dans les magasins de la ville, et tenait tous les habitants sous la perpétuelle menace d'une dénonciation aux tribunaux des soviets.

Dès les premiers jours du régime, tous les

stocks de marchandises ayant été déclarés biens communaux, des contrôleurs soviétiques s'installèrent dans les boutiques à côté des commerçants. Un bas prix fut établi pour chaque article de vente; mais afin d'empêcher tout ce qui n'était pas prolétaire de profiter de ces prix de faveur, il fut encore spécifié que nul n'aurait le droit d'acheter le moindre objet s'il n'était porteur d'une carte syndicale et du permis délivré par le concierge. On vit alors des femmes de la haute société se faire écuyères dans les manèges ou tourner dans les cinémas, pour obtenir ces fameuses cartes sans lesquelles on ne pouvait vivre. D'ailleurs, au bout de peu de temps, personne ne reçut plus rien du tout, les magasins ayant été vidés en quelques jours, et les commerçants dépouillés n'étant pas assez fous pour se réapprovisionner, même s'ils en avaient les moyens.

Puis, à l'exemple de Lénine, on organisa la Terreur. « Camarades, s'écriait Napoléon Pogany, nous envoyons, avec une voix qui doit porter au loin, le message suivant à la bourgeoisie d'ici. Qu'elle sache qu'à partir d'aujourd'hui nous la prenons comme otage. Qu'elle

sache qu'elle n'a pas à se réjouir si l'armée de l'Entente fait des progrès, car toute avance des Serbes ou des Roumains entraînera pour elle de cruelles épreuves. Qu'elle ne manifeste point; qu'elle ne mette pas de drapeaux blancs aux fenêtres, sinon, avec son propre sang nous teindrons ces drapeaux en rouge!... »
Ainsi parlait le fils du laveur de cadavres. Et des troupes spéciales furent chargées de prouver que ses paroles n'étaient pas un vain discours. Le chef de ces bandes terroristes était un certain Cserny, pur Magyar celui-là, ancien ouvrier en cuir, d'une carrure athlétique. Il avait d'abord servi dans la flotte austro-hongroise; mais après une rébellion de marins à Cattaro, on l'envoya dans un régiment de hussards, sur le front des Carpathes. Il s'y conduisit bravement. Fait prisonnier au cours de la troisième année de guerre et expédié en Sibérie, il réussit à s'enfuir et rentra à Budapest, en automne 1918, juste à point pour assister à la révolution de Karolyi. Aussitôt il prit la tête des matelots déserteurs qui se trouvaient dans la ville, et par son énergie et surtout l'ascendant de sa force herculéenne, il exerça vite

sur eux une domination absolue. Bela Kun, à son retour de Russie, se mit en relation avec lui, fournit les subsides nécessaires à l'entretien de ses gens, et l'envoya même à Moscou, pour étudier sur place l'organisation terroriste. Cserny revint au bout de peu de temps, initié aux bonnes méthodes, et ramenant avec lui quatre-vingts bourreaux diplômés pour l'instruction des Hongrois. Un Juif russe, Boris Grunblatt, et un cambrioleur serbe, du nom d'Azeriovitch, étaient chargés, à Budapest, de lui recruter des hommes. Il n'acceptait dans sa bande que des gens bruns de cheveux et de peau, car il trouvait les blonds trop sensibles. Les recrues devaient s'engager par serment à exécuter de sang-froid n'importe quelle sentence de mort. Toutefois, la pendaison, qui exige un tour de main particulier, était réservée à quelques privilégiés.

La troupe grossit rapidement. De deux cents malandrins qu'elle était au début, elle en compta bientôt sept cents, casernés pour la plupart au palais Batthyani, devenu « caserne de Lénine », d'où le nom de Lenin-fiuk, de gars de Lénine, qu'ils se donnaient. Vêtus de cuir des pieds à la tête, casquette de cuir, veste de cuir, culotte

de cuir, guêtres de cuir, le fusil à l'épaule, un browning et un couteau à saigner les porcs à la ceinture, ils ajoutaient à cet attirail guerrier des grenades à main quand ils allaient en mission. De jour et de nuit, montés sur des autos-camions, ils parcouraient la ville, entraient dans les maisons, visitaient les appartements, arrêtaient les suspects dénoncés par les hommes de confiance, et emmenaient les otages désignés par le Service des Recherches politiques qui siégeait au Parlement. Le palais Batthyani étant bientôt devenu trop étroit pour les contenir tous, une partie alla s'installer au palais Hunyadi; d'autres élurent pour domicile l'École normale d'instituteurs. Des canons, des mitrailleuses et des autos blindées défendaient les abords de ces casernes, vraies forteresses du communisme hongrois.

Quant au Service des Recherches politiques, il avait à sa tête un ouvrier chrétien, Guzi; mais le vrai chef en était un certain Otto Klein, qui avait changé son nom pour celui de Corvin, le plus illustre de Hongrie. D'où sortait-il, ce petit Juif, bossu et scrofuleux, qui, pendant l'interrogatoire de ses patients, s'amusait à leur

enfoncer une règle dans la gorge? De quels bas-fonds avait-il émergé à la lumière? Personne, à Budapest, n'a jamais pu me renseigner sur ce point.

Dans les caves du Parlement, où travaillaient, si l'on peut dire, ce Klein-Corvin et ses gens, comme au palais Batthyani et à l'École d'instituteurs, on assommait, on pendait, on fouettait à coups de cravache et de cordes mouillées, on vous faisait sauter un œil avec la pointe d'un couteau, on vous taillait des poches dans le ventre, cependant qu'au dehors, devant le soupirail, afin d'étouffer les cris, un acolyte des bourreaux faisait ronfler un moteur d'automobile... Sur toutes ces atrocités, on m'a fait maint et maint récits, où il est fort difficile de discerner le vrai du faux et ce que la haine et la peur ont encore ajouté d'imaginations folles à une réalité déjà suffisamment effroyable. Voici pourtant un petit lot de faits absolument authentiques, qui pourront donner une idée de l'atmosphère où l'on vécut, durant quatre mois, à Budapest.

Le dimanche de Pâques, le jeune enseigne Dobsa se promenait sur le Corso, quand des

gars de Lénine lui demandèrent ses papiers d'identité. Il les avait égarés. Au palais Batthyani, Dobsa s'informa près du portier où il pourrait se procurer d'autres pièces. Celui-ci l'adressa à un fonctionnaire juif, nommé Schön, qui se mit à l'injurier et à le traiter de coquin. L'Enseigne, les talons joints, dans la position militaire, esquissa un sourire, en frappant d'un geste nerveux ses bottes avec sa badine. « Voici un sourire, lui dit Schön, qui va se geler sur tes lèvres! » Et il téléphona à Cserny : « Je t'envoie un gaillard bon à expédier aux gaïdès. » Gaïdès, en jargon yddisch, est la corruption du grec « hadès » : envoyer quelqu'un aux gaïdès, c'était l'envoyer aux enfers. Là-dessus, Dobsa est mené devant Cserny, qui le fait reconduire à Schön, pour supplément d'information. Et Schön de le renvoyer de nouveau, avec ce simple billet : « Expédie-le à l'anglaise! » Cette fois, cela suffit à Cserny. Des gars de Lénine entraînent l'Enseigne dans la cave, et lui montrant un gros tas de charbon, lui commandent d'y creuser sa fosse. Il résiste. On le roue de coups. Le malheureux se mit alors à creuser avec ses mains, et quand le trou fut assez grand,

ses bourreaux l'y firent tomber, en lui tirant à bout portant une balle de revolver dans la nuque. Puis on jeta son corps au Danube. Pendant plusieurs jours de suite, on put voir, aux abords du palais Batthyani, une femme qui venait obstinément s'informer du jeune Enseigne, qu'elle croyait prisonnier : c'était la mère de Dobsa...

MM. Hollan, père et fils, l'un ancien sous-secrétaire d'État, l'autre directeur des chemins de fer, avaient été dénoncés par leur concierge comme suspects d'antibolchévisme, et leur nom figurait sur la liste des otages dressée par le sinistre Otto Klein-Corvin. Une nuit, un auto-camion conduit par des gardes rouges s'arrêta devant leur porte. « Ces deux-là, je vais les chauffer! » déclara un certain André Lazar, qui dirigeait l'expédition, et auquel Hollan, le père, avait naguère refusé de signer une requête pour le dispenser du service. Les terroristes entrent chez les Hollan, les arrêtent, les font monter en auto. Puis le camion, continuant sa rafle, ramasse en route un secrétaire d'État, un juge de la cour d'assises, des membres de la cour de cassation, qu'on jette

dans le fond de la voiture. Il gelait très fort, cette nuit. Un moment, les gars de Lénine se demandèrent entre eux s'il ne serait pas charitable de tuer ces gens-là tout de suite au lieu de les faire crever de froid. A quoi Lazar objecta que Cserny serait mécontent s'ils semblaient revenir bredouilles. On se mit d'accord pour n'alléger le camion que de deux voyageurs seulement. Qui choisir? On pensa d'abord au président de la cour de cassation, mais Lazar en tenait pour les Hollan. A l'entrée du pont suspendu qui relie Bude et Pest, il arrêta la voiture, et mettant pied à terre, avec un agent secret et quatre gardes rouges, il fit descendre les Hollan. La petite troupe s'achemina vers la berge du Danube, alors toute encombrée de perches et de mâts, amenés par bateaux pour servir à la décoration de la ville, car on approchait du 1er mai. Cela rendait fort difficile de gagner le bord de l'eau. Les prisonniers furent ramenés sur le pont, et à la hauteur du premier pilier Lazar ordonna aux Hollan de se tourner face au Danube. Lui-même se plaça derrière le fils; un garde rouge derrière le père; et à coups

de revolver ils les abattirent tous les deux. Les gardes rouges prirent les cadavres par la tête et par les pieds, les balancèrent au-dessus du parapet et les précipitèrent dans le fleuve. Ensuite, fumant et riant, tous regagnèrent, à l'autre bout du pont, le camion qui les attendait...

Trois officiers de gendarmerie avaient été dénoncés par un de leurs subordonnés comme suspects de menées contre-révolutionnaires. Cserny les fit arrêter. Vainement, pendant plusieurs jours, il essaya d'en tirer des aveux. A bout de patience le tribunal les condamna à mort; et l'on demanda aux « Lenin fiuk », de service dans la salle, qui d'entre eux voulaient se charger de cette exécution. Cinq s'offrirent aussitôt. Il était environ minuit. Après des outrages et des supplices sans nom, les trois gendarmes furent pendus au tuyau du calorifère qui traversait la cave. Cela fait, les exécuteurs invitèrent par le soupirail le chauffeur de leur camion, qui stationnait dans la rue, à descendre voir le spectacle. L'homme descend. Et les autres lui montrant leur ouvrage : « Tu n'oserais pas faire ça, toi? » Sur quoi, celui-ci,

sans répondre, grimpe à l'échelle et soufflette un des pendus...

Mais c'est assez de ces histoires atroces, qu'on pourrait multiplier, s'il n'était superflu, après ces trois exemples, de montrer par d'autres faits où la bestialité des hommes, en temps de révolution, peut atteindre.

Toutes les usines occupant plus de dix ouvriers avaient été socialisées. Les directeurs, les ingénieurs pouvaient y conserver leur place, s'ils acceptaient le nouvel ordre de choses, et dans ce cas, on leur donnait le salaire maximum de trois mille couronnes par mois. Mais il restait entendu que le jour où le régime aurait atteint son point de perfection, ils ne seraient pas plus payés que les autres camarades. Naturellement, les bénéfices étaient attribués à l'État; mais de bénéfices, il n'y en eut point. Tout revenait à des prix fabuleux; et pour ne citer qu'un exemple, une pièce de vingt centimes coûtait à fabriquer le double de sa valeur nominale. Bientôt les Commissaires du peuple durent reconnaître, eux-mêmes, que leurs méthodes ne donnaient pas ce qu'ils avaient

espéré. « Quand j'examine les résultats, déclare le commissaire Varga dans une séance du Conseil économique, je suis bien obligé de constater qu'ils sont le plus mauvais possible. En ce qui concerne les mines, la production a diminué de moitié. En ce qui touche l'industrie, les pertes vont de trente à plus de soixante pour cent. Et si j'en recherche les causes, je ne les trouve pas seulement dans le manque de charbon et de matières premières, mais dans le fléchissement du travail individuel. Sous le régime capitaliste, si l'ouvrier ne fournissait pas le rendement qu'on exigeait de lui, il était tout simplement renvoyé. Nous avons renoncé à cette brutale discipline; une autre conception est en train de se former, mais elle est lente à s'établir. Quand les prolétaires comprendront-ils que sans un travail assidu, ils ne sauraient satisfaire à leurs besoins? En attendant, force nous est de revenir à une diminution des salaires pour une tâche insuffisante... » Aux derniers jours du bolchévisme, la production était tombée si bas que pour la relever un peu, on se remit à payer les ouvriers non plus à la journée ou à l'heure, mais aux pièces et suivant le travail qu'ils avaient

réellement effectué. C'était rétablir en fait l'ancien système du salariat qu'on avait voulu supprimer.

Même aventure en matière de finances. La saisie de l'argent et des valeurs dans les banques, la vente des stocks de marchandises qui emplissaient les magasins, la confiscation des biens d'Église fournirent d'abord quelques ressources. Mais cet argent fondit vite en salaires exorbitants, et aussi à entretenir les innombrables fonctionnaires soviétiques, qui, du jour au lendemain, avaient surgi par miracle. (C'est, en effet, une fatalité attachée à ces régimes qui ne cessent d'en appeler à la conscience des travailleurs, de multiplier à l'infini les services de contrôle, et de créer rapidement une nouvelle classe privilégiée, plus nombreuse et bien autrement stérile que l'ancienne bourgeoisie.) Le reste des fonds fut employé à soutenir la propagande communiste, en Autriche, en Roumanie, en Tchéco-Slovaquie, en Allemagne surtout, où Bela Kun subventionnait les émeutes de Hambourg et la révolution de Munich. Ajoutez à cela le vol, les dilapidations, les sommes difficilement appréciables, qu'en pré-

vision des mauvais jours, de prudents amis du peuple mirent à l'abri à Genève ou à Zurich. Les caisses se trouvèrent bientôt vides. Et l'on put voir cette chose comique : deux mois à peine après l'établissement de la dictature prolétarienne, le Gouvernement soviétique, qui traitait les bourgeois de parasites et d'exploiteurs, invitait ces mêmes bourgeois à remettre dans ses banques l'or ou les titres qu'ils pouvaient avoir encore, et leur promettait en échange un intérêt de huit pour cent, le double de celui qu'ils recevaient autrefois !

Dans cet extrême embarras, le Gouvernement des Conseils pensa tout naturellement à fabriquer des billets. Mais les presses et le papier bleu à filigrane de la banque austro-hongroise étaient à la Monnaie de Vienne. Force fut donc de se servir d'un papier blanc quelconque et de recourir aux imprimeries ordinaires. Cet argent blanc, comme on disait pour le distinguer de l'argent bleu, devint l'argent officiel; et sous les peines les plus sévères, les gens qui possédaient encore des billets bleus, durent les échanger dans un bref délai contre les coupures nouvelles. On espérait ainsi faire rentrer

dans les caisses de l'État une monnaie qui, si dépréciée qu'elle fût, était cependant la seule qui valût quelque chose à l'étranger. Mais les soviets eurent beau se vanter de donner pour caution à leur papier, non pas la vaine garantie d'une réserve métallique, mais les ressources mêmes et tout le travail de la nation, personne ne fut dupe : il apparaissait trop clairement que ces ressources mal exploitées étaient devenues inexistantes, et chacun fermait sa bourse.

L'activité intellectuelle elle-même, dans ce qu'elle a de plus spontané, la littérature et l'art, fut socialisée elle aussi. L'État exerçait son contrôle sur toutes les productions de l'esprit au moyen de censeurs choisis parmi les écrivains, et renouvelés tous les six mois. Des représentants des soviets surveillaient à leur tour ce comité, car c'est un fait bien connu, déclarait un Commissaire aux beaux-arts, que les écrivains arrivés sont infailliblement enclins aux idées conservatrices. Les créations intellectuelles furent distinguées en deux catégories. La première comprenait tous les ouvrages acceptés, imprimés et répandus par le Gouvernement des Soviets, parce qu'ils propa-

geaient ses principes. La seconde se composait de travaux plus simplement destinés à satisfaire le goût du public. Les fournisseurs de la première espèce recevaient le salaire maximum affecté aux ouvriers spécialistes. Quant aux auteurs de livres qui ne se proposaient que de plaire, ils travaillaient à leurs risques et périls. Tant pis si leurs ouvrages n'avaient pas de succès; mais en cas de grosse vente, le bénéfice qu'ils en pouvaient retirer ne devait dépasser, en aucun cas, le maximum du prix fixé par le gouvernement pour ses volumes de propagande. Cela, disaient les moralistes, afin de ne pas encourager la littérature mercantile.

Dans la réalité, les choses se passèrent un peu différemment. Il y eut d'abord le groupe des amis, ceux dont les Commissaires étaient sûrs, et qui touchaient mensuellement de brillants honoraires, sans qu'on exigeât rien d'eux, par respect pour un génie qu'on ne pouvait contraindre à produire. Il y eut ensuite le groupe de ceux qui produisaient sur commande de l'État, et qui, fournissant quelque chose, touchaient naturellement un peu moins. Il y eut enfin les artistes (et c'étaient les meilleurs de la

Hongrie) dont les œuvres ne pouvaient être qu'hostiles aux idées nouvelles : ceux-là ne recevaient que le plus bas salaire, et encore sous la condition de ne plus écrire ni peindre!

Théâtres, cinématographes, lieux de plaisir devinrent gratuits. Il fallait seulement, pour entrer, montrer sa carte syndicale. Une commission spéciale fixait le programme des spectacles ; et à la fin de la représentation, un conférencier célébrait les bienfaits de l'ère nouvelle. Mais comme personne ne restait pour l'entendre, on mit le prône aux entr'actes.

A l'Université, la plupart des professeurs chrétiens avaient été expulsés. On les remplaça par de jeunes Juifs, dont beaucoup venaient tout juste de passer leurs examens. Les facultés de droit et de théologie, qui ne répondaient plus à rien, furent naturellement supprimées. Quant au système des examens, on l'abolit pour la raison qu'il entraînait une inégalité tout à fait incompatible avec l'esprit moderne. Dans les lycées et les écoles, professeurs et instituteurs durent suivre pendant quatre semaines un cours d'instruction bolchéviste. Après quoi, les camarades instructeurs (comme

on les nommait maintenant) étaient autorisés à reprendre leur fonction. Dans chaque école, un directoire composé de dix élèves veillait à la pureté de l'enseignement communiste, proposait aux Soviets les révocations nécessaires, ou signalait au tribunal, comme empoisonneurs de la jeunesse, les maîtres qui avaient prononcé quelque parole imprudente. Le latin et le grec avaient été rayés des programmes, et les livres classiques de la société Saint-Étienne envoyés au pilon. D'instruction religieuse, il n'était naturellement plus question; et comme une théorie à la mode attribuait les principaux maux dont souffrait la famille, à l'ignorance où les enfants étaient laissés des rapports entre les sexes, on institua, pour les garçons et les filles, des cours d'hygiène qui donnèrent lieu à des exhibitions scandaleuses, tantôt dans les hôpitaux, tantôt dans de soi-disant musées d'art plastique, tantôt au cinématographe, le tout accompagné de discours sur l'amour libre.

Officiellement toutefois, le bolchévisme se défendit de vouloir rien entreprendre contre l'exercice des cultes et la liberté de conscience.

Les Juifs de la république soviétique n'entendaient pas être accusés de mener contre le christianisme une guerre de religion. Ce n'était, d'ailleurs, que prudence dans ce vieux pays où catholiques, luthériens et calvinistes sont très attachés à leur foi. Kunfi, le Commissaire du peuple à l'instruction publique, protesta par décret que le Gouvernement des Conseils laissait à tout le monde la liberté de ses croyances; que les églises et autres bâtiments religieux ne seraient pas convertis en cinémas, théâtres ou cabarets; qu'on ne changerait rien au mariage ni à l'organisation familiale, et que la République n'avait jamais eu l'intention d'établir la communauté des femmes. Curés, pasteurs et rabbins durent lire à leurs fidèles ce mandement laïque, qui montre bien l'état d'esprit régnant alors en Hongrie, et qu'au regard des plus simples, le bolchévisme apparaissait comme une volonté de ruiner tout ce que le temps et la vie ont fondé sur la pensée et le sentiment chrétiens.

Quelques semaines avaient suffi pour jeter bas, à Budapest, le vieil ordre séculaire. Des gens qui n'éprouvaient ni scrupules ni regrets à

sacrifier un monde auquel ils demeuraient profondément étrangers, avaient tout bouleversé pour reconstruire à leur guise. Une Jérusalem nouvelle s'élevait au bord du Danube, sortie du cerveau juif de Karl Marx et bâtie par des mains juives sur de très anciennes pensées. Depuis des siècles et des siècles, à travers tous les désastres, le rêve messianique d'une cité idéale, où il n'y aura ni riches ni pauvres et où régneront la justice et l'égalité parfaites, n'a jamais cessé de hanter l'imagination d'Israël. Dans leurs ghettos remplis d'une poussière de vieux songes, les Juifs sauvages de Galicie s'obstinent toujours à épier, les soirs de lune, au fond du ciel, quelque signe avant-coureur de la venue du Messie. Trotzki, Bela Kun et les autres ont repris, à leur tour, le rêve fabuleux. Seulement, las de chercher au ciel ce royaume de Dieu qui n'arrive jamais, ils l'ont fait descendre sur terre. L'expérience a montré que leurs anciens prophètes étaient mieux inspirés en le plaçant dans la nue.

CHAPITRE X

DANS LA CAMPAGNE HONGROISE

Budapest n'est pas la Hongrie : la vraie Hongrie, c'est la campagne, le grand pays du blé et des vastes herbages, où paissent en liberté les troupeaux. On y fait des lieues et des lieues sans jamais rencontrer la moindre maison isolée. Cette belle contrée, où la terre est si fertile, donne par moment l'impression d'être presque inhabitée. Jadis il n'en était pas ainsi. Du temps des Anjou et des Hunyade, on voyait partout des fermes, des châteaux, des monastères; mais les Turcs, il y a trois siècles, ravagèrent tout cela : la plaine redevint un immense pâturage; et à la place de la ferme bien bâtie, on ne vit plus que la hutte de roseau où s'abritait le berger, et de grosses bourgades, où les paysans se rassemblaient pour se mettre à l'abri du janissaire et du spahi.

Depuis deux cents ans que les Turcs ont été chassés de Hongrie, l'aspect des choses n'a pas beaucoup changé. Sans doute les terrains de culture ont peu à peu remplacé presque partout le steppe incultivé, mais jamais plus la vie rurale ne s'est dispersée dans les champs. Elle reste toujours concentrée en d'énormes villages, véritables cités rustiques de plusieurs milliers d'habitants, qui se ressemblent toutes. Les petites maisons basses, badigeonnées à la chaux, avec un long toit de roseaux qui descend en forme d'auvent, s'alignent par files régulières, perpendiculaires à la route, comme les tentes d'un camp avec ses travées profondes. Chaque file ne présente à la rue, pour ainsi dire, que l'épaule, tandis que les façades, les portes, les fenêtres donnent sur une vaste cour, que dérobe aux yeux du passant une palissade en planches. Évident souvenir d'Asie, désir de protéger l'intimité de l'existence, goût du secret commun à toutes les demeures orientales. Au milieu du village, l'église surmontée de la croix, si les gens sont catholiques, ou du coq gaulois, si l'on est chez Calvin; un peu à l'écart, le cimetière, dont les tombes se ré-

pandent en liberté, parmi les acacias, avec le vieux souci de l'Orient d'offrir toujours aux morts ce bien délicieux entre tous : l'ombre des feuilles dans l'étendue embrasée. Puis de nouveau, à perte de vue, l'immense plaine, doucement ondulée, avec ses moissons et ses herbages.

Dans cette monotonie, une seule chose retient le regard : la haute perche d'un puits, qui semble un doigt levé pour dire à l'homme et au troupeau : « Approchez-vous, l'eau est ici ! » Elle n'a rien en soi de bien beau, cette sorte de potence, à laquelle pend d'un côté un seau, et qui supporte de l'autre une pierre pour faire contrepoids. Et pourtant, dès qu'on l'aperçoit, les yeux s'attachent sur elle avec une infinie complaisance. Elle vient de si loin, cette perche, avec sa pierre, son seau de bois et le petit carré de planches qui encadre le puits peu profond au-dessus duquel elle se penche ! C'est une de ces inventions qui sont nées avec l'homme et qui ne disparaîtront qu'avec lui. Autour d'elle se rassemble ce qu'il y a de plus primitif, de plus simple dans la vie rurale, et aussi de plus élevé dans la rêverie du Magyar. Toutes les

voix confuses, éparses dans le vaste silence, semblent lui obéir, et s'accorder sous sa loi. On dirait le bâton de quelque musicien rustique, qui conduit une mélodie agricole et pastorale, un chant limpide comme cette eau qu'elle fait monter à la lumière.

Ici habite un paysan, l'un des plus nobles du monde, dont les défauts sont aimables, et les vertus mêmes plaisantes. Orgueilleux et dominateur, et plein d'un dédain tranquille envers les peuples ses voisins, il tient pour assuré que Dieu parle hongrois au paradis. Hospitalier comme personne, jamais il ne demande à l'hôte qui arrive : « De qui es-tu le fils? » Pour être bien accueilli, il suffit de bien boire. Silencieux, taciturne même, jusque dans l'ivresse il conserve une dignité parfaite; mais sur la table du cabaret, la tête dans ses mains, il s'attendrit aux larmes en écoutant le violon du tzigane, d'où le charmant dicton : le Hongrois s'amuse en pleurant. D'un tempérament amoureux, avec beaucoup de poésie dans l'esprit, je ne connais que l'Arabe pour célébrer, comme lui, ses amours en vers improvisés, en chansons et en images empruntées à

sa vie rustique. Il adore les chevaux, les beaux attelages aux lanières de cuir flottantes, les vêtements brodés de tulipes et d'œillets, le plaisir et la danse ; il dilapide son bien pour paraître, s'endette volontiers, et ne met aucune promptitude à payer ses créanciers, non certes par malhonnêteté, mais parce qu'il trouve un grand plaisir à les voir enrager. Il abhorre le mensonge, se brouille avec son meilleur parent si, d'aventure, celui-ci lui a menti ; et son principal grief contre les Allemands et les Juifs, c'est, dit-il, qu'ils ont introduit la fourberie dans le pays. Têtu jusqu'à l'obstination, on arrive malaisément à lui faire admettre qu'il a tort, mais quand on l'a une fois convaincu, c'est de bonne grâce qu'il se rend, sans la moindre arrière-pensée. Dans son ménage il est grondeur, fait le maître bourru, répète avec complaisance : « L'argent est bon quand il est compté ; la femme bonne quand elle est battue » ; mais celle-ci, qui ne le tutoie jamais et l'appelle toujours « Monseigneur », mène tout dans la maison. Le commerce lui répugne : il l'abandonne à ses Juifs. Un travail excessif n'est pas non plus son fait : la Providence n'est-elle pas là, pour faire produire à la

plaine le meilleur blé d'Europe et les plus beaux abricots? Quant aux vulgaires légumes, il en laisse le soin au maraîcher bulgare. Et ce qui s'accorde le mieux à son tempérament indolent et rêveur, c'est la vie du berger.

Jamais je n'oublierai les longs jours et les nuits d'été que j'ai passés chez les pâtres, au milieu des steppes herbus, restes des anciens pâturages. Rien ne troublait la paix de la prairie que le vol noir et blanc des cigognes, le glissement rapide d'une bande de canards sauvages sur les marais d'eau salée, et le lent mouvement des bêtes qui vivent ici rassemblées en grandes confréries animales. Tantôt j'allais chez les gardiens de chevaux — ces petits chevaux hongrois qui fournissaient en ce temps-là (c'est déjà de la préhistoire) presque toute la cavalerie de nos fiacres parisiens. Comme ils étaient libres et gais dans la vaste pâture, avant de venir mener chez nous leur existence parisienne, pour crever un jour de verglas, en montant la rue des Martyrs! Tantôt j'allais chez les bouviers, parmi les bœufs au blanc pelage et aux cornes gigantesques. Et là, ce qu'on voyait souvent, c'était un taureau trop

puissant que ses frères, ligués contre lui, avaient chassé à coups de cornes et qui vivait en solitaire, plein de fureur et de rancune, remplissant l'air d'un meuglement profond et creusant avec son sabot d'énormes trous dans la terre. D'autres fois, j'allais m'asseoir au milieu des moutons, près du maître berger, dont le bâton, le sceptre pour mieux dire, porte gravés, tout le long de son bois, une foule de signes mystérieux qui font de cette houlette le registre du troupeau... Au soir tombant, les chiens commençaient leur manège; les cavaliers en toile blanche, montés à cru sur leurs chevaux, tournoyaient en galops rapides à la poursuite des animaux écartés; et les immenses troupeaux dociles, se repliant sur eux-mêmes, venaient se rassembler autour de l'arbre mort et du bouchon de paille qui marque la place du campement. Entre le ciel et la terre, quelque cigogne attardée faisait glisser un fantôme de vol, et des milliers d'oiseaux sauvages menaient un grand vacarme près des miroirs d'eau morte, où s'éteignaient les dernières lueurs du jour. Alors, nous nous asseyions tous autour de la marmite et du

ragoût de poivre rouge. Une tradition immuable fixait la place de chacun. On péchait avec ses doigts, dans la sauce écarlate, les pommes de terre et les morceaux de bœuf; et quand le maître berger jugeait que, les uns et les autres, nous avions assez mangé, prenant une motte de terre, il la jetait dans la marmite : le reste appartenait aux chiens. Puis on allumait une pipe; nous échangions quelques mots; et à la belle étoile, enveloppés de leurs peaux de mouton, les pâtres s'endormaient dans la paix des premières nuits du monde...

Sur cette antique vie paysanne que pouvaient les énervements de quelques rêveurs de ghetto? Et cependant, le pauvre journalier n'aurait pas été fâché de posséder quelques arpents; et le petit propriétaire aurait vu, lui aussi, avec plaisir le partage des domaines seigneuriaux. Mais les communistes de Pest, au lieu de partager les terres, firent de ces immenses biens-fonds des exploitations d'État, destinées à subvenir aux besoins des populations urbaines. Comme par le passé, le fermier et l'ouvrier agricole durent travailler pour

autrui : ils n'avaient fait que changer de Juifs, les Commissaires préposés à la direction de ces domaines étant pour la plupart israélites, comme, autrefois, les intendants des seigneurs. Aussi, en dépit des hautes payes (un porcher soviétique touchait quinze cents couronnes par mois), les paysans ne montrèrent aucun zèle à s'employer sur ces biens nationaux. Quant aux petits propriétaires, dont les Commissaires du peuple s'efforçaient de gagner la bienveillance, en respectant leurs biens, voire en leur promettant l'exemption de tout impôt, ils subissaient impatiemment le fléau des salaires énormes, qu'ils devaient payer aux journaliers, et la fameuse loi des huit heures, qu'on ne pouvait enfreindre sans encourir d'amende. Ils refusaient avec obstination de vendre leur récolte de blé au prix fixé par les Soviets; ils n'envoyaient au marché ni légumes ni bestiaux, et n'ensemencèrent, cette année-là, que juste le nécessaire pour leur consommation personnelle. La conséquence fut que dans cette Hongrie, d'une incomparable richesse en bétail et en céréales, on ne connut jamais dans les villes

une pareille disette de vivres. Sur le marché de Budapest, un navet coûtait cinq couronnes.

Pour obliger les paysans à livrer leurs denrées, et surtout pour réprimer les révoltes qui éclataient çà et là, un détachement spécial, recruté parmi les gars de Lénine, fut chargé d'organiser la terreur à la campagne. Ce détachement, d'une trentaine d'individus environ, avait pour caserne un train blindé, armé de mitrailleuses, toujours prêt à partir et à se porter sur le village où l'on avait signalé quelque agitation suspecte. A sa tête, se trouvait un garçon d'aspect malingre, voûté, phtisique, les mains longues et veineuses, le visage blafard, osseux, avec des yeux de poisson mort, un long nez aplati du bout, une large bouche à grosses lèvres, et d'épais cheveux noirs, rejetés en arrière, qui lui faisaient comme un bonnet de loutre. Tout cela emmanché sur un long cou, où la pomme d'Adam montait et descendait au-dessus d'un col inpeccable, car l'homme était coquet. Il s'appelait Tibor Szamuely.

C'était un des trois enfants d'une famille

juive de Galicie, émigrée depuis quelque temps en Hongrie, et qui avait acquis une certaine aisance dans un comitat du nord. Lui aussi, comme Pogany, Bela Kun et la plupart des Commissaires du peuple, il appartenait à ce milieu d'intellectuels insatisfaits, qui trouvaient que la société récompensait mal leurs talents. Journaliste sans instruction ni don particulier, il avait fait ses débuts dans une singulière petite ville, très caractéristique de la province hongroise, et qui vaut qu'on s'y transporte, une minute au moins, en esprit.

Nagy Varad, Grand-Varadin, comme l'appellent dans leurs rapports nos officiers et nos ambassadeurs des dix-septième et dix-huitième siècles, est situé à la limite de la plaine hongroise et de la Transylvanie, au bord d'une rivière marécageuse, la Peczé. C'est une ville de soixante mille habitants environ (dont vingt-cinq mille israélites), où les propriétaires de la plaine viennent écouler leurs produits, surtout la laine et le blé. Au milieu, une vaste place, et quatre grands cafés toujours pleins. Entrons au

hasard dans l'un d'eux. La maison a bon air : une vieille demeure du temps de Marie-Thérèse, badigeonnée d'un enduit jaune, avec un toit à la Mansard, l'aspect honnête et vénérable.

Il est deux heures, trois heures, si vous voulez. Toutes les tables sont occupées. La table de MM. les hussards, la table de MM. les officiers d'infanterie, la table de M. le sous-préfet et des agents du Comitat, la table de MM. les fonctionnaires des chemins de fer de l'État, la table des artistes du théâtre, la table des négociants juifs (laines, cuirs, blés, etc.), la table de MM. les journalistes du journal catholique, la table de MM. les journalistes du journal israélite, qui échangent entre eux leurs articles ; et la table des littérateurs, romanciers ou poètes du cru — car Grand-Varadin se flatte d'être une ville intellectuelle, d'où son surnom de Paris-sur-Peczé. Tout ce monde fume, bavarde, joue aux cartes, fait des affaires et disserte, devant les innombrables verres d'eau qui accompagnent le café. Soudain la porte s'ouvre. Guêtré de jaune, habillé non sans recherche, coiffé d'un chapeau vert,

un hobereau des alentours vient de quitter sa calèche, attelée de petits chevaux nerveux, bien soignés comme lui et très enrubannés. Il entre, et salué par les bonjours de la table des hussards, il se dirige tout de suite vers la table des marchands de laine, du côté de Pinkas Kohn ou de Moïse Lœw-Hirsch (1), dont on dit que, dans son avidité, la première moitié de son nom est occupée à manger l'autre. Cinq minutes plus tard, après un court dialogue, on voit Pinkas Kohn ou Lœw-Hirsch tirer son portefeuille et compter au gentilhomme à chapeau vert les billets qu'il lui avance sur la prochaine tonte de moutons ou la récolte encore sur pied, cependant que tous les consommateurs, MM. les officiers pardessus leurs cartes, les Juifs dans la fumée des pipes ou de cigares, les journalistes en écrivant leur article sur le marbre, et le tzigane derrière son violon, suivent avec intérêt cette scène pourtant bien connue, car elle se répète tous les jours... Si vous repassez dans la soirée, le café est encore plein.

(1) Lion-Cerf.

L'infanterie boit de la bière, et la cavalerie du vin. Le tzigane, un peu las, frappe le cymbalum et racle sur son violon quelque mélodie plaintive :

La feuille du tremble
Tombe en automne...

ou bien :

Quand j'étais enfant,
Moi aussi j'avais une mère...

Brusquement, sur les onze heures, nouvelle irruption bruyante du hobereau de l'après-midi, accompagné cette fois par les acteurs et les actrices du théâtre de la ville. Avec l'argent de Pinkas Kohn, il a payé son cocher, auquel il devait dix mois de gages, et aussi le premier créancier qui s'est trouvé sur son chemin. Ensuite, courant chez la fleuriste, il a fait envoyer un bouquet à la vedette de passage, et le voici maintenant qui revient, escorté comme un Mécène, prêt à répandre sur le café les billets de Pinkas. Le tzigane, qui languissait, retrouve à sa vue son ardeur, et attaque aussitôt sa chanson préférée (car il

connaît l'air favori de chacun des seigneurs du voisinage) :

Qui n'a pas cinq ou six maîtresses
N'a pas une once de cervelle...

Le champagne hongrois coule à flots. Juifs et chrétiens fraternisent dans une aimable gaieté, quand tout à coup, un sous-lieutenant, fortement émêché, fait son entrée à cheval dans la salle, renverse avec fracas un plateau chargé de verres d'eau, et s'écrie en brandissant sa cravache : « Ça sent le Juif par ici! » Mais notre hobereau se lève, une bouteille à la main, s'approche de ce gai compagnon, et lui tendant un verre : « Bois, mon cher, lui dit-il, j'ai tapé le Juif ce matin! » Il fait boire aussi le cheval, appelle le tzigane, verse dans son violon la fin de la bouteille; et comme le malheureux gémit : « O mon seigneur, ô maître divin, ô mon roi (c'est tout l'Orient qui passe), tu ruines le pauvre tzigane, tu as perdu son violon! » l'autre, tirant son portefeuille, lui donne son dernier billet. Tout le monde est à la joie, même les commerçants juifs, une minute effarés... Et peut-être vous imaginez-vous

que Pinkas Kohn éprouve un grand mépris secret pour ce noceur campagnard? Vous vous trompez tout à fait. Pour lui, ce hobereau reste un être supérieur. Même dans l'ivresse, il le respecte. Depuis tant de générations il a été dressé à courber l'échine devant lui! Ce hussard en goguette représente à ses yeux une élégance aristocratique, une désinvolture à laquelle, lui personnellement, il sait qu'il n'atteindra jamais. Heureusement qu'il a un fils, un fils au lycée de Budapest; et il espère bien qu'un jour, le cher enfant et sa progéniture auront ces façons magnifiques, répandront leur argent avec cette aisance incomparable, sans aucun regret dans le cœur, et soulèveront autour d'eux l'admiration qu'il éprouve lui-même pour ce sous-lieutenant à cravache!...

C'est dans cette atmosphère de Paris-sur-Peczé que Tibor Szamuely s'initia à la grande vie, singeant les manières de la gentry, emplissant de vains bavardages érotico-intellectuels les douze heures de la journée, qui sont longues à Grand-Varadin, accumulant en lui mille rancœurs, mille appétits insatisfaits, et rêvant au moment où quelque chance, l'arrachant aux

marais de la Peczé, ouvrirait à son ambition les paradis de Budapest.

L'heureuse minute arriva. Il partit pour la capitale, mais il n'y réussit guère. Bien que là-bas, parmi les journalistes, une fausse élégance soit assez naturelle, son affectation de dandysme et le soin qu'il mettait à éviter ses confrères pauvres, pour se lier de préférence avec des gens fortunés, le rendaient peu sympathique. Toujours le monocle à l'œil, et vêtu avec recherche, il lui arrivait souvent de n'avoir pas de quoi manger : ces jours-là, il restait au lit. Mais par cette vanité si fréquente en Israël, et qui est à la fois une force et une faiblesse, dans ses lettres à ses parents il représentait sa situation comme brillante; et devant ses camarades, qui pourtant n'étaient pas dupes, il posait au fils de famille. Encore, s'il avait eu du talent! Mais il en manquait tout à fait; et c'était une farce qu'on lui jouait souvent, d'épingler sur la muraille, dans la salle de rédaction, quelques lignes de lui ridicules.

Les difficultés de sa vie l'obligèrent à retourner en province. Il resta plusieurs mois à Fiume,

à la solde du Gouverneur, pour lequel il faisait passer de petites notes dans les journaux. Mais toujours obsédé par le regret de Budapest, on l'y vit bientôt reparaître. Aucune feuille ne voulut de ses services. Une agence de presse catholique le prit comme sténographe. Ce qui ne l'empêchait pas de s'employer aussi dans les congrès socialistes, dont il livrait ensuite les secrets aux journaux conservateurs. Dans les premiers mois de la guerre, affecté au bureau télégraphique officiel, il déclarait que s'il était contraint de partir pour le service, il n'y moisirait pas longtemps. Et en effet, il tint parole. Une heure et demie après son arrivée au front (lui-même s'en vantait) il passait à l'ennemi.

En Russie, il rencontra Bela Kun, et travailla de concert avec lui, dans les camps de prisonniers, à la propagande communiste. On l'accuse d'avoir fait fusiller bon nombre d'officiers magyars, qui ne se montraient pas assez souples. Puis il revint en Hongrie, et Bela Kun le nomma commandant de tous les arrières de l'armée, avec mission de réprimer les mouvements contre-révolutionnaires qui pouvaient surgir en province.

Son activité fut effroyable. Sans cesse, de jour ou de nuit, il montait dans son train ou dans son automobile rouge, accompagné de ses gars de Lénine, tous armés jusqu'aux dents, pour aller faire quelque part une expédition punitive. Tantôt c'était à Kalocsa, tantôt à Kapuvar, à Sopron, à Csorna, à Püspök-Ladany, à Czegled, à Dunapataï, partout enfin où on lui signalait que des paysans avaient coupé un fil télégraphique, attaqué des gardes rouges, refusé de livrer leur blé ou leur bétail. Il arrivait dans le village, entouré de ses hommes de cuir, qui tenaient à bout de bras des grenades à main. Les paysans dénoncés par le soviet de l'endroit étaient traduits, l'un après l'autre, devant le tribunal révolutionnaire, composé d'un juge unique, autour duquel se tenaient les compagnons de Szamuely. Lui-même, assis sur une chaise, les jambes négligemment croisées, et fumant sa cigarette à bout d'or, il plaisantait, ricanait, faisait des facéties du genre de celle-ci :

— Eh bien, camarade, qu'as-tu fait? demandait-il, un jour, à un paysan tremblant de peur.

— Rien, monsieur, je n'ai rien fait, ce sont

les autres qui m'ont forcé à marcher avec eux.

— Emmenez-le, dit Szamuely en s'adressant à deux gars de Lénine. C'est un pauvre diable, je lui fais grâce... Ne le pendez pas... Fusillez-le !

Ce jour-là, à Kalosca, il y eut une exécution nombreuse. Des professeurs, un instituteur, des commerçants, des officiers, et nombre de paysans furent pendus devant les fenêtres du collège des Jésuites. Une des victimes, dont la corde s'était brisée, s'échappa. On rattrapa le pendu récalcitrant, et de nouveau on le suspendit à sa branche.

Huit bourreaux diplômés faisaient partie des trente hommes qui suivaient partout Szamuely. Leur chef un nommé Arpad Kohn Kerekes, âgé de vingt-trois ans, tourneur en fer de son métier, a, de son propre aveu, fusillé cinq personnes et en a pendu treize ; mais l'acte d'accusation relève contre lui cent cinquante assassinats. Parmi les autres diplômés, il y avait encore Louis Kovacs, Charles Strub, Isidor Bergfeld, Alexandre Vigh qui pendit huit paysans à Kalocsa, Didier Reinheimer qui en exécuta vingt-cinq à Debreczen, et Arthur Barabas

Bratmann qui se distingua à Sopron. A l'occasion, Szamuely s'amusait à nouer la corde, en beau nœud de cravate, autour du cou du patient, et il trouvait aussi plaisir à la lui faire embrasser. On le vit pousser le sadisme jusqu'à forcer un parent du condamné à tirer lui-même la chaise qui soutenait le pauvre diable; ou bien il obligeait les enfants d'une école à défiler sur la place où se balançaient ses victimes; ou bien encore il s'arrangeait pour faire passer une femme, qui ne se doutait de rien, devant le corps de son mari, tout raide à sa branche d'acacia.

Un jour pourtant, les choses faillirent mal tourner pour lui. C'était à Kapuvar. Suivi de quelques Lenin fiuk, il entrait dans les maisons, appelait le maître du logis, et désignant du doigt un arbre de la route : « Va te placer dessous », disait-il. Bientôt six hommes et une femme se balancèrent au bout des branches. D'autres exécutions allaient suivre, quand, le fusil à la main, un garde rouge, originaire du village, écartant les gars de Lénine, s'avança vers Szamuely, et se campant résolument devant lui, dit en le fixant dans les yeux :

« Camarade, c'est assez, aujourd'hui, pour Kapuvar! » Et le sombre regard du soldat lui fit comprendre que, peut-être, il serait dangereux de continuer le jeu. Cette fois, à Kapuvar, on ne pendit pas davantage.

Chacune de ces expéditions s'accompagnait de rafles de bestiaux, de volailles, de vin, de légumes, de blé, qu'on expédiait par wagons à Budapest. Puis Szamuely rentrait en ville, et on le voyait au club Othon, le cercle des journalistes juifs où naguère il avait subi maints affronts, plus dandy que jamais, ses cheveux noirs rejetés en arrière, le veston d'une coupe irréprochable, son éternelle serviette de maroquin sous le bras, serrant les mains d'un air distrait, et paraissant ne reconnaître personne.

CHAPITRE XI

LA DÉBACLE DES SOVIETS

Le 1er mai, à Budapest, fut une journée de triomphe et d'angoisse. Du haut en bas, toute la ville semblait être peinte en rouge. Ordre avait été donné de teindre en écarlate les anciens drapeaux hongrois, et, dans chaque maison, les hommes de confiance surveillaient si les locataires avaient suffisamment empourpré les fenêtres de leur logis. Tous les monuments qui rappelaient les héros surannés de la vieille Hongrie, Arpad, Jean Hunyade et Corvin, Thököli, Rakoczi, l'évêque Pazmany et bien d'autres, disparurent sous des planches badigeonnées de rouge et couvertes d'affiches sang de bœuf. Devant le Parlement, la statue de Jules Andrassy, l'homme de Bismarck et de la Triple Alliance, s'enveloppait d'un échafaudage rappelant un vague temple grec ou une

armoire à Thora. Sous l'effigie de saint Gérard, apôtre et martyr de Hongrie, un immense tableau rutilant figurait en allégorie le paradis des prolétaires. A l'un des principaux carrefours, quatre énormes sphères terrestres, qu'on eût dit trempées dans le sang, symbolisaient le triomphe mondial de la révolution; et partout, des bustes de Karl Marx, de Lénine, de Trotzki, de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, présidaient à la fête, comme les saints des nouveaux jours. Sous une suite d'arcs de triomphe, au milieu des oriflammes, des étoiles à cinq branches, des sceaux de Salomon, on arrivait, par la rue Andrassy, au monument du millénaire, élevé, il y a quelque vingt ans, pour glorifier l'anniversaire de l'arrivée des Magyars dans le pays. Des tentures d'andrinople le voilaient également aux regards, et sur les marches se dressait un colossal Karl Marx, entouré de figures allégoriques.

Mais tout ce rouge, tous ces cortèges, tous ces arcs de triomphe, les feux d'artifice et les discours de cette journée d'apothéose, n'arrivaient pas à cacher la plus profonde inquiétude. Une fois de plus l'Amalécite menaçait Jéru-

salem! Les trois cent mille Russes de Lénine, qui devaient sauver la Hongrie, étaient restés à l'état de fantômes dans leur mirage d'Orient, et, à leur place, c'étaient les armées ennemies qui passaient la frontière, sous prétexte de secourir contre les excès communistes leurs frères de sang demeurés en terre hongroise.

Le lendemain de ce glorieux 1er mai, les Soviets apprenaient avec stupeur que les Roumains avaient franchi la Tisza, que les Tchèques étaient à Miskolcz, et déjà l'on voyait des soldats débandés refluer sur Budapest en charrettes et par les trains. Le bruit courut même, dans la soirée, que les Commissaires du peuple avaient démissionné. Mais Bela Kun, informé que les Alliés désapprouvaient l'avance des Roumains, prenait la parole au Conseil et déclarait qu'il était prêt à mener la lutte jusqu'au bout : « Si nous voulons combattre, dit-il, ce n'est ni pour défendre l'intégrité de notre territoire, ni pour reprendre à notre compte la politique d'oppression des Nationalités. Mais nous avons une mission. Dans le combat qui met aux prises, sur toute la surface du globe, l'impérialisme capitaliste

et le socialisme bolchéviste, nous prenons part à la bataille. Nous sommes un des soldats de la révolution internationale, nous devons nous battre pour l'honneur des travailleurs hongrois, pour la cause sacrée du prolétariat universel. Aussi longtemps qu'il y aura la possibilité de tirer un coup de fusil, nous ne déposerons pas les armes, nous ne céderons pas un pouce du sol où le prolétaire est maître... » Et il termina par ces mots : « C'est ma croyance superstitieuse que si la dictature du prolétariat finit par succomber ici, c'est qu'elle n'aura pas coûté assez de sang... » Pour qui savait l'entendre, ce discours signifiait que les ouvriers devaient se préparer à quitter les usines, les cinémas et les rues de Budapest, et à rejoindre l'armée. Au milieu des applaudissements, l'Assemblée vota d'enthousiasme que la moitié au moins des Commissaires du peuple et des membres du Conseil iraient immédiatement sur le front. Mais oubliant aussitôt leur serment, Commissaires et Délégués des soviets restèrent paisiblement chez eux.

En grande hâte, on réorganisa l'armée rouge. Et là encore, il fallut en revenir aux vieilles

méthodes bourgeoises, fort peu démocratiques mais qui avaient fait leurs preuves. Et puis, comme disait Bela Kun pour justifier ce retour au passé, « l'immense différence entre hier et aujourd'hui, c'est qu'hier, nous menions la lutte d'en bas; aujourd'hui, nous la menons d'en haut. Naturellement le point de vue change, et ce qui hier pouvait être mal devient au contraire bien aujourd'hui... » Les conseils de soldats, l'élection des officiers par les hommes, les discussions politiques et les meetings dans les casernes, tout cela avait été « bon » pour détruire l'armée bourgeoise; mais cela était « mal » aujourd'hui qu'il s'agissait de mettre à la disposition du Gouvernement soviétique un solide outil de combat. On reconstitua les cadres, en rappelant au service tous les officiers de carrière; la conscription obligatoire remplaça le système des engagements volontaires; on remit en usage le code impitoyable, qui naguère révoltait si fort les antimilitaristes; les soldats indisciplinés furent passés par les armes; on rétablit la distinction des grades; et la seule nouveauté fut qu'à la place d'étoiles au collet, les officiers por-

tèrent désormais des galons à la manche et au képi.

Böhm, le ministre de la guerre, l'ancien représentant de machines à coudre, et Napoléon Pogany, le fils du laveur de cadavres, avaient glissé au second plan. Un ancien officier, le colonel Stromfeld, était devenu l'âme de la nouvelle armée rouge. D'excellente famille bourgeoise, élève de l'École militaire de Vienne, rien ne prédisposait ce Stromfeld aux idées révolutionnaires. Mais après la débâcle austro-hongroise, il se tourna du côté des socialistes d'abord, et des communistes ensuite, avec l'espoir d'utiliser encore une activité belliqueuse que cinq années de guerre n'avaient pas rassasiée, et qui était un besoin de sa nature. C'est le type ordinaire du soldat de métier, qui ne manque jamais d'apparaître dans une révolution quelle qu'elle soit. Un instant, toute la Hongrie mit en lui sa confiance : les Rouges, parce qu'ils espéraient beaucoup de ses talents stratégiques; les Blancs, parce qu'ils comptaient sur lui pour renverser Bela Kun. Il déçut tout le monde : les bolchévistes, qu'il ne réussit pas à conduire à la victoire; et les patriotes, qui n'avaient pas

compris que, pour ce professionnel passionné, le rôle de chef d'état-major, qu'on lui avait donné, suffisait à remplir son ambition, et qu'il ne voyait rien au delà.

Pendant ce temps, les troupes françaises, cantonnées à Belgrade et dans la Hongrie du Sud, regardaient, l'arme au pied, Bela Kun et ses amis ruiner toute la vie hongroise, encourager par leur apparent succès les espoirs du communisme en Europe, et organiser à leur aise une armée qu'ils allaient jeter sur les Tchèques et les Roumains. Quelques bataillons auraient suffi pour mettre à la raison ce régime exécré de toute la population; mais le Conseil Suprême avait formellement défendu d'intervenir dans les affaires de Budapest. L'ordre était signé Clemenceau, et c'étaient des régiments français qui se trouvaient aux frontières de la Hongrie. Aussi, les Magyars sont-ils enclins à faire retomber sur la France toute la responsabilité d'une inaction si funeste à leur pays, comme si nous avions été seuls à prendre des décisions au Conseil! Américains, Italiens et Anglais ne se souciaient aucunement de voir nos troupes

s'installer à Budapest, et notre influence s'imposer à toute l'Europe centrale. En cette occasion, comme en bien d'autres, nous avons été forcés d'agir contre nos intérêts. Mais le prestige que la victoire venait de donner à la France, laissait croire trop facilement que, dans le Conseil des Alliés, elle parlait toujours en maître.

Autre grief. A Szeged, ville importante de la plaine, sur les bords de la Tisza, quelques politiciens magyars avaient formé un gouvernement contre-révolutionnaire et constitué une petite armée, de six mille hommes environ, avec des soldats et surtout des officiers, accourus de toute part pour échapper aux bolchévistes. Avec beaucoup d'amertume, les Hongrois nous accusent d'avoir mal soutenu ce gouvernement et cette armée. Ils oublient tout à fait que, sans notre aide, ce mouvement militaire et politique n'aurait même pas existé. Ce sont des officiers français qui ont été chercher à Vienne, où ils s'étaient réfugiés, le comte Teleki et ses amis, pour les mettre à la tête du gouvernement de Szeged. Peu de magnats, d'ailleurs, acceptèrent de les suivre, la plupart de ces

messieurs préférant demeurer à Vienne, au fameux hôtel Sacher, où ils mangeaient d'excellente cuisine et perdaient au jeu leur argent. C'est avec un sauf-conduit français, accompagnés par un officier français, que le comte Teleki et quelques autres purent traverser sans encombre la Hongrie de Bela Kun. C'est à l'abri de nos troupes, sous les yeux bienveillants de notre état-major, qu'ils purent organiser leur ministère et leur armée. S'ils avaient montré tout de suite plus d'esprit de décision, s'ils avaient perdu moins de temps en bavardages de café et en querelles de personnes, si les quelques milliers d'officiers qui se trouvaient à Szeged s'étaient mis résolument en marche sur Budapest avec les armes et les munitions que nous leur avions prêtées, ils auraient rallié en chemin beaucoup de paysans de la plaine et culbuté peut-être les forces bolchévistes, alors presque inexistantes. Au lieu de cela, à Szeged, on fit de la politique ou la fête, et on laissa au Conseil Suprême le loisir de déclarer qu'il ne reconnaissait pas ce gouvernement réactionnaire. Nos officiers se virent contraints de reprendre

les fusils qu'ils avaient bénévolement prêtés, et de se tenir désormais sur la réserve. Les Hongrois oublièrent alors les services rendus, pour ne plus voir que notre refus de les aider davantage; la légende s'accrédita d'une trahison des Français, et l'on fit retomber sur eux la déconvenue de Szeged.

Cependant, à Budapest, Bela Kun encouragé par quelques faciles succès remportés sur les Tchèques, se mit en tête d'attaquer les Roumains, avec l'espoir de rallier toute la nation autour de lui par un exploit militaire. Il croyait d'ailleurs, fermement, qu'un mouvement révolutionnaire allait éclater à la fois, le même jour, 20 juillet, en Allemagne, en Angleterre, en Italie et en France. Aussi choisit-il cette date pour déclencher son offensive. Mais ce jour catastrophique du 20 juillet 1919 fut, dans toute l'Europe, une journée très paisible. La révolution mondiale, en laquelle Bela Kun avait mis un espoir aussi naïf que Karolyi jadis, ne se produisit nulle part. Et pour comble de disgrâce, il dut tout de suite s'apercevoir que ses soldats ne valaient rien.

Les bolchévistes avaient franchi la Tisza. Pendant les premiers jours, l'armée roumaine fit semblant de reculer devant eux ; puis passant soudain à l'attaque, elle culbuta les troupes des Soviets, qui perdirent en moins d'une semaine la moitié de leurs effectifs. Le reste repassa précipitamment la rivière, et les Roumains envahirent la Hongrie, décidés, cette fois, à réussir contre le bolchévisme cette opération de police, dont le Conseil Suprême avait si imprudemment refusé de confier le soin à nos troupes.

Après ce qu'ils avaient souffert durant l'occupation de leur pays par les Austro-Allemands, il était à prévoir que les Roumains ne se comporteraient pas avec la mansuétude d'un soldat originaire de Touraine ou de Bourgogne. Ce n'est pas seulement le bolchévisme, mais la Hongrie tout entière qui fut terriblement mise à mal. Les Magyars prétendent qu'à elle seule, cette invasion leur a coûté autant que les quatre années de guerre. Aussi ne cessent-ils de nous reprocher, à nous autres Français, de ne pas leur avoir épargné cette épreuve, tandis que les Roumains nous gardent quelque ran-

cune de les avoir sommés, un jour, en termes assez énergiques, d'abandonner le territoire que nous leur avions laissé envahir.

Bela Kun avait perdu la partie. L'après-midi du 1er août, il rassembla les cinq cents membres du Conseil des Soviets. « Les prolétaires, s'écria-t-il, se sont montrés indignes de la révolution. Ils ont lâchement trahi la confiance que nous avions mise en eux. Pour le moment, il faut céder à la nécessité; mais je reviendrai bientôt. Nous ne faisons que remettre à plus tard l'avènement de l'ère communiste, quand le prolétariat sera mieux préparé à recevoir nos idées!... » On dit qu'à ce moment il pleura. Mais l'heure n'était plus, maintenant, aux discours ni aux larmes. Les Roumains approchaient. Un train spécial l'attendait, lui et ses amis, à la gare. Il s'empressa d'y prendre place, avec Pogany, Kunfi, Amburger et les autres Commissaires juifs du peuple. Seuls, les chrétiens restèrent à Budapest, dans le ministère socialiste qui prenait la suite des affaires, et où nul israélite n'avait brigué le moindre portefeuille.

Bela Kun passa la frontière, sans être autre-

ment inquiété. Il arriva à Vienne, où le gouvernement à demi bolchéviste, qui se trouvait au pouvoir, l'interna pour la forme. Quelques mois plus tard, il s'évadait et gagnait l'Allemagne sous un faux nom. Au moment où il allait s'embarquer dans un port de la Baltique, la police l'arrêta. Le gouvernement de Budapest réclama son extradition : elle ne lui fut pas accordée. Bela Kun alla rejoindre Lénine et Trotzki à Moscou. A l'heure où j'écris ces lignes, il préside à Odessa, avec une dureté féroce, la commission chargée de maintenir la Russie du Sud sous la tyrannie bolchéviste.

Corvin-Klein, Arpad Kohn-Kerekes, et autres Juifs de moins grande envergure, qui n'avaient pas été admis dans le train spécial de Bela Kun, payèrent pour les princes d'Israël qui s'étaient enfuis à Vienne. On les jugea. Ils furent pendus.

Avec une inconscience animale, le chef des troupes terroristes, l'ouvrier en cuir Cserny, se promena paisiblement, quelques jours encore, à Budapest. Puis soudain, pris de peur, il gagna la campagne. Pendant une semaine, il erra comme une bête traquée dans la forêt de Ba-

kony, où les gendarmes le saisirent. On le pendit, lui aussi.

Quant à Tibor Szamuely, la nouvelle de la débâcle soviétique vint le surprendre dans la ville de Györ, en pleine séance de nuit du tribunal révolutionnaire. Il venait de condamner à mort trois pauvres diables d'ouvriers. Levant aussitôt la séance et laissant là ses condamnés (que personne après son départ n'osa exécuter), il regagna la capitale. Pourquoi, le lendemain, ne prit-il pas sa place dans le train spécial de Bela Kun? Il crut sans doute plus prudent de s'enfuir en auto. Mais à la frontière autrichienne des douaniers l'arrêtèrent. Tirant alors un mouchoir de sa poche, il fit semblant de s'éponger le front, et se brûla la cervelle avec un petit revolver dissimulé sous la batiste. La communauté israélite du lieu refusa de recevoir son cadavre dans le cimetière. On l'enfouit à l'écart; et sur la pierre, comme épitaphe, on écrivit au crayon bleu : « Ici a crevé un chien. »

CHAPITRE XII

UN DIALOGUE SANS FIN

Dans la cathédrale de Grenade, où reposent les restes mortels d'Isabelle la Catholique, un curieux panneau de bois peint représente des Maures, coiffés de hauts turbans et vêtus de la gandourah, qui se pressent autour d'une cuve pour recevoir l'eau baptismale, et assurer par là leur salut dans l'autre monde, et surtout dans celui-ci... C'est quelque chose d'assez pareil, qu'aux derniers jours du bolchévisme, on put voir à Budapest. Jamais, depuis les temps lointains où le roi Saint Étienne christianisait en masse ses compagnons barbares, il n'y eut autant de conversions en Hongrie. Épouvantés à l'idée des excès qui allaient suivre inévitablement l'échec de l'expérience judéo-bolchéviste, c'est par centaines et par centaines que les Juifs coururent au baptême : ils se précipitaient à

l'église, comme dans une compagnie d'assurances, la plus sûre qu'il y eût au monde.

Leurs craintes n'étaient pas chimériques. Ce que laissait derrière elle la dictature du prolétariat, c'était dans toute la nation une si violente haine antisémite, qu'aujourd'hui encore elle domine tout autre sentiment, même l'humiliation de la défaite et la tristesse de la patrie diminuée. Israël connut alors un de ces pénibles moments, comme il en a vécu tant de fois au cours des âges, mais qui dut avoir pour lui un goût de fiel d'autant plus amer qu'il s'était habitué à considérer la Hongrie comme une terre de Chanaan. D'un bout à l'autre du pays, ce fut une ruée sur les Juifs. Les crimes de Szamuely et des gars de Lénine étaient venus s'ajouter à tous les vieux griefs que les paysans avaient contre eux. Plus récemment encore, quand les Roumains avaient envahi le territoire, râflant tout ce qu'ils pouvaient emporter, on avait vu, dans la campagne, les Juifs accueillir l'envahisseur avec cette servilité et cet esprit d'opportunisme qui les fait toujours se mettre à la disposition du plus fort, et il avait semblé monstrueux qu'après avoir été les favoris du

bolchévisme, ils le fussent encore du Roumain, qui venait mettre à la raison Bela Kun et ses amis! Il fallut payer tout cela. Maintes choses tragiques se passèrent dans ces endroits où, quelques semaines plus tôt, Szamuely arrivait avec ses porteurs de grenades. Aux environs du bourg d'Orgovany, j'ai traversé tel petit bois d'acacias, bien léger et transparent par un beau jour d'été, où, sans autre forme de procès, les gens des environs pendirent d'un coup soixante-deux bolchévistes, dont la plupart étaient Hébreux. Un paysan qui m'accompagnait, et qui avait certainement participé à l'affaire, me dit en me montrant ses mains, avec un intraduisible sourire : « Il n'y a pas de sang sur mes doigts, mais il n'y a plus de Juifs au village... »

Des troupes d'officiers sans solde et sans métier, qui s'étaient donné pour mission de purger la Hongrie du bolchévisme, parcouraient la contrée, pratiquant des exécutions sommaires, pour se venger des vexations qu'eux-mêmes ou leurs familles avaient subies pendant le communisme et l'invasion roumaine. A Budapest, quelques-uns de ces détachements (on

appelait ainsi les bandes d'officiers) s'étaient installés dans plusieurs grands hôtels, dont ils avaient fait leurs casernes. Là aussi, il se passa des histoires mal connues, des drames rapides et féroces, exactement calqués sur les horreurs bolchévistes, et qui ne sont propres qu'à vous dégoûter de l'humanité quelle qu'elle soit. En écrivant ces lignes, j'ai sous les yeux le rapport d'une mission de travaillistes anglais, aussi terrible à parcourir que le petit bois d'Orgovany. Et bien qu'il soit très difficile, en ces sortes d'affaires, de départager le vrai du faux, on sent monter, de ce papier, la même fade odeur sanglante que je croyais respirer, l'autre jour, au milieu des acacias.

Ce paroxysme de fureur se calma peu à peu, mais j'ai encore pu voir, moi-même, des scènes du genre de celle-ci. C'est le soir. Un café de Budapest. Un de ces cafés toujours pleins, où se passe, là-bas, une grande partie de la vie. Tout à coup, dans la rue, on entend courir des gens; des voitures filent à vive allure; à la porte apparaissent des uniformes variés, appartenant aux divers détachements d'officiers, et derrière eux, une centaine de

manifestants affiliés à la ligne antisémite « les Hongrois qui s'éveillent » ou « les Hongrois réveillés ». Dans le café, c'est la panique. On voit des consommateurs se précipiter sous le billard et sous les canapés, d'autres courir aux water-closets, d'autres au téléphone. Mais là, un Hongrois réveillé les arrête en disant : « Inutile de vouloir prévenir la police : tous les fils sont coupés ! » Pendant ce temps, des officiers circulent de table en table, demandant poliment à chacun de se légitimer, comme on dit, c'est-à-dire de présenter ses papiers d'identité. On reconnaît un Juif rien qu'à la façon dont il se lève, avant même qu'on lui ait rien demandé. Aussitôt il est saisi, on se le passe de main en main ; et par une opération magique, il n'a pas atteint la porte qu'il a déjà perdu en route son portefeuille, son porte-monnaie, sa montre et son étui à cigares. Puis on le jette à la foule, qui le reçoit avec des cris et des exclamations diverses, dont je retiens celle-ci : « Cognez-lui sur la tête, pour qu'il ne devienne pas boiteux ! » Le café nettoyé, la bande des inquisiteurs salue avec courtoisie

le reste des clients, et va recommencer ailleurs son exploit peu héroïque.

Un jour, dans une de ces bagarres, un Juif allégua pour sa défense qu'il était baptisé, et il exhiba en effet son certificat de baptême.

— Fort bien, répliqua l'officier. Récite-moi ton *Pater*.

— Notre Père, qui êtes aux cieux...

Le nouveau converti n'en savait pas plus long. Incontinent, on l'expédia dans la rue pour y apprendre la suite...

Aujourd'hui, ces brutalités ont pris fin, mais le problème juif demeure. Toute la Hongrie se hérisse pour repousser Israël. On veut expulser du pays les cinq cent mille Galiciens arrivés pendant la guerre; on limite le nombre des Juifs admis à l'Université, pour diminuer leur importance dans les professions libérales qu'ils avaient envahies ; on ferme les loges maçonniques, presque uniquement juives; un peu partout, des banques et des coopératives chrétiennes s'organisent pour remplacer l'intermédiaire hébreu ; des maisons d'édition et des journaux se créent, avec la mission de défendre l'intellectualité natio-

nale. Une lutte violente est engagée entre deux âmes et deux races. Et voici les propos, les voix alternées qui dominent le bruit quotidien du combat :

— Ah, ces Juifs! s'écrie le Chrétien avec une passion qu'exalte le sentiment de son immense faiblesse devant son formidable adversaire. Nous ont-ils assez trompés! Depuis plus d'un demi-siècle, tous nos hommes d'État, libéraux ou conservateurs, catholiques ou protestants, se sont employés à l'envi à leur ouvrir notre pays. Nous avions tellement peur de passer en Europe pour des Turcs arriérés, pour un peuple rétrograde! Nous faisions taire nos antipathies profondes, afin de paraître intelligents, modernes, européens, que sais-je! Nous nous mettions un bandeau sur les yeux, et nous déclarions fièrement, à l'exemple des nations civilisées d'Occident, qu'il fallait être un barbare pour s'imaginer que, dans la question juive, il y avait autre chose qu'une simple querelle de religion. Nous restions sourds aux avertissements de ceux qui nous disaient : « L'Allemagne, l'Angleterre ou la France peuvent se permettre, si bon leur semble, de

recevoir les Juifs avec générosité. Dans ces trois pays réunis, de plus de cent millions d'habitants, le nombre des Juifs égale à peine celui qu'il atteint chez nous. Allemands, Anglais ou Français peuvent bien verser dans leur grand lac une bouteille d'encre. Mais nous, si nous versons cette bouteille dans la soupe hongroise, on ne pourra plus la manger... » Nous avons fermé l'oreille à ces conseils de la prudence. Nous avons cru naïvement que ces milliers et ces milliers d'étrangers s'assimileraient aisément et deviendraient pareils à nous. Quinze sous suffisaient à opérer un miracle! Pour quinze sous, ils pouvaient changer de nom. Pour quinze sous, un Kohn devenait Bela Kun, un Krammer se transformait en Keri, un Otto Klein en Corvin! Un Magyar de plus! disions-nous. Autant de gagné pour notre petite nation, si seule, si perdue sur les frontières de la civilisation!... Nous ne voulions pas regarder dans leur âme, niaisement satisfaits que nous étions de les voir se déguiser en Magyars, parler notre langage, prendre quelques-unes de nos habitudes et

beaucoup de nos défauts. Au bout de deux générations, ces Juifs sauvages de Galicie devenaient des personnages. Avec ce sentiment de la famille et de la race si développé en eux, ils se poussaient les uns les autres, accaparant toutes les professions susceptibles d'assurer la fortune et la puissance, et nous abandonnant la pompeuse misère de l'administration, les emplois honorifiques et tous les métiers inférieurs... Voulez-vous quelques chiffres? Dans la Hongrie d'avant-guerre, on comptait à peu près cinq Juifs par cent habitants. Mais sur cent médecins, ingénieurs, avocats ou journalistes, cinquante étaient des Juifs; sur cent commerçants, cinquante-six; sur cent éditeurs, cinquante-sept; sur cent employés de commerce et d'industrie, plus de la moitié encore! En revanche, on n'en rencontrait aucun dans les emplois pénibles. A peine auriez-vous pu trouver un forgeron, un maçon, un domestique israélite, sur cent ouvriers de cette sorte. A la campagne, le quart de la propriété était tombé entre leurs mains, alors qu'en toute équité ils n'auraient dû en posséder qu'à peine le vingtième. Et là, vous n'auriez pas découvert

un seul Juif sur cent journaliers agricoles... Notre malheureuse nation est devenue, à la lettre, un pays de fonctionnaires, de hobereaux et de paysans, dominé par une élite de financiers, de commerçants et d'intellectuels juifs. C'est pour le bien de la Hongrie! disaient-ils. Longtemps nous l'avons cru nous-mêmes. Et cela est peut-être vrai, si l'on tient pour profit un certain progrès matériel, une certaine adaptation aux formes soi-disant supérieures de la civilisation occidentale. Ils ont bâti cette ville de Pest, dont hier encore nous étions fiers, et qui s'élève dans notre plaine comme une verrue monstrueuse, un affreux conglomérat de tous nos défauts et des leurs. Ils nous ont jetés dans le courant des grandes affaires de l'Europe, en développant chez nous une vie financière si intense qu'il n'y a plus une oie, plus une poule qui ne pondent pour leurs banques! Ils ont également entrepris de dresser notre mentalité aux idées de l'Occident, car la pensée est pour eux une affaire, une occupation profitable, comme l'exploitation d'une marque d'autos ou de machines à coudre. Mais ils ne nous ont présenté qu'une grimace de l'Occident, comme

ils ne sont eux-mêmes qu'une caricature des Hongrois. Sans qu'ils s'en rendent compte, leur cervelle déforme toutes les pensées qui s'y logent, et dans ce qu'ils nous ont apporté, un véritable Européen ne reconnaît plus son esprit. A Londres, à Paris, à Berlin, ils corrompent aussi toute chose, mais cela demeure sans importance, car il existe là-bas des créateurs d'idées, de puissantes forces indigènes, pour rétablir sans cesse ce qu'ils abîment dans le moule de leur nature sensuelle, vaniteuse, excessive, érotique et peu profonde. Mais nous autres, ici, nous sommes abandonnés sans défense à leur malfaisant génie, à tout ce bavardage dont ils nous éblouissent, à leurs journaux, à leurs revues, à leurs pièces de théâtre, à leurs nourritures spirituelles de la plus médiocre espèce, assaisonnées d'épices qui nous emportent le palais... Au moins pourraient-ils se vanter d'avoir pris pendant la guerre une part des sacrifices, je ne dis pas proportionnelle à leur importance dans le pays, mais simplement en rapport avec leur nombre? Naguère, ils menaient grand tapage avec leurs sentiments patriotiques, et, en toute occasion,

pour flatter notre amour-propre, ils se montraient plus Magyars que nous-mêmes. Mais quand l'heure fut venue de prouver leur patriotisme autrement que par des paroles et des articles de journaux, ils n'ont eu qu'un souci : échapper au service et se défiler à l'arrière. Dans les conseils de revision, la moitié des majors étaient des Juifs, et ils ne manquaient pas de prétextes pour exempter un coreligionnaire. Dans l'armée elle-même, la masse des paysans étant inapte à fournir des secrétaires et des paperassiers, ce furent naturellement des Juifs qui se casèrent dans ces emplois. Aussi le chiffre de leurs pertes, comparé à celui des chrétiens, est à lui seul éloquent. Tandis que ceux-ci ont laissé, sur les champs de bataille, le quart de leur effectif, huit pour cent seulement des officiers juifs sont morts. Les étudiants chrétiens des écoles supérieures ont péri dans la proportion de quarante-huit pour cent, et les Juifs dans la proportion de sept. Quant aux simples soldats, dix-sept pour cent de Magyars sont tombés contre un pour cent de Juifs. Et que représentent ces quelques disparus, si l'on songe aux cinq cent mille émi-

grants de Galicie qui, pendant ces cinq années de guerre, se sont abattus chez nous! Enfin, monsieur, au jour de la défaite, pour nous remercier de les avoir si libéralement accueillis, ils ont tenté de détruire de fond en comble notre civilisation, et ils ont installé chez nous ce bolchévisme, dont le mieux qu'on puisse dire est qu'il est, chez les uns, la dernière forme de l'esprit messianique, et chez les autres, une volonté brutale d'établir le règne d'Israël sur tous les peuples du monde...

— Tout cela, répond le Juif d'un air apeuré mais narquois, où glisse le sourire d'Henri Heine, ce ne sont que raisonnements de boutiquiers et d'étudiants jaloux qui défendent leur pâtée. Voyons les choses froidement. Grâce à Dieu, vous ne nous détestez pas autant que vous l'imaginez. Votre aristocratie tient à nous, puisque nous faisons ses affaires. Votre clergé catholique (votre haut clergé, le seul qui compte, s'entend) nous est aussi très favorable : nous administrons ses biens, car sa confiance en nous est complète, et de plus, nous offrons à son zèle une matière à conversion admirable. Quant à vos pasteurs protes-

tants, ils sont trop pénétrés d'esprit biblique pour être délibérément hostiles aux descendants d'Abraham et de Moïse. Soyez francs! Vos paysans eux-mêmes ne nous détestent pas. A-t-on jamais vu le moindre pogrom en Hongrie? Les pendaisons de ces dernières semaines sont de tristes accidents, artificiellement organisés, dont nous ne leur tiendrons pas rigueur, car ils en sont au fond innocents... Non, nos vrais, nos seuls ennemis, ce sont vos nobles fainéants, vos petits bourgeois timides et paresseux, qui feraient mieux de travailler au lieu de perdre leur temps à cracher sur les Juifs. Commerçants, médecins, avocats, journalistes et étudiants chrétiens ne nous pardonnent pas nos succès. Qu'y pouvons-nous? Peut-on nous faire sérieusement un grief d'être une race plus énergique, plus subtile que la hongroise? Est-ce notre faute si, au lycée, à l'université, nous sommes toujours les premiers? Peut-on nous reprocher d'être des commerçants plus habiles, des industriels plus hardis? J'ai quelquefois entendu soutenir que notre réussite tient moins à notre intelligence et à notre activité qu'à un certain manque

de scrupules. Cela, c'est vite dit! Mais si je regarde autour de moi, je ne vois pas que la probité des chrétiens soit bien supérieure à la probité des Juifs. Ce que je vous accorde seulement, c'est que notre malhonnêteté a plus d'imagination et d'envergure que la vôtre. Ce qui fait que, donnant de plus grands résultats, elle frappe les yeux davantage. Un exemple : au cours de la guerre, j'ai connu maint pauvre diable chrétien qui volait l'État de son mieux, en faisant lécher du sel à ses bœufs, afin d'exciter leur soif et de vendre à l'Intendance des bêtes toutes gonflées d'eau. Évidemment un Juif a une autre façon d'opérer : lui, il fait boire le général. Simple différence de méthode qui ne touche pas au fond des choses... Autre grief. Nous ne serions pas seulement de grands perturbateurs du trafic et les sangsues de la nation, mais encore un élément pernicieux pour son esprit et son âme. Nous y apportons, paraît-il, la fébrilité, le trouble, l'érotisme, je ne sais quoi de maladif, d'impatient et d'exaspéré, qui s'acharne à détruire tous les vieux sentiments et toutes les vieilles pensées sur lesquelles

on vivait depuis des siècles. Ah! que c'est donc mal nous connaître! Notre grand défaut, au contraire, n'est-il pas une instabilité, une débilité mentale qui nous fait trop facilement accepter les pensées et les mœurs des autres peuples? Mais, cher monsieur, nos pères et nos grands-pères, depuis qu'ils sont installés en Hongrie, croyez-moi, ils n'ont qu'une idée : c'est que leurs fils ne leur ressemblent pas, et qu'au lieu de mener la vie qu'ils ont connue, la vie du commerçant âpre au gain, ils deviennent des cavaliers comme les fils du hobereau dont ils achètent le blé, qu'ils jettent l'argent par les fenêtres avec désinvolture, et qu'en entrant dans un café ils sachent demander au tzigane de jouer leur air favori... C'est nous, hélas! qui avons pris tous les défauts du Magyar, comme nous prenons tous les défauts des peuples chez lesquels nous nous arrêtons un moment; et quand on me raconte que les Juifs ont perverti la Hongrie, il me semble qu'on pourrait dire, avec non moins de vérité, que la Hongrie a pourri ses Juifs. Je reconnais d'ailleurs, pour conclure, que le résultat n'est heureux ni pour les uns ni pour les autres... Quant au

reproche de vouloir tout bouleverser, qu'il est de mode aujourd'hui de nous jeter à la figure, parce qu'un quarteron de Juifs a mis sens dessus dessous la Russie, et qu'ici même on a vu une bande d'énergumènes se livrer à des actes que tout israélite réprouve, il témoigne à mon avis d'un bien pauvre sens historique. Il n'y a que peu de Juifs en France, et cependant il est fort à parier que si la France avait été vaincue, elle aurait connu, elle aussi, une nouvelle Commune. Même en tenant pour fondé qu'à Budapest, comme à Moscou, le bolchévisme soit notre œuvre, que n'accusez-vous aussi les millions d'imbéciles qui se sont laissé mener?... Au reste, je ne conteste pas que le mythe révolutionnaire ait toujours exercé sur nous un attrait presque irrésistible. Nous sommes un peuple de charlatans et de dupes. Nous nous lançons avec fureur après toutes les idées qui passent, et l'on nous fait croire tout ce qu'on veut. Nous avons cru à la Loi, nous avons cru à nos prophètes, nous avons cru à nos docteurs talmudiques, au Zohar, au socialisme, à toute doctrine qui nous présente un avenir resplendissant. Nous sommes des pies

qui nous jetons à l'étourdie sur ce qui brille, de tristes papillons qui se brûlent au feu des idées. Connaissez-vous, je vous le demande, une histoire plus fertile en illusions que la nôtre? Depuis des siècles nous attendons le Messie, et nous l'attendrons toujours. Nous avons cru à des Messie innombrables; et le comique, l'extravagant, c'est que le seul qui se soit présenté avec humilité et sérieux, nous l'avons mis en croix... de peur sans doute, je veux le croire, d'arriver trop tôt, avec lui, au bout de notre rêve! Nos communistes d'aujourd'hui, ces soi-disant hommes de l'avenir, ce sont les revenants d'un très lointain passé, nos éternels docteurs, nos éternels rabbins, nos éternels prophètes, nos éternels dupeurs. Et *le Capital* de Karl Marx, c'est du Talmud encore!... Seulement, ne vous y trompez pas, le souffle révolutionnaire n'est pas tout le génie d'Israël. La vérité, c'est qu'il y a dans notre race un singulier esprit d'à-propos, une activité toujours prête à profiter des circonstances. Dans un État ferme et sain, nous sommes Disraëli, le meilleur soutien de la tradition et de l'ordre; et par ce même désir de l'action et de la puis-

sance (deux objets qu'on ne saurait distinguer), nous donnons, en des temps troublés, un Trotzki ou un simpleBela Kun.

A ces mots, le Chrétien ne peut se contenir davantage, et coupant la parole au Juif :

— Eh! c'est bien justement là ce que nous ne pouvons pardonner! En tout pays, vous travaillez pour le bien et pour le mal, avec l'unique souci de réaliser tous les instincts que vous portez dans votre sang. Vous ne vous intéressez qu'à vous-mêmes; vous êtes une force qui se donne carrière pour le plaisir de se déployer, ou plutôt par impuissance à s'imposer une règle. Vous n'êtes jamais embarrassés par les multiples sentiments que tout un passé particulier a pu créer dans nos âmes, par une tradition inconsciente mais toute-puissante sur nous, et qui peut nous faire sacrifier nos intérêts personnels et jusqu'à notre vie, pour défendre des choses qui vous demeureront éternellement étrangères. Il y a des réalités que vous comprenez tout de suite et avec une finesse extrême. Mais il en est aussi d'autres, et des plus importantes, qui tiennent à notre âme, et que vous ne saisirez jamais — pas plus

que nous ne pouvons nous vanter de pénétrer dans vos cœurs. Notre erreur, pendant cinquante ans, a été de croire qu'à notre gré nous pouvions faire des Hongrois avec des Juifs. Cela est impossible. Les plus loyaux parmi vous le reconnaissent et s'en font gloire à juste titre. Chaque homme n'a pas un trésor d'affection collective illimité; chacun de nous ne peut aimer qu'une patrie à la fois. Vous, vous avez la vôtre, et d'autant plus splendide qu'elle est située dans l'idéal, dans l'espérance et la nue. Mais n'essayez pas de nous tromper et de vous tromper vous-mêmes. Vous pouvez avoir du goût, de la sympathie, de l'attachement pour tel ou tel peuple étranger; naturalisés, baptisés, vous pouvez être fidèles à votre nouvelle religion et à votre nouvelle patrie; mais cela ne saurait aller plus loin. Vous êtes d'Israël et vous restez, en Israël, les plus nationalistes des hommes. Je ne vous en veux point de cela, je vous en admire plutôt. Toute race a son mystère qui la soutient et la conserve. Vous avez votre secret, magnifique et respectable comme celui de tous les peuples. Souffrez seulement que si nous vous acceptons libérale-

ment chez nous, nous ne nous souciions pas de remettre nos destinées dans vos mains. Je vous accorde volontiers que nous autres, Hongrois, nous sommes moins subtils, moins actifs que vous. Nous possédons très peu le sens de cette vie moderne, que vous avez si puissamment contribué à créer à votre image. Mais nous avons une vieille âme enfantine, généreuse et chevaleresque; une vieille âme orientale, paresseuse et rêveuse; un caractère particulier, qui nous vient de nos origines lointaines; un tempérament national, que nous ont fait mille ans d'histoire. Peu nous importe que, grâce à vous, nous devenions plus pareils, au moins en apparence, à tout le reste de l'Europe. Nous voulons demeurer nous-mêmes, bons ou mauvais, intelligents ou stupides. Nous avons subi trop longtemps votre domination insinuante et tous les faux prestiges dont vous nous avez abusés. Nous les rejetons aujourd'hui. Nous refusons d'être dans notre plaine un bétail mené par des bergers étrangers, même si ces bergers s'appellent Abraham ou Moïse.

Et le Juif, qui, depuis deux mille ans, a entendu bien d'autres paroles amères et s'est

tiré de bien d'autres mauvais pas, réplique à son tour sans colère :

— Prenez garde de recommencer, avec nous, une expérience qui a si mal réussi aux Espagnols quand ils ont expulsé tous leurs Maures et tous leurs Juifs. Il y a cinq siècles de cela, et ils en souffrent encore ! D'ailleurs, vous ne pouvez songer sérieusement à nous déporter en masse, comme au temps d'Isabelle. Vous ne voulez pas non plus, je pense, nous jeter tous au Danube ? Vos mesures d'exception n'auront d'autre résultat que de nous ramasser sur nous-mêmes et de nous rendre plus forts. Vous allez redonner aux meilleurs d'entre nous ou aux pires, comme vous voudrez, à ceux qui étaient arrivés à la dernière étape du renoncement à Israël, à ceux qui ne sentaient plus tressaillir en eux quelque chose quand on prononçait ce mot « juif » (ou celui, pis encore, par tout ce qu'il renferme de fausse politesse et de ménagement hypocrite, ce mot affreux d' « israélite »), chez ceux-là, dis-je, vous allez faire revivre par la persécution le sentiment de leur race. Moi-même, hier encore, je n'éprouvais que du dégoût pour tous ces Juifs sauvages venus de Galicie avec leur fanatisme

insensé et leur saleté repoussante. Je descendais du tramway pour ne pas sentir leur odeur et ne plus avoir sous les yeux ces affreux types du judaïsme. Aujourd'hui qu'on les poursuit, je les tiens pour mes frères en juiverie et je me range à côté d'eux. Je ne suis pas le seul. Je pourrais vous citer maints Juifs qui, pendant le bolchévisme, révoltés des excès de nos coreligionnaires, et redoutant des représailles, se sont jetés dans le baptême; mais aussitôt qu'ils ont vu se produire les violences qu'ils avaient prévues, et des vexations inouïes s'abattre sur leurs frères de la veille, ils ont renié leur reniement et sont rentrés dans Israël... Laissez-moi vous dire un secret. On répète volontiers : faut-il que ces Juifs soient forts pour s'être maintenus et développés dans le monde malgré tout ce qu'ils ont subi. Ce n'est pas « malgré » qu'il faut dire; c'est grâce à la persécution et non pas malgré elle, que nous sommes devenus ce que nous sommes. Nous n'avons rien produit de grand que dans la misère et l'épreuve. Notre Bible fut conçue en des temps où nous n'étions que des bédouins pillards, des tribus errantes et menacées. Le jour où nous avons formé un État régulier,

notre génie s'est tari. Du fameux temple de Salomon il ne reste aucun vestige, mais il semble qu'il ait eu plus de somptuosité orientale que de beauté véritable. Les psaumes de David et le Cantique des cantiques sont les seuls monuments durables que nous ayons de ce temps-là. Sous les Rois, Daniel prophétise, mais il est assez médiocre. Les deux grandes voix d'Israël, Isaïe et Jérémie, sont les voix du malheur et de l'exil. Et le Talmud est né dans l'enfer de Babylone... Croyez-moi, nous ne sommes pas plus intelligents que le commun des mortels; j'incline même à croire que, dans son ensemble, notre race est plutôt assez médiocre. Il nous manque la grande invention, l'originalité créatrice. Mais nous avons été malheureux, et par là nous avons acquis un certain mépris des hommes qui nous ont méprisés, le dédain des événements qui nous ont abattus et qu'il a fallu surmonter. Cela nous a donné une vue cruelle et réaliste de l'humanité et des choses, et une adresse incontestable pour déjouer, par l'esprit de finesse, l'hostilité qui nous entoure. Nous sommes dans la vie de l'Europe un sel, un tonique, un poison, tout ce que vous voudrez; nous entrons, dans la chimie du

monde, comme un élément nécessaire et qu'on n'éliminera pas. Nous avons d'énormes défauts ; je les connais encore mieux que vous : tâchez de vous en préserver. Nous avons aussi des vertus : à vous de les mettre à profit...

Et la dispute continue entre le Chrétien jamais lassé d'accuser et de se plaindre, et le Juif jamais à bout d'arguments pour se défendre. Vieux débat, vieille rengaine qui alimente, depuis des siècles, la conversation de l'Occident, quand tant d'autres sujets, au cours des âges, ont épuisé leur intérêt; éternel dialogue qui se rouvre toujours, tantôt ici, tantôt là, toujours actuel et vivant, et dont le dramatique consiste justement en ceci qu'on ne saurait imaginer qu'il puisse avoir une fin.

CHAPITRE XIII

LE BATON D'AHASVÉRUS

Le jour où je quittai Budapest, on pouvait voir, un peu à l'écart de la gare, de longues rames de wagons immobilisés sur les voies et d'un aspect lamentable. Plus de peinture sur le bois, plus de vitres aux fenêtres. L'herbe qui poussait entre les rails, et la rouille qui couvrait les roues, montraient que ces voitures étaient là arrêtées depuis longtemps. Et pourtant, tous ces wagons regorgeaient de voyageurs. Il y en avait partout, dans les compartiments, les couloirs, jusque sur les marchepieds, hommes, femmes, enfants, causant, gesticulant, criant, se livrant sans vergogne aux plus humbles soins de la vie. Un regard suffisait pour reconnaître des Juifs dans les singuliers occupants de ce convoi immobile : ces wagons, c'était un ghetto.

Quelques hommes portaient encore l'antique uniforme ancestral, le caftan, le chapeau rond et les souliers éculés. Cependant, chez la plupart, une friperie plus moderne avait déjà remplacé le viel accoutrement bizarre. Mais sous ces paletots trop longs, sous ces redingotes étonnantes qui leur descendaient jusqu'aux pieds, je les reconnaissais, tous ces Juifs sauvages! Je les retrouvais tels qu'ils m'étaient apparus naguère (ah! d'inoubliable façon), là-bas, dans leur contrée natale.

Naguère, — je veux dire il y a vingt ans, — j'étais allé dans les Carpathes, sans autre but que d'y chercher le lac dans la montagne et le château légendaire au fond des bois romantiques, quand tout à coup se découvrit à mes yeux un monde dont Bædeker ni Joanne ne m'avaient jamais parlé. Je me vois encore dans le wagon qui m'emmenait le long du torrent de la Vaag, gonflé par les eaux printanières, à travers les forêts de sapins, d'où surgissaient très haut dans le ciel de beaux sommets neigeux qui étincelaient sous le soleil. Au passage, de fois à autre, j'apercevais dans un sentier des paysans slovaques, coiffés de bonnets de fourrure et vêtus

de peaux de mouton, avec d'étonnantes braies rouges, serrées autour des jambes par des cordelettes de cuir; des paysannes habillées de peau, elles aussi, jambes nues ou chaussées de bottes, un mouchoir brodé sur la tête, des tresses de cheveux pendant sur la poitrine, et qui fumaient de longues pipes noires. Et dans les petites stations où notre train s'arrêtait, à ces peaux de mouton, à ces fichus de couleur, à ces braies écarlates, se mêlaient tout à fait étrangement des gens de noir vêtus, chapeaux noirs, caftans noirs, bottes noires et boueuses, tenant tous à la main de vieux sacs de voyage, se bousculant pour grimper dans les wagons, comme si devant eux ç'avait été la roue de la fortune qui glissait sur ces rails, et qu'il fallût la saisir. Tous, ils portaient des barbes non coupées qui flottaient sur leurs vêtements, de longues barbes noires ou rousses, et des papillotes assorties, tire-bouchonnant sur leurs joues. Ce qui frappait encore, c'était dans leur visage des yeux d'une mobilité extrême, et dans toute leur personne un remuement perpétuel, une promptitude étonnante. Ils ne marchaient qu'à grandes enjambées et en jouant des coudes avec

une brutalité que chacun employait et subissait tour à tour, sans penser à s'en excuser ni à la reprocher à personne. Tous merveilleusement à leur aise au milieu du dégel, dans la boue qui jaillissait en jets clairs sur leurs houppelandes moisies. Mais le plus singulier de tout (du moins pour un voyageur confortablement installé à l'abri de leurs assauts), c'était l'espèce de gaîté, le vif entrain de vivre qui sortait de cette foule sordide... J'avais là sous les yeux les Juifs de villages perdus dans la montagne, les délégués commerciaux de toute cette Haute-Hongrie, de ces pâtres, de ces bûcherons qui n'ont aucune idée de ce qu'est une ville, et qui s'en remettent à ces surprenants bonshommes du soin de vendre leurs produits et de faire leurs emplettes.

Je n'en revenais pas que deux humanités si différentes, ces paysans paisibles, dont le visage ne respirait que simplicité et rudesse, et ces fils de l'Orient qui, par leurs regards et leurs gestes, exprimaient tant d'activité d'esprit, pussent ainsi vivre côte à côte. Et ce qui ajoutait à ma surprise, c'est que ces Juifs, par leur costume, semblaient appartenir à un monde encore plus archaïque que ces montagnards et

leurs femmes, vêtus de peaux de bêtes. A chaque station il en montait. Il semblait que le train les attirait, les aimantait, les arrachait à ces solitudes qui n'étaient pas faites pour eux. Quelques instants plus tard, on était étonné de les voir redescendre dans de pauvres stations toutes pareilles à celles d'où ils étaient partis, comme s'il eût été naturel que la locomotive les emportât plus loin, toujours plus loin, vers des pays tout nouveaux.

Oui, quel souvenir inoubliable, cette apparition d'Israël pataugeant dans la boue, le long de cette voie ferrée, sous un ciel nuageux traversé de rais de lumière, comme dans une image de l'Ancien Testament! Montagnes, forêts, rochers, tous ces âpres parages d'une beauté grandiose quoiqu'un peu monotone, m'intéressaient maintenant beaucoup moins que cette foule noire, avec ses yeux de feu, ses bottes qui laissaient voir les orteils, et ses tristes lévites crasseuses. Plus j'avançais dans mon voyage, plus ma surprise grandissait, jusqu'à devenir opprimante. Dans les petites villes où je m'arrêtais en passant, je visitais des rues, des logis empestés, des synagogues où l'on implorait Dieu

avec une furie indécente; j'entrevoyais des vies comme jamais je n'avais imaginé qu'il pût en exister de semblables... Évidemment il y avait là quelque chose d'unique au monde, un spectacle auquel rien ne m'avait préparé, je ne sais quel moyen âge de la danse de Saint-Guy, que dis-je? un débris, un vieux reste de civilisation, qui remontait à Antiochus, à Salomon, au roi David, à Ninive, à Babylone, et qui se conservait ici sous la crasse! Bref, je ne saurais exprimer la stupeur où me jetait cette humanité baroque, que je croyais découvrir, comme Bougainville, un jour, avait découvert les Canaques. Je me trouvais devant un spectacle d'un prodigieux intérêt, qui me rebutait et m'attirait tout ensemble; je venais de poser la main sur un nid chaud, et j'en éprouvais à la fois une sensation de tiédeur et de dégoût...

Ce matin, dans la gare de Budapest, les gens que j'avais devant moi, c'étaient exactement les mêmes que j'avais rencontrés, jadis, le long du torrent de la Vaag et dans la plaine galicienne. Que faisaient-ils dans ce train immobile? Qu'attendaient-ils sur ces voies de garage envahies par les herbes. Eh! simplement, ils continuaient

leur histoire de toujours! C'était une tribu de ces Juifs émigrés en Hongrie pendant la guerre, et dont le Gouvernement essaye de se défaire à tout prix, en les réexpédiant en masse dans leur pays d'origine. Mais aux frontières de Roumanie, d'Autriche ou de Tchéco-Slovaquie, partout le même ordre est donné. Les chefs de gare refusent de les laisser descendre ou continuer leur voyage. « Nous ne vous connaissons pas, ou plutôt nous vous connaissons trop! disent-ils à ces pèlerins. Retournez d'où vous venez! » Alors, philosophiquement, le ghetto ambulant regagne Budapest. Et c'est ainsi que, depuis plusieurs mois, ces troupeaux d'Israël vont et viennent sur les rails, image nouvelle et toute moderne du Juif errant d'autrefois, où le chemin de fer a pris la place du légendaire bâton d'Ahasvérus.

En attendant que mon express arrive et m'emporte à des centaines de lieues de cette étrange vieille histoire, je me promène tout le long de la minable caravane et de ces wagons fourbus, qui rappellent baroquement les abris improvisés dans les sables d'Égypte ou sur les rives de l'Euphrate. Certes, ce n'est pas gai, la

vue de cette pouillerie, sans gîte, sans foyer, qui n'aurait qu'à mourir de faim si l'Alliance israélite ne lui envoyait quelques secours en nature et en argent. Et pourtant, sur cette voie de garage, comme dans les boues de Galicie, et sans doute aussi, j'imagine, dans les déserts du Nil et sous les saules de Babylone, un incroyable élan, une surprenante force de vie, qui n'est pas exempte d'allégresse, s'exhale de ce grouillement sordide. Tout ce monde a l'air d'être chez lui au milieu de cette misère, s'y agite et s'y ébroue, sans en paraître autrement affecté, comme ces oies des villages galiciens qui traversent les mares fangeuses sans y tacher leur plumage. Ma curiosité les distrait et ne les offense aucunement, et même, je puis me flatter d'être pour eux, au fond de cette gare, un agréable imprévu. A quoi peuvent-ils bien penser, en me suivant de leurs yeux agiles? Peut-être supputent-ils simplement la valeur de mon pardessus ou du cuir de mes souliers. Mais c'est là interpréter d'une façon trop vulgaire ce qui brille, dans tous ces visages, de flamme intelligente et narquoise. Ce qu'ils me disent, c'est à peu près ceci : « Eh bien! oui, regarde-

nous! Le spectacle en vaut la peine. Tant de confiance dans le malheur, cela ne se voit pas tous les jours! Aujourd'hui là, demain ailleurs, peu importe! l'essentiel est de vivre! Aujourd'hui n'est pas très brillant, demain sera peut-être radieux... Où t'en vas-tu? A Paris? Qui sait si, au bout du voyage, tu ne nous y trouveras point? La fortune est si étrange! Ces vieux wagons sans roues et ce train sans locomotive nous y mèneront peut-être avant toi... »
Ainsi me parlent leurs yeux pleins de malice. Et près de moi, comme un écho, j'entends la voix du Chrétien qui murmure avec l'accent du désespoir : « Oui, oui, regarde-les! Aujourd'hui là, demain ailleurs; chez eux partout et nulle part! Toujours enragés d'espérance! Le Turc, sur la colline de Bude, n'était pas plus dangereux que ce Juif ébouriffé, assis là, sur sa valise. Dans le dernier assaut de l'Asie nous avons été les vaincus! »

FIN

TABLE DES MATIÈRES

			Pages.
Chap.	Ier.	— Le portrait de Bismarck	1
—	II.	— Une citadelle de l'Occident	17
—	III.	— La maison Orczi	29
—	IV.	— Le meurtre du comte Tisza	45
—	V.	— Un magnat ambitieux	95
—	VI.	— La fin des Habsbourg	129
—	VII.	— Le triomphe de Karolyi	145
—	VIII.	— Bela Kun	171
—	IX.	— La Jérusalem nouvelle	199
—	X.	— Dans la campagne hongroise	221
—	XI.	— La débacle des soviets	243
—	XII.	— Un dialogue sans fin	257
—	XIII.	— Le baton d'Ahasvérus	283

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

8, rue Garancière.

LF
T368q
198100
Author Tharaud, Jérome et Jean
Title Quand Israël est roi.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 15 20 04 04 004 8